



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 25 juin 1955

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, June 25th, 1955

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mardi précédant les éditions du 25 juin et 2 juillet 1955. Durant la balance du mois de juillet et durant tout le mois d'août 1955, ce délai expirera à midi, le mercredi de chaque semaine.

Québec, le 14 juin 1955.

L'Imprimeur de la Reine,
40115-24-2-o RÉDEMPTI PARADIS.

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Tuesday preceding the June 25th and July 2nd, 1955 editions. During the remainder of the month of July and during the whole of the month of August, 1955, this delay shall expire at noon on Wednesday of each week.

Quebec, June 14th, 1955.

RÉDEMPTI PARADIS,
40115-24-2 Queen's Printer.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.
2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
38933 — 1-52

when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
38933 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 11234-55)

A. A. Norris & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente avril 1955, constituant en corporation: Harry Salinsky, marchand, Esther Plotnick Salinsky, ménagère, épouse séparée de biens de

Letters Patent

(A.G. 11234-55)

A. A. Norris & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1955, incorporating: Harry Salinsky, merchant, Esther Plotnick Salinsky, housewife, wife separate as to property of Harry Salinsky,

Harry Salinsky et dûment autorisée par lui aux fins des présentes et Laurier Dutil, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de minéraux, métaux et matériaux de rebut, sous le nom de "A. A. Norris & Co. Ltd.", avec un capital total de \$125,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 12,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 53 rue Nazareth, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11163-55)

Air Tools Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux mai 1955, constituant en corporation: John William Long, avocat et conseil en loi de la Reine, Marcel Belleville, avocat, et Jessica Turner, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'outils pneumatiques, outillage de perforation, conduits d'air et accessoires, sous le nom de "Air Tools Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11152-55)

Allied Beverages Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre mai 1955, constituant en corporation: Jean-Paul Cardinal, Marcel Lajeunesse, Jacques P. Dansereau, avocats, Theresa Roberge, secrétaire, fille majeure, de Montréal et Denise Jalbert, secrétaire, fille majeure, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de breuvages non-enivrants et non-alcooliques, sous le nom de "Allied Beverages Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11179-55)

Angbro Manufacturing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat

ky, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Laurier Dutil, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in minerals, metals and scrap materials, under the name of "A. A. Norris & Co. Ltd.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each and into 12,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 53 Nazareth Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,

40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11163-55)

Air Tools Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May 1955, incorporating: John William Long, advocate and Queen's Counsel, Marcel Belleville, advocate, and Jessica Turner, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in air operated tools, drilling equipment, airlines and accessories, under the name of "Air Tools Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1955.

C. E. CANTIN,

40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11152-55)

Allied Beverages Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1955, incorporating: Jean-Paul Cardinal, Marcel Lajeunesse, Jacques P. Dansereau, advocates, Theresa Roberge, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, and Denise Jalbert, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in non-intoxicating and non-alcoholic beverages, under the name of "Allied Beverages Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,

40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11179-55)

Angbro Manufacturing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1955, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel,

et Conseil en Loi de la Reine, Clarence Reuben Gross, avocat, et Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements, appareil vestimentaire, et habits, sous le nom de "Angbro Manufacturing Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11143-55)

Aqueduc Laurentien de Montcalm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mai 1955, constituant en corporation: Armand H. Viau, Jacques H. Viau et Georges E. Vincent, tous comptables, de Verdun, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'acquisition de système d'aqueduc et en faire l'exploitation, sous le nom de "Aqueduc Laurentien de Montcalm Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11491-55)

Arena de Ferme-Neuve Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1955, constituant en corporation: J.-Rémi Richer, épiciier-boucher, Paul-Émile Gosselin, électricien, et Jean-Claude Paquette, médecin, tous de Ferme-Neuve, district judiciaire de Labelle, pour les objets suivants:

Procurer des divertissements et amusements pour le public, sous le nom de "Arena de Ferme-Neuve Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 1,000 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ferme-Neuve, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11242-55)

Atlas Windows Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1955, constituant en corporation: René Sénécal, C.A., Jean-Paul St-Louis, avocat, et Myrto Brasseur, secrétaire, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Clarence Reuben Gross, advocate, and Sarah Miller, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, wearing apparel and garments, under the name of "Angbro Manufacturing Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and into 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11143-55)

Aqueduc Laurentien de Montcalm Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May 1955, incorporating: Armand H. Viau, Jacques H. Viau and Georges R. Vincent, all accountants of Verdun, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and operate a system of water-works, under the name of "Aqueduc Laurentien de Montcalm Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of a par value of \$100 each and 360 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11491-55)

Arena de Ferme-Neuve Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1955, incorporating: J.-Rémi Richer, grocer-butcher, Paul-Émile Gosselin, electrician, and Jean-Claude Paquette, physician, all of Ferme-Neuve, judicial district of Labelle, for the following purposes:

To provide entertainment and amusements for the public, under the name of "Arena de Ferme-Neuve Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 1,000 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Ferme-Neuve, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11242-55)

Atlas Windows Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1955, incorporating: René Sénécal, C.A., Jean-Paul St-Louis, advocate and Myrto Brasseur, secretary, bachelor, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et exercer le commerce de portes, châssis, murs et tout ce qui peut servir à la construction de maisons et d'édifices, sous le nom de "Atlas Windows Co. Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11125-55)

Blumer Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai 1955, constituant en corporation: Jack Blumer, Seymour Blumer marchands, Rhoda Diamond Blumer ménagère, épouse séparée de biens de Jack Blumer et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Roslyn Faber Blumer, ménagère, épouse séparée de biens de Seymour Blumer et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Blumer Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11137-55)

Charles Gilbert Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1955, constituant en corporation: Charles-Émile Gilbert, entrepreneur en construction, Thérèse G. Gilbert, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Charles Gilbert et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean-Paul Poirier, ingénieur professionnel, tous des cités et district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur général et constructeur, sous le nom de "Charles Gilbert Limitée", avec un capital total de \$130,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11145-55)

Chiboug-Chibi Lodges & Cabins Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Manufacture and deal in doors, windows, walls and all that may serve in the building of houses and edifices under the name of "Atlas Windows Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 700 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11125-55)

Blumer Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1955, incorporating: Jack Blumer, Seymour Blumer, merchants, Rhoda Diamond Blumer, housewife, wife separate as to property of Jack Blumer and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Roslyn Faber Blumer, housewife, wife separate as to property of Seymour Blumer and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Blumer Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11137-55)

Charles Gilbert Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1955, incorporating: Charles-Émile Gilbert, building-contractor, Thérèse G. Gilbert, housekeeper, wife contractually separate as to property of the said Charles Gilbert, and duly authorized by him for these present purposes, and Jean-Paul Poirier, professional engineer, all of the city and judicial of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as general contractor and builder, under the name of "Charles Gilbert Limitée", with a total capital stock of \$130,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11145-55)

Chiboug-Chibi Lodges & Cabins Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of

province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1955, constituant en corporation: Roméo Coulombe, marchand, de Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi, Gille Carrière, géologue, de Eastman, district judiciaire de Bedford, et Claude Picard, avocat, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers et restaurateurs, sous le nom de "Chiboug-Chibi Lodges & Cabins Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11154-55)

**Comité de Moralité Publique du
Diocèse de St-Jean**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mai 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Tardif, médecin, de Montréal-Sud, J.-Josephat Girouard, solliciteur, de Saint-Lambert, Pothier Ferland, avocat, de Longueuil, tous trois du district judiciaire de Montréal, Lionel Sorel, Israël Laforest, cultivateurs, de Saint-Michel de Napierville, Roméo Marcoux, Gérard Archambault, médecins, et Philodur Ouimet, commerçant, de Saint-Jean, ces cinq derniers du district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Travailler au rétablissement et au maintien de l'honneur du peuple et de la dignité humaine, sous le nom de "Comité de Moralité Publique du Diocèse de St-Jean".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11200-55)

Commercial Dyers & Bleachers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mai 1955, constituant en corporation: William James McQuillan, George Norman Broderick, avocats, Elsie Chappell, secrétaire, tous trois de Montréal, Duncan Kisilenko, avocat, de Lachine et Allison Arthur Mariotti Walsh, avocat, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme blanchisseurs et teinturiers, sous le nom de "Commercial Dyers & Bleachers Ltd.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 95 rue Port Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1955, incorporating: Roméo Coulombe, merchant, of Chibougamau, judicial district of Abitibi, Gille Carrière, geologist of Eastman, judicial district of Bedford, and Claude Picard, advocate, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel and restaurant keepers, under the name of "Chiboug-Chibi Lodges & Cabins Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chibougamau, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11154-55)

**Comité de Moralité Publique du
Diocèse de St-Jean**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Arthur Tardif, physician, of Montreal-South, J.-Josephat Girouard, solicitor, of Saint-Lambert, Pothier Ferland, advocate of Longueuil, all three of the judicial district of Montreal, Lionel Sorel, Israël Laforest, farmers, of Saint-Michel de Napierville, Roméo Marcoux, Gérard Archambault, physicians, and Philodur Ouimet, dealer, of Saint-Jean, the latter five of the judicial district of Iberville, for the following purposes:

To work for the re-establishment and for the maintenance of the christian honour of the people and for human dignity, under the name of "Comité de Moralité Publique du Diocèse de St-Jean".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11200-55)

Commercial Dyers & Bleachers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1955, incorporating: William James McQuillan, George Norman Broderick, advocates, Elsie Chappell, secretary, all three of Montreal, Duncan Kisilenko, advocate, of Lachine, and Allison Arthur Mariotti Walsh, advocate, of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as bleachers and dyers, under the name of "Commercial Dyers & Bleachers Ltd.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and into 5,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 95 Port Royal, Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11099-55)

**Continental Iron & Titanium Mining
Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mai 1955, constituant en corporation: William Adélard Dufour, industriel, Nicolas Soloducha, Michel Zwonok, Wolodymyr Petraczek Alexandre Markiw, ingénieurs, tous des cité et district judiciaire de Montréal, Alfred Aumont, garagiste, de Ste-Julienne, Gaston Coutu, forgeron, Léo Brunet, Hôtelier, de St-Donat district judiciaire de Joliette, Wasyl Todoriv et Wasyl Jarish, ingénieurs de la cité de Toronto, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Continental Iron & Titanium Mining Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11188-55)

**Danville Asbestos Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf avril 1955, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et conseil en loi de la Reine, Pierre Décar, avocat, Francis Joseph Dolan, comptable, Mildred Murphy, ménagère et fille majeure et Eleanor Hart, secrétaire et fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais, y compris des terrains et gisements d'huile et de gaz et les négocier, sous le nom de "Danville Asbestos Mines Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11099-55)

**Continental Iron & Titanium Mining
Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1955, incorporating: William Adélard Dufour, Industrialist, Nicolas Soloducha, Michel Zwonok, Wolodymyr Petraczek, Alexander Markiw, Engineers, all of the City and judicial District of Montreal, Alfred Aumont, Garage-Keeper, of Ste. Julienne, Gaston Coutu, Blacksmith, Léo Brunet, Innkeeper, of St. Donat, in the judicial district of Joliette, Wasyl Todoriv and Wasyl Jarish, Engineers, of the City of Toronto, Province of Ontario, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Continental Iron & Titanium Mining Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11188-55)

**Danville Asbestos Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1955, incorporating: John Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, Pierre Décar, Advocate, Francis Joseph Dolan, Accountant, Mildred Murphy, Housekeeper and an unmarried woman of the full age of majority, and Eleanor Hart, Secretary and an unmarried woman of the full age of majority, all of the City and judicial District of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals including oil and gas lands and deposits and deal with same, under the name of "Danville Asbestos Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11243-55)

Dasec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1955, constituant en corporation: René Sénécal, C.A., Jean-Paul St-Louis, avocat, et Myrto Brasseur, secrétaire, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de construction, sous le nom de "Dasec Inc.", avec un capital total de \$45,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11243-55)

Dasec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1955, incorporating: René Sénécal, C.A., Jean-Paul St-Louis, advocate, and Myrto Brasseur, secretary, bachelor, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on building operations under the name of "Dasec Inc.", with a total capital stock of \$45,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each, and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(P.G. 11175-55)

Delville Asphalt Construction Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1955, constituant en corporation: Edgar Villeneuve, entrepreneur, Huguette Bellemare Villeneuve, ménagère, épouse séparée de biens dudit Edgar Villeneuve, tous deux de Giffard, et Jos De Luca, entrepreneur, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exécuter des travaux de pavage en asphalte ou autrement, de creusage, de minage, d'excavation, et exercer tous autres commerces ou industries que les directeurs jugeront utiles aux intérêts de la compagnie, sous le nom de "Delville Asphalt Construction Co.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 160, 18ième Rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11175-55)

Delville Asphalt Construction Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May 1955, incorporating: Edgar Villeneuve, contractor, Huguette Bellemare Villeneuve, housewife, wife separate as to property of the said Edgar Villeneuve, both of Giffard, and Jos De Luca, contractor, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry out operations of asphalt paving or otherwise, those of digging, mining, excavating, and carry on any other business or trade which the directors shall deem conducive to the interests of the company under the name of "Delville Asphalt Construction Co.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 160, 18th Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(P.G. 11065-55)

Drummond Ready Mix Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1955, constituant en corporation: Aurean Parent, commerçant, de Saint-Simon-de-Drummond, Rodrigue David, comptable, et Arthur Fortin, entrepreneur, ces deux derniers de Drummondville, tous du district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Drummond Ready Mix Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 3,000 actions communes de \$25 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 265, Boulevard Bernard, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11065-55)

Drummond Ready Mix Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April 1955, incorporating: Aurean Parent, merchant, of Saint Simon-de-Drummond, Rodrigue David, accountant, and Arthur Fortin, contractor, the two latter of Drummondville, all of the judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in building materials, under the name of "Drummond Ready Mix Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 3,000 common shares of \$25 each and 1,000 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at 265 Bernard Boulevard, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(P.G. 11075-55)

Dupuis Drive-Yourself Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1955, constituant en corporation: Roland G. Lefrançois, Jean Goulet, avocats, et Gisèle Gélinas, téléphoniste, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, de leurs parties et accessoires, sous le nom de "Dupuis Drive-Yourself Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1955.

L'Assistant-procureur général.

40162-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 11075-55)

Dupuis Drive-Yourself Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May 1955, incorporating: Roland G. Lefrançois, Jean Goulet, advocates, and Gisèle Gélinas, telephone operator, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and the parts and accessories thereof; under the name of "Dupuis Drive-Yourself Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this the fifth day of May 1955.

C. E. CANTIN,

40162

Deputy Attorney General.

(P.G. 11206-55)

Entreprises Feu Victor Delamarre Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1955, constituant en corporation: Elmina Garneau Delamarre, ménagère, veuve de Victor Delamarre, Donat Lacroix, promoteur, et Lucille Daigle, steno-dactylo, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter tout commerce ou entreprise ayant pour but l'amusement du public, sous le nom de "Entreprises Feu Victor Delamarre Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1955.

L'Assistant-procureur général.

40162-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 11206-55)

Entreprises Feu Victor Delamarre Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May 1955, incorporating: Elmina Garneau Delamarre, housekeeper, widow of Victor Delamarre, Donat Lacroix, promotor, and Lucille Daigle, steno-typist, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate any business or enterprise connected with public amusements, under the name of "Entreprises Feu Victor Delamarre Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May 1955.

C. E. CANTIN,

40162

Deputy Attorney General.

(P.G. 11097-55)

Fred W. Bean Insurance Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mai 1955, constituant en corporation Frederick William Bean, agent d'assurance, Harry Edward Grundy, avocat et Conseil en Loi de la Reine, tous deux de Sherbrooke et Hélène Couture, commis, fille majeure d'Ascot Corner, tous du district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de courtiers d'assurance, sous le nom de "Fred W. Bean Insurance Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général.

40162

C. E. CANTIN.

(A.G. 11097-55)

Fred W. Bean Insurance Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May 1955, incorporating: Frederick William Bean, Insurance Agent, Harry Edward Grundy, advocate and Queen's Counsel, both of Sherbrooke, and Hélène Couture, clerk, spinster, of Ascot Corner, all of the judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of insurance brokers, under the name of "Fred W. Bean Insurance Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1955.

C. E. CANTIN,

40162-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 11030-55)

Gagnon & Gagnon, Nouveautés, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mai 1955, constituant en corporation: Paul Martel, comptable agréé, Benoit Harvey, journaliste, et Patricia Bouchard, dactylographe, célibataire, tous de ville d'Alma, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en détail de marchandises pour dames, sous le nom de "Gagnon & Gagnon, Nouveautés, Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à ville d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162-o

C. E. CANTIN.

(P.G. 11365-55)

**Gamache Exploration & Mining Co. Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mai 1955, constituant en corporation: David Harry Holland, avocat, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, Charles Eric Humphrey et Guy Ambrose Miller, teneurs de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Gamache Exploration & Mining Co. Ltd." (No Personal Liability) avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162

C. E. CANTIN.

(P.G. 10972-55)

Georges Poirier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit avril 1955, constituant en corporation: Georges Poirier, courtier en assurances, Paul Poirier, marchand, et Guy Girard, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents d'assurance, sous le nom de "Georges Poirier Inc.", avec un capital divisé en 1,000 actions communes sans valeur nominale ou au pair et en 950 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 266, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit avril 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 11030-55)

Gagnon & Gagnon, Nouveautés, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1955, incorporating: Paul Martel, chartered accountant, Benoit Harvey, journalist, and Patricia Bouchard, typist, spinster, all of the town of Alma, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To carry on a retail business in merchandise for ladies, under the name of "Gagnon & Gagnon, Nouveautés, Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at in the town of Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1955.

C. E. CANTIN,

40162

Deputy Attorney General.

(A.G. 11365-55)

**Gamache Exploration & Mining Co. Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1955, incorporating: David Harry Holland, Advocate, Cecil Bruce Cooke, Secretary, Charles Eric Humphrey and Guy Ambrose Miller, Bookkeepers, all of the City and judicial District of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Gamache Exploration & Mining Co. Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of the par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,

40162-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 10972-55)

Georges Poirier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1955, incorporating: Georges Poirier, insurance broker, Paul Poirier, merchant, and Guy Girard, notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as brokers and insurance agents under the name of "Georges Poirier Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal or par value and into 950 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at 266, St-James St-West, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April 1955.

C. E. CANTIN,

40162

Deputy Attorney General,

(P.G. 11044-55)

Greater Montreal Insulation Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1955, constituant en corporation: Marcel Lafontaine, avocat, d'Outremont, Jean-Charles Blais, avocat, de Montréal, et Rachel Bouchard, sténographe, de Saint-Basile-le-Grand, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'isolants, sous le nom de "Greater Montreal Insulation Company Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11044-55)

Greater Montreal Insulation Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May incorporating: Marcel Lafontaine, advocate, of Outremont, Jean-Charles Blais, advocate, of Montreal, and Rachel Bouchard, stenographer, of Saint-Basile-le-Grand, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate the business of and dealing in insulation under the name of "Greater Montreal Insulation Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(P.G. 11127-55)

Groton Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mai 1955, constituant en corporation: Rodney A. Patch, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Constance Garner Short, Donald Edward MacKenzie, Austin Stewart Hyndman et Robert Charles Legge, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Groton Investments Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(A.G. 11127-55)

Groton Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1955, incorporating: Rodney A. Patch, Advocate and Queen's Counsel, Constance Garner Short, Donald Edward MacKenzie, Austin Stewart Hyndman and Robert Charles Legge, Advocates, all of the City and judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Groton Investments Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11157-55)

Hôpital St-Paul Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1955, constituant en corporation: Antonio Robert, médecin, Marie-Paule T. Bilodeau, garde-malade gradué, épouse contractuellement séparée de biens de C. E. Bilodeau, de Québec, et Édouard Laliberté, avocat, de Sainte-Foy, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un hôpital privé, sous le nom de "Hôpital St-Paul Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 24½, rue Joffre, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11157-55)

Hôpital St-Paul Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April 1955, incorporating: Antonio Robert, physician, Marie-Paule T. Bilodeau, graduate nurse, wife contractually separate as to property of C. E. Bilodeau, of Quebec, and Édouard Laliberté, advocate, of Saint Foy, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate a private hospital, under the name of "Hôpital St-Paul Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 24½ Joffre Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(P.G. 11089-55)

Jacques Cartier Housing & Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt mai 1955, constituant en corporation: Joseph Kovshoff, comptable agréé, Edith Bordenovsky Kovshoff, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Kovshoff et Edward George Driver, entrepreneur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Jacques Cartier Housing & Development Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vngt mai 1955.

L'Assistant-procureur général.

40162 C. E. CANTIN.

(A.G. 11089-55)

Jacques Cartier Housing & Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1955, incorporating: Joseph Kovshoff, chartered accountant, Edith Bordenovsky Kovshoff, housewife, wife separate as to property of the said Joseph Kovshoff, and Edward George Driver, contractor, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Jacques Cartier Housing & Development Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,

40162-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11121-55)

Jepilo Investment Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mai 1955, constituant en corporation: Adrien Cinq-Mars, comptable, Denise Rivest, secrétaire, fille majeure, et George Driscoll, plombier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placement, sous le nom de "Jepilo Investment Corporation Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1955.

L'Assistant-procureur général.

40162-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11121-55)

Jepilo Investment Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1955, incorporating: Adrien Cinq-Mars, accountant, Denise Rivest, secretary, spinster, and George Driscoll, plumber, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as an investment company, under the name of "Jepilo Investment Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1955.

C. E. CANTIN,

40162-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11073-55)

**Jonquière Construction Ltée
Jonquière Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1955, constituant en corporation: Charles-Eugène Tremblay, commerçant, Joseph Tremblay, gérant de magasin, tous deux d'Arvida, et Armand Guy, entrepreneur, de Jonquière, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Jonquière Construction Ltée — Jonquière Construction Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera sur le Chemin Saint-Georges, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1955.

L'Assistant-procureur général.

40162-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11073-55)

**Jonquière Construction Ltée
Jonquière Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1955, incorporating: Charles-Eugène Tremblay, dealer, Joseph Tremblay, store manager, both of Arvida, and Armand Guy, contractor, of Jonquière, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as general contractors under the name of "Jonquière Construction Ltée — Jonquière Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at on St-Georges Road, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1955.

C. E. CANTIN,

40162 Deputy Attorney General.

(P.G. 11205-55)

J. R. Jourdain Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mai 1955, constituant en corporation: Jacques Charette, Pierre Beaudoin, comptables, et David Bellhumeur, C.A., tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles, appareils et accessoires électriques et de tous articles d'utilité domestique, sous le nom de "J. R. Jourdain Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mai 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 11205-55)

J. R. Jourdain Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of May 1955, incorporating: Jacques Charette, Pierre Beaudoin, accountants, and David Bellhumeur, C.A., all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, electrical apparatus and appliances and any other articles of a domestic utility, under the name of "J. R. Jourdain Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Berthierville, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May 1955.

C. E. CANTIN,

40162

Deputy Attorney General.

(P.G. 11231-55)

J. R. Trudel Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1955, constituant en corporation: Rolland Trudel, électricien, Yvette Duchemin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de J.-Rosaire Trudel, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Paul Cloutier, comptable, tous de Saint-Tite, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "J. R. Trudel Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 154, rue St-Paul, Saint-Tite, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 11231-55)

J. R. Trudel Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1955, incorporating: Rolland Trudel, electrician, Yvette Duchemin, housewife, wife contractually separate as to property of J. Rosaire Trudel, and duly authorized by him for these present purposes, and Paul Cloutier, accountant, all of Saint-Tite, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as general contractors under the name of "J. R. Trudel Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 154, St-Paul St, Saint-Tite, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,

40162

Deputy Attorney General.

(P.G. 11031-55)

Kayson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mai 1955, constituant en corporation: Joseph Helal, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Samuel Berger, avocat, tous deux de Montréal et Royal Werry, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et accessoires sous le nom de "Kayson Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162

C. E. CANTIN.

(A.G. 11031-55)

Kayson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1955, incorporating: Joseph Helal, advocate and Queen's Counsel, Samuel Berger, advocate, both of Montreal, and Royal Werry, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and accessories, under the name of "Kayson Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1955.

C. E. CANTIN,

40162-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 10944-55)

Kitchen Magic of Canada Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mai 1955, constituant en corporation: David Goodman, avocat, de la ville de Hampstead, Neil Phillips, avocat, de Westmount et Yvonne Belanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'ustensiles de cuisine, accessoires domestiques, articles de maison et vêtements, sous le nom de "Kitchen Magic of Canada Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162

C. E. CANTIN.

(A.G. 10944-55)

Kitchen Magic of Canada Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1955, incorporating: David Goodman, Advocate, of the town of Hampstead, Neil Phillips, Advocate, of Westmount, and Yvonne Belanger, Secretary, fille majeure, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in kitchen utensils, household appliances, house wares and wearing apparel, under the name of "Kitchen Magic of Canada Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1955.

C. E. CANTIN,

40162-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 11207-55)

La Compagnie d'Esthétique "Paul" Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1955, constituant en corporation: Paul Lortie, maître coiffeur, Laurent-Paul Bolduc, avocat-stagiaire, tous deux de Québec, et Alfred St-Hilaire, de Ste-Foy, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles, produits, appareils ou machines servant aux soins de beauté, aux traitements d'esthétique et à l'habillement en général, sous le nom de "La Compagnie d'Esthétique "Paul" Limitée", avec un capital total de \$70,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 11207-55)

La Compagnie d'Esthétique "Paul" Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1955, incorporating: Paul Lortie, master hairdresser, Laurent-Paul Bolduc, law-student, both of Quebec, and Alfred St-Hilaire, of Ste-Foy, all of the judicial district of Quebec, for the same purposes:

To manufacture and deal in articles, products, apparatus or machines serving for beauty treatments, esthetic treatments and general wearing apparel under the name of "La Compagnie d'Esthétique "Paul" Limitée", with a total capital stock of \$70,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1955.

C. E. CANTIN,

40162

Deputy Attorney General.

(P.G. 11123-55)

Lampions Électriques Culturels (corporation) Electric Cultural Lampions (corporation)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mai 1955, constituant en corporation: Guy Pager, avocat, de Dorval, Louis-Joseph de la Durantaye, avocat, et Grace Dionne Miller, téléphoniste, veuve, ces deux derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de lampions électriques culturels, sous le nom de "Lampions Électriques Culturels (corporation) — Electrical Cultural Lampions (corporation)", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 11123-55)

Lampions Électriques Culturels (corporation) Electric Cultural Lampions (corporation)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1955, incorporating: Guy Pager, advocate of Dorval, Louis-Joseph de la Durantaye, advocate, and Grace Dionne Miller, telephone operator, widow, the latter two of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in electric cultural lampions under the name of "Lampions Électriques Culturels (corporation) — Electrical Cultural Lampions (corporation)", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,

40162

Deputy Attorney General.

(P.G. 11263-55)

Le Club Nautique de la Batture

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Richard Poirier, chirurgien-dentiste, Fernand Rock, industriel, et André Rousseau, marchand, tous de Nicolet, district judiciaire de Nicolet, pour les objets suivants:

Promouvoir et développer les relations sociales et sportives de ses membres dans leur meilleur intérêt et dans celui de la région, sous le nom de "Le Club Nautique de la Batture".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11263-55)

Le Club Nautique de la Batture

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Richard Poirier, surgeon-dentist, Fernand Rock industrialist, and André Rousseau, merchant, all of Nicolet, judicial district of Nicolet, for the following purposes:

To promote and develop a social and sporting relationship between its members in view of their welfare and that of the region, under the name of "Le Club Nautique de la Batture".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(P.G. 10863-55)

Leland Instruments of Canada Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de mars 1955, constituant en corporation: Seymour Elkin, notaire public, Ralph C. Tees, officier de compagnie de fiducie, tous deux de Westmount, George L. Hale, officier de compagnie de fiducie, de Verdun, Edward A. Small, officier de fiducie, Julie Thibault, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, et Mary Sohlman, secrétaire, épouse séparée de biens de Ola Sohlman, de Rosemère, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'instruments servant à l'agriculture au commerce, à l'industrie ou aux travaux de recherche et exécuter des travaux de recherche et exercer le commerce de dessinateurs et consultants techniques, sous le nom de "Leland Instruments of Canada Limited", avec un capital-actions divisé en 6,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à 614 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trente et unième jour de mars 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(A.G. 10863-55)

Leland Instruments of Canada Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1955, incorporating: Seymour Elkin, Notary Public, Ralph C. Tees, Trust Company Officer, both of Westmount, George L. Hale, Trust Company Officer, of Verdun, Edward A. Small, Trust Officer, Julie Thibault, Secretary, Spinster of the full age of majority, both of Montreal, all of the judicial District of Montreal, and Mary Sohlman, Secretary, Wife separate as to property of Ola Sohlman, of Rosemère, judicial District of Terrebonne, for the following purposes:

To manufacture and deal in agricultural, industrial, commercial or research work instruments, and to carry on research work and the business of designers and technical consultants, under the name of "Leland Instruments of Canada Limited", with a capital stock divided into 6,000 shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at 614 St. James Street, West, Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11022-55)

**Les Entreprises La Tuque Incorporées
La Tuque Enterprises Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf avril 1955, constituant en corporation: Lévis Marchand, agent d'immeubles, Charles Champoux, industriel, et Jean-Marie Grégoire, notaire, tous de La Tuque, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Les Entreprises La Tuque Incorporées — La Tuque Enterprises Incorporated", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

(A.G. 11022-55)

**Les Entreprises La Tuque Incorporées
La Tuque Enterprises Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1955, incorporating: Lévis Marchand, real estate agent, Charles Champoux, industrialist and Jean-Marie Grégoire, notary, all of La Tuque, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Les Entreprises La Tuque Incorporées — La Tuque Enterprises Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à La Tuque, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11210-55)

Les Immeubles Artillerie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1955, constituant en corporation: Jacques Perron, avocat, Isabelle Beaubien, sténographe, tous deux de Québec, et Robert Pinsonnault, avocat, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Artillerie Inc.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 2,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11088-55)

Marla Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre mai 1955, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Jacob Harold Blumenschein, avocat et Irène Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements pour dames, sous le nom de "Marla Fashions Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11092-55)

**McKenzie Northern Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Roslyn Maxwell Halladay DuBoysce, avocat, de Lachine, Henri René Emond, administrateur, Herbert Calvert Howard, gérant de publicité, Cecil James Gagnier, Jean Frobes, Robert Francis Martin, secrétaires, de Montréal, et Edward Gerald Banning, commis, de Greenfield Park, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "McKenzie Northern Mines Ltd." (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

The head office of the Company will be at La Tuque, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11210-55)

Les Immeubles Artillerie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1955, incorporating: Jacques Perron, advocate, Isabelle Beaubien, stenographer, both of Quebec, and Robert Pinsonnault, advocate of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on a real estate business under the name of "Les Immeubles Artillerie Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 2,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11088-55)

Marla Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1955, incorporating: Michael Garber, Advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenschein, Advocate, and Irène Rubin, Secretary, fille majeure, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies' garments, under the name of "Marla Fashions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11092-55)

**McKenzie Northern Mines Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1955, incorporating: Roslyn Maxwell Halladay DuBoysce, advocate, of Lachine, Henri René Emond, executive, Herbert Calvert Howard, advertising manager, Cecil James Gagnier, Jean Frobes, Robert Francis Martin, secretaries, of Montreal, and Edward Gerald Banning, clerk, of Greenfield Park, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "McKenzie Northern Mines Ltd." (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162

C. E. CANTIN.

(P.G. 11180-55)

Metalware Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf avril 1955, constituant en corporation: Charles Brownstein, John Liberman, Moe Moscovitch et Irving Adessky, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exécuter toutes sortes de travaux de métal en feuilles, sous le nom de "Metalware Corporation", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162

C. E. CANTIN.

(P.G. 11134-55)

Midlick & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente avril 1955, constituant en corporation: Ian Caldwell Stalker, avocat, de Westmount, Vera Edith Hampton, comptable, de Montréal, tous deux du district judiciaire de Montréal et John Malcolm McDougall, avocat, de Rosemère, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Midlick & Son Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 4,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162

C. E. CANTIN.

(P.G. 11093-55)

Nevan Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mai 1955, constituant en corporation: Philip Vineberg, Neil F. Phillips, avocats, de Westmount, Davis Goodman, avocat, de Hampstead et Yvonne Belanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Nevan Investments

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,

40162-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 11180-55)

Metalware Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1955, incorporating: Charles Brownstein, John Liberman, Moe Moscovitch and Irving Adessky, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To perform all kinds of sheet metal work, under the name of "Metalware Corporation", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of the par value of \$100 each and into 500 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,

40162-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 11134-55)

Midlick & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1955, incorporating: Ian Caldwell Stalker, Advocate, of Westmount, Vera Edith Hampton, Accountant, of Montreal, both of the judicial District of Montreal, and John Malcolm McDougall, Advocate, of Rosemère, judicial District of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Midlick & Son Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and into 4,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,

40162-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 11093-55)

Nevan Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1955, incorporating: Philip Vineberg, Neil F. Phillips, Advocates, of Westmount, David Goodman, Advocate, of Hampstead, and Yvonne Belanger, Secretary, Fille Majeure, of Montreal, all of the judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Nevan Invest-

Ltd.", avec un capital total de \$755,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$50 chacune et 7,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11229-55)

Newman Avenue Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mai 1955, constituant en corporation: Mortimer Dolman, notaire, Kay Katz, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de William Katz, tous deux de Montréal et Jessie McWatters, secrétaire, épouse séparée de biens de Vernon William McWatters, en vertu des lois d'Ontario, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Newman Avenue Holdings Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11181-55)

New Yorker Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Jack Rudner, Joseph Mendelson, avocats, Celia Cohen et Catherine Allin, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "New Yorker Restaurant Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 10715-55)

Noël Beauchamp Tailleur Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1955, constituant en corporation: Anita Lemire, sténographe, célibataire, Ludovic Laperrière et Yves Gabias, avocats, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de "Noël Beauchamp Tailleur Limitée", avec un capital divisé en 700 actions sans valeur nominale ou au pair.

ments Ltd.", with a total capital stock of \$755,000, divided into 100 common shares of \$50 each and into 7,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11229-55)

Newman Avenue Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1955, incorporating: Mortimer Dolman, Notary, Kay Katz, Secretary, wife separate as to property of William Katz by marriage contract, both of Montreal, and Jessie McWatters, secretary, wife separate as to property of Vernon William McWatters, under the laws of Ontario, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Newman Avenue Holdings Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11181-55)

New Yorker Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1955, incorporating: Jack Rudner, Joseph Mendelson, Advocates, Celia Cohen and Catherine Allin, Secretaries, spinsters, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of restaurant-keepers, under the name of "New Yorker Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10715-55)

Noël Beauchamp Tailleur Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1955, incorporating: Anita Lemire, stenographer, spinster, Ludovic Laperrière and Yves Gabias, advocates, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as tailors under the name of "Noël Beauchamp Tailleur Limitée", with a capital stock divided into 700 shares without nominal or par value.

Le siège social de la compagnie sera à 1453a, Mansfield, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11192-55)

North American Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Edmund T. Asselin, administrateur, Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, avocats, tous trois de Montréal, Edwin Leacy Freeman, administrateur, de Ville Mont-Royal et Denise Jalbert, secrétaire, fille majeure, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "North American Investments Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11162-55)

Pad Interests Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre mai 1955, constituant en corporation: Louis H. Rohrliek, C.R., avocat, Paul L. Gordon, avocat et Thelma Golstein, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Pad Interests Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11131-55)

Parkridge Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch et Abraham Shuster, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Parkridge Realty Corporation", avec un capital-actions divisé en 1,800 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

The head office of the company will be at 1453a, Mansfield, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11192-55)

North American Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1955, incorporating: Edmund T. Asselin, executive, Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, advocates, all three of Montreal, Edwin Leacy Freeman, executive of the town of Mount Royal, and Denise Jalbert, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "North American Investments Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11162-55)

Pad Interests Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1955, incorporating: Louis H. Rohrliek, Q.C., Advocate, Paul L. Gordon, Advocate, and Thelma Golstein, Secretary, Spinster of the full age of majority, all of the City and judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Pad Interests Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 300 common shares of the par value of \$10 each and into 700 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11131-55)

Parkridge Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch and Abraham Shuster, all Advocates, of the City and judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Parkridge Realty Corporation", with a capital stock divided into 1,800 common shares having no nominal or par value.

Le siège social de la compagnie sera à 4120 avenue Hôtel de Ville, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 10875-55)

Provincial Home Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Harry Pinker, avocat, David Roth, administrateur et Éli Salsberg, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Provincial Home Development Corp.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 2,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11176-55)

Quebec Structure & Metal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente avril 1955, constituant en corporation: Louis Marceau, André Marceau et Jacques Marquis, avocats, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Quebec Structure & Metal Inc.", avec un capital total de \$45,000, divisé en 450 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11225-55)

Rassenti Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mai 1955, constituant en corporation: John Rassenti, Nicolas H. Rassenti, Ascenzio Rassenti et Émile Rassenti, constructeurs, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces d'entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "Rassenti Construction Company", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at 4120 City Hall Avenue, Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10875-55)

Provincial Home Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1955, incorporating: Harry Pinker, Advocate, David Roth, Executive, and Éli Salsberg, Salesman, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in building products, under the name of "Provincial Home Development Corp.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 2,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11176-55)

Quebec Structure & Metal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1955, incorporating: Louis Marceau, André Marceau and Jacques Marquis, advocates, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors under the name of "Quebec Structure & Metal Inc.", with a total capital stock of \$45,000, divided into 450 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11225-55)

Rassenti Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1955, incorporating: John Rassenti, Nicholas H. Rassenti, Ascenzio Rassenti and Émile Rassenti, builders, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Rassenti Construction Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11040-55)

Rayrow Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois mai 1955, constituant en corporation: Joseph Rimerman, marchand, Goldie Pinsky, ménagère, épouse séparée de biens de Joseph Rimerman et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Montréal, et Sam Abramovitch, comptable, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Rayrow Realities Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11545-55)

René Deslauriers, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1955, constituant en corporation: René Deslauriers, courtier en assurances, Monique Therrien, secrétaire, fille majeure, et Jean Therrien, comptable, tous de Beauport, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers d'assurances, sous le nom de "René Deslauriers, Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 355, rue des Commissaires, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11218-55)

Robert A. Guay Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1955, constituant en corporation: Robert A. Guay, constructeur, de Granby, district judiciaire de Bedford, Rodolphe Maheu, comptable, et Pauline Bélanger, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur généraux en construction, sous le nom de "Robert A. Guay Construction Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11040-55)

Rayrow Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1955, incorporating: Joseph Rimerman, merchant, Goldie Pinsky, housewife, wife separate as to property of Joseph Rimerman, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Montreal, and Sam Abramovitch, accountant, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Rayrow Realities Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11545-55)

René Deslauriers, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1955, incorporating: René Deslauriers, insurance broker, Monique Therrien, secretray, spinster, and Jean Therrien, accountant, all of Beauport, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents under the name of "René Deslauriers, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 355, des Commissaires Street, East, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11218-55)

Robert A. Guay Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1955, incorporating: Robert A. Guay, builder, of Granby, judicial district of Bedford, Rodolphe Maheu, accountant, and Pauline Bélanger, secretary, spinster, the latter two from the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as general building contractors under the name of "Robert A. Guay Construction Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(P.G. 11037-55)

Sobar Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf avril 1955, constituant en corporation: Evelyn Irène Elkin, ménagère, épouse séparée de biens de S. A. Barza et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Mark Edmund Gordon, procureur, tous deux de la cité de Westmount et Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure et usant pleinement de ses droits, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme chimistes et pharmaciens manufacturiers, sous le nom de "Sobar Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162

C. E. CANTIN.

(A.G. 11037-55)

Sobar Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1955, incorporating: Evelyn Irène Elkin, housewife, wife separate as to property of S. A. Barza, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Mark Edmund Gordon, Barrister, both of the City of Westmount, and Madeline Ferguson, secretary, of the full age of majority and in the full enjoyment of all her rights, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing chemists and druggists, under the name of "Sobar Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of the par value of \$100 each and into 350 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be in the City of Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,

40162-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 11087-55)

Squaw Lake Lodge Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mai 1955, constituant en corporation: Lorne J. Kearns, directeur de centre de villégiature, du canton de Leslie, Paul A. Martineau, avocat, du village de Campbell's Bay et Dominic Sloan, fermier, du canton de Litchfield, tous du district judiciaire de Pontiac, pour les objets suivants:

Administrer des chalets et restaurants, sous le nom de "Squaw Lake Lodge Incorporated", avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'endroit nommé Otter Lake, dans le canton de Leslie, district judiciaire de Pontiac.

Daté du bureau du Procureur général, ce deuxième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162

C. E. CANTIN.

(A.G. 11087-55)

Squaw Lake Lodge Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1955, incorporating: Lorne J. Kearns, Resort Operator, of the Township of Leslie, Paul A. Martineau, advocate, of the village of Campbell's Bay, and Dominic Sloan, Farmer, of the Township of Litchfield, all of the judicial district of Pontiac, for the following purposes:

To operate lodges, restaurants, under the name of "Squaw Lake Lodge Incorporated"; with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at the place called Otter Lake, in the Township of Leslie, judicial district of Pontiac.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1955.

C. E. CANTIN,

40162-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 11066-55)

Star Glove Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1955, constituant en corporation: Lucien Brisson, tailleur de gants, de Montréal, Armand H. Viau et Jacques H. Viau, comptables, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de gants, mitaines et de tous produits confectionnés de cuir, fourrure, tissu, matières plastiques ou synthétiques, sous le nom de "Star Glove Ltd", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Île Perrot, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 11066-55)

Star Glove Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1955, incorporating: Lucien Brisson, glove cutter, of Montreal, Armand H. Viau, and Jacques H. Viau, accountants, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in gloves, mitts and any products into the fabrication of which enters leather, fur, fabrics, plastic or synthetic material, under the name of "Star Glove Ltd", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of a par value of \$100 each and 360 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Île Perrot, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11169-55)

Supreme Handbags Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai 1955, constituant en corporation: Conrad Shatner, Harry Blank, avocats, Gloria Williams et Raymonde Doyle, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de sacs chapeaux et accessoires pour dames sous le nom de "Supreme Handbags Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4521 rue Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatrième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11161-55)

**Texacan Uranium Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre mai 1955, constituant en corporation: Lovell C. Carroll, C.R., avocat, de Ville Mont-Royal, Marcel Lajeunesse, Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, avocats, de Montréal et Denise Jalbert, secrétaire, fille majeure, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Texacan Uranium Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11135-55)

Topp Food Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mai 1955, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, de Westmount, Sydney Phillips, avocat et Tessy Frankel, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11169-55)

Supreme Handbags Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1955, incorporating: Conrad Shatner, Harry Blank, advocates, Gloria Williams and Raymonde Doyle, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies handbags, hats and accessories, under the name of "Supreme Handbags Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4521 Clark Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11161-55)

**Texacan Uranium Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1955, incorporating: Lovell C. Carroll, Q.C., Advocate, of the Town of Mount Royal, Marcel Lajeunesse, Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, Advocates, of Montreal, and Denise Jalbert, Secretary, Spinster of the full age of majority, of Verdun, all of the judicial District of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Texacan Uranium Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11135-55)

Topp Food Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1955, incorporating: John J. Wasserman, Advocate, of Westmount, Sydney Phillips, Advocate, and Tessy Frankel, Stenographer, Spinster of the full age of majority, both of Montreal, all of the judicial District of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce d'aliments et produits de viande, sous le nom de "Topp Food Industries Ltd.", avec un capital total de \$99,000, divisé en 2,400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11190-55)

Trans Atlantic Investments Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'avril 1955, constituant en corporation: Edmund T. Asselin, administrateur, Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, avocats, de Montréal, Edwin Leacy Freeman, administrateur, de Ville Mont-Royal et Denise Jalbert, secrétaire, fille majeure, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Trans Atlantic Investments Ltd", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour d'avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11266-55)

Tremblay & Frères (Evain) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize mai 1955, constituant en corporation: Normand Grimard, Gérard Ryan, avocats, tous deux de Noranda, et Denise Corriveau, secrétaire, fille majeure, de Rouyn, tous du district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Tremblay & Frères (Evain) Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la municipalité d'Évain, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11155-55)

Vaudreuil Inn Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente avril 1955, constituant en corporation: Léonidas Boileau, hôtelier, Yolande Boileau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léonidas Boileau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et René Primeau, commis, tous de

To manufacture and deal in food and meat products, under the name of "Topp Food Industries Ltd.", with a total capital stock of \$99,000, divided into 2,400 common shares of the par value of \$10 each and into 750 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11190-55)

Trans Atlantic Investments Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1955, incorporating: Edmund T. Asselin, Executive, Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, Advocates, of Montreal, Edwin Leacy Freeman, Executive, of the town of Mount Royal, and Denise Jalbert, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Trans Atlantic Investments Ltd", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000, common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11266-55)

Tremblay & Frères (Evain) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1955, incorporating: Normand Grimard, Gérard Ryan, advocates, both of Noranda, and Denise Corriveau, secretary, spinster, of Rouyn, all of the judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Tremblay & Frères (Evain) Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at in the municipality of Évain, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11155-55)

Vaudreuil Inn Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April 1955, incorporating: Léonidas Boileau, hotel-keeper, Yolande Boileau housewife, wife separate as to property of the said Léonidas Boileau, and duly authorized by him for the purposes herein, and René Primeau, clerk, all of

Dorion, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de "Vaudreuil Inn Ltée", avec un capital total de \$75,000, divisé en 25,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11227-55)

Vokurko Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mai 1955, constituant en corporation: William Robert Vokurko, constructeur de Ste-Geneviève, Abraham Jacob Rosenstein et Samuel H. Shriar, avocats, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Vokurko Construction Company", avec un capital total de \$10,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1117 ouest, rue Ste-Catherine, suite 208, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

(P.G. 11141-55)

**Yamachiche Gas & Oil Company Ltd
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mai 1955, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Charles Edward Gibson, agent, et Jean Miquelon, avocat et Conseil en Loi de la Reine, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier sous le nom de "Yamachiche Gas & Oil Company Ltd" (No Personal Liability), avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 132 ouest, rue St-Jacques, chambre 726, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162 C. E. CANTIN.

Dorion, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel-keepers, under the name of "Vaudreuil Inn Ltée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 25,000 shares of a par value of \$1 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11227-55)

Vokurko Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May 1955, incorporating: William Robert Vokurko, builder, of Ste. Geneviève, Abraham Jacob Rosenstein and Samuel H. Shriar, advocates, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Vokurko Construction Company", with a total capital stock of \$10,000, divided into 200 common shares having a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at 1117 St. Catherine St. West, Suite 208, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11141-55)

**Yamachiche Gas & Oil Company Ltd
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1955, incorporating: Henri Crépeau, Advocate and Queen's Counsel, Charles Edward Gibson, Agent, and Jean Miquelon, Advocate and Queen's Counsel, all of the City and judicial District of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Yamachiche Gas & Oil Company Ltd" (No personal liability), with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 132 St. James St. West, Room 726, Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

(P.G. 10487-55)

Apa Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois juin 1955, à la compagnie "Apa Investments Ltd.", réduisant son capital de 8,000 actions sans valeur au pair à 3,000 actions sans valeur au pair; le capital-actions annulé étant divisé en 5,000 actions sans valeur au pair.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1955.

L'Assistant-procureur général.

40162-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 10487-55)

Apa Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June third, 1955, to the company "Apa Investments Ltd.", reducing its capital stock from 8,000 shares without par value to 3,000 shares without par value; the cancelled capital shares being divided into 5,000 shares without par value.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

40162

Deputy Attorney General.

(P.G. 11481-55)

**Association des Vétérans Propriétaires de
Taxis de Montréal
Veterans' Taxi Owners Association
of Montreal**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six mai 1955, à la compagnie "Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal — Veterans' Taxi Owners Association of Montreal", 1° subdivisant et convertissant 110 actions privilégiées de \$100 et 2,200 actions ordinaires classe "B" de \$5; 2° convertissant 60 desdites actions ordinaires classe "B" de \$5 en 60 actions privilégiées classe "C" de \$5; 3° refondant ses 2,640 actions ordinaires classe "B" restantes, de \$5, en 440 actions ordinaires classe "B" de \$30.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt six mai 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 11481-55)

**Association des Vétérans Propriétaires de
Taxis de Montréal
Veterans' Taxi Owners Association
of Montreal**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May twenty-sixth 1955, to the company "Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal — Veterans' Taxi Owners Association of Montreal", 1. subdividing and converting 110 preferred shares of \$100 into 2,200 common class "B" shares of \$5; 2. converting 60 of the said common class "B" shares of \$5 into 60 preferred class "C" shares of \$5; 3. converting its 2,640 common class "B" remaining shares of \$5, into 440 common class "B" shares of \$30.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,

40162

Deputy Attorney General.

(P.G. 11489-55)

**Canadian Astoria Minerals Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un mai 1955, à la compagnie "Consolidated Astoria Mines Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 25 janvier 1938, sous le nom originaire de "Astoria Quebec Mines Ltd.", (No Personal Liability), et par lettres patentes supplémentaires en date du 28 septembre 1948, changeant *inter alia* ledit nom originaire en celui de "Consolidated Astoria Mines Limited" (No Personal Liability), 1. réduisant son capital de \$4,000,000 à \$1,284,000: le capital-actions annulé étant divisé en 2,716,000 actions de \$1 chacune; 2° augmentant de \$1,284,000 à \$4,000,000 le capital-actions autorisé de la compagnie; le capital-actions additionnel étant divisé en 2,716,000 actions de \$1; 3° changeant de nouveau son nom en celui de "Canadian Astoria Minerals Limited" (No Personal Liability); 4° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1955.

L'Assistant-procureur général,

40162-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 11489-55)

**Canadian Astoria Minerals Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Mining Companies' Act, under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May thirty-first 1955, to the company "Consolidated Astoria Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated under the said Quebec Mining Companies' Act, by letters patent dated January 25, 1938 under the original name of "Astoria Quebec Mines Ltd." (No Personal Liability) and by supplementary letters patent dated September 28, 1948, changing *inter alia* the said original name into that of "Consolidated Astoria Mines Limited" (No Personal Liability), 1. reducing its capital stock from \$4,000,000 to \$1,284,000: the cancelled capital stock being divided into 2,716,000 shares of \$1 each; 2. increasing by \$1,284,000 to \$4,000,000 the authorized capital stock of the company; the additional capital stock being divided into 2,716,000 shares of \$1; 3. again changing its name into that of "Canadian Astoria Minerals Limited" (No Personal Liability); 4. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1955.

C. E. CANTIN,

40162

Deputy Attorney General.

(P.G. 11372-55)

Canapro Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq mai 1955, à la compagnie "Canapro Ltd.", étendant ses pouvoirs à celui d'émettre des certificats d'actions au porteur.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11372-55)

Canapro Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May twenty-fifth, 1955, to the company "Canapro Ltd.", extending its powers to that of issuing share certificates to bearer.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(P.G. 11254-55)

**Donalda Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf mai 1955, à la compagnie "Donalda Mines Limited" (No Personal Liability), augmentant son capital de \$5,500,000 à \$6,500,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000,000 actions de \$1.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11254-55)

**Donalda Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, and of Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May nineteenth, 1955, to the company "Donalda Mines Limited" (No Personal Liability), increasing its capital stock from \$5,500,000 to \$6,500,000; the additional capital stock being divided into 1,000,000 shares of \$1.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(P.G. 11488-55)

Drummond Hosiery Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois juin 1955, à la compagnie "Drummond Hosiery Co. Ltd.", augmentant son capital de \$50,000 à \$75,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions privilégiées de \$10.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11488-55)

Drummond Hosiery Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June third, 1955, to the company: "Drummond Hosiery Co. Ltd.", increasing its capital stock from \$50,000 to \$75,000; the additional capital stock divided into 2,500 preferred stock of \$10.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(P.G. 11278-55)

**Holland America Line (Canada)
Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux juin 1955, à la compagnie "Holland America Line (Canada) Limited", augmentant le nombre de ses directeurs de 4 à 7 et étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11278-55)

**Holland America Line (Canada)
Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June second, 1955, to the company "Holland America Line (Canada) Limited", increasing the number of its Directors from 4 to 7 and extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(P.G. 11483-55)

Hôtel Jonquière Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six mai 1955, à la compagnie "Hôtel Jonquière Limitée", 1° augmentant son capital de \$125,000 à \$175,000; le capital-

(A.G. 11483-55)

Hôtel Jonquière Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May twenty-sixth, 1955, to the company "Hôtel Jonquière Limitée", 1. increasing its capital stock from \$125,000 to \$175,000; the additiona-

actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° modifiant les privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11369-55)

Irving Korny Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept mai 1955, à la compagnie "Decklebaum & Korny Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 10 décembre 1938, 1° augmentant son capital de \$20,000 à \$120,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées de \$10; 2° changeant son nom en celui de "Irving Korny Ltd."; 3° augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11531-55)

La Cie Ernest Frappier & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un mai 1955, à "La Cie Ernest Frappier & Fils Ltée", augmentant son capital de \$40,000 à \$165,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions privilégiées de \$50.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11277-55)

**Quebec Smelting & Refining Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq mai 1955, à la compagnie "Quebec Smelting & Refining Limited" (No Personal Liability), augmentant son capital de \$3,000,000 à \$5,000,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000,000 actions de \$1.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11343-55)

Turntex Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois juin 1955, à la compagnie "Winsome Nylons Inc.", constituée en

capital stock being divided into 500 preferred shares of \$100 each; 2. modifying the privileges and restrictions attached to the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11369-55)

Irving Korny Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May twenty-seventh, 1955, to the company "Decklebaum & Korny Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 10, 1938, 1. increasing its capital stock from \$20,000 to \$120,000; the additional capital stock being divided into 10,000 preferred shares of \$10; 2. changing its name into that of "Irving Korny Ltd."; 3. increasing the number of Directors from three to four.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11531-55)

La Cie Ernest Frappier & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May thirty-first day of May, 1955, to "La Cie Ernest Frappier & Fils Ltée", increasing its capital stock from \$40,000 to \$165,000; the additional capital stock being divided into 2,500 preferred shares of \$50.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11277-55)

**Quebec Smelting & Refining Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Mining Act, and of Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May twenty-fifth 1955, to the company "Quebec Smelting & Refining Limited" (No Personal Liability), increasing its capital stock from \$3,000,000 to \$5,000,000; the additional capital stock being divided into 2,000,000 shares of \$1.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

(A.G. 11343-55)

Turntex Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June third, 1955, to the company "Winsome Nylons Inc.", incorporated under the said Part I of

corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 11 octobre 1952, changeant son nom en celui de "Turntex Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40162-o C. E. CANTIN.

the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 11th, 1952, changing its name into that of "Turntex Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40162 Deputy Attorney General.

Action en séparation de corps et de biens

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, N° 79-458. Dame Marguerite Fiset, épouse de Edmond Hunter, domicilié à 250, rue Chénier, Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Edmond Hunter, défendeur.

Une action en séparation de corps et de bien a été instituée en cette cause le 8e jour de juin 1955.

Québec, le 16 juin 1955.

Les Procureurs de la demanderesse,
40166-o LAPOINTE, DESRIVIÈRES
& BÉRUBÉ.

Action for Separation as to Bed and Board and Property

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, No. 79-458. Dame Marguerite Fiset, wife of Edmond Hunter, domiciled at 250 Chénier Street, Quebec, duly authorized to appear in court, plaintiff; vs the said Edmond Hunter, defendant.

An action for separation as to bed and board has been instituted in this case on the 8th day of June, 1955.

Québec, June 16th, 1955.

LAPOINTE, DESRIVIÈRES
& BÉRUBÉ,
40166 Attorneys for the Plaintiff.

Arrêtés en Conseils

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 665

Québec, le 15 juin 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 1040 du 4 août 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 471-E, 829-C et 1000-C des 26 avril, 12 juillet et 6 septembre 1950, 172-B, 425-A et 735-D des 15 février, 19 avril et 12 juillet 1951, 788-E du 23 juillet 1952, 255-E et 620-B des 5 mars et 20 mai 1953, 325-B et 775-E des 1er avril et 28 juillet 1954, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 février 1955;

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de ladite Loi, le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district a également présenté au Ministre du Travail deux requêtes en amendement audit décret, lesquelles ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des 19 et 26 mars 1955;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 665

Québec, June 15th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the district of Trois-Rivières.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163, and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the district of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree number 1040 of August 4th, 1948, amended by orders in council numbers 471-E, 829-C and 1000-C of April 26th, July 12th and September 6th, 1950, 172-B, 425-A and 735-D of February 15th, April 19th and July 12th, 1951, 788-E of July 23rd, 1952, 255-E and 620-B of March 5th and May 20th, 1953, 325-B and 775-E of April 1st and July 28th, 1954, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petitions has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 12th, 1955;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the said act, the Parity Committee of Barbers, Male and Female Hairdressers of the district of Trois-Rivières has also filed with the Minister of Labour two petitions to amend the said decree which have been published in the *Quebec Official Gazette* on March 19th and 26th, 1955;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered, as required by the act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1040, soit modifié comme suit:

SECTION "A"

Barbers et coiffeurs pour hommes

1° Les paragraphes "a" et "b" de l'article III de ladite section "A" sont remplacés par les suivants:

"a) Les barbiers et coiffeurs pour hommes, des zones I, II et III doivent recevoir une rémunération de \$35.00 par semaine, plus 50% de toutes recettes au-dessus de \$45.00 faites par eux au cours de la semaine.

b) Tout salarié dont les services sont requis pour moins de cinq (5) jours durant une même semaine doit recevoir une rémunération basée sur le taux hebdomadaire de \$35.00; s'il travaille cinq (5) jours ou plus, il doit être rémunéré pour toute la semaine."

2° Au paragraphe "a" de l'article IV (Prix minima des services), les alinéas intitulés "Zone I" et "Zone II" sont remplacés par les suivants:

"Zone I"

Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	\$0.70
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.....	0.75
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 15 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.40
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.....	0.50
Coupe de cheveux en brosse (tous les jours).....	1.00
Barbe.....	0.40
Traitement au vibreur, sans massage.....	0.15
Teinture des cheveux.....	3.00
Flambage des cheveux.....	0.35
Shampooing.....	0.50
Shampooing à sec.....	0.25
Massage.....	0.50
Lotion.....	0.35
Massage-lotion.....	0.40
Tonique.....	0.35
Aiguisage de rasoir.....	0.50

Zone II

Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	\$0.70
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.....	0.75
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 15 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.40
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées.....	0.50
Coupe de cheveux en brosse:	
Pour adultes.....	1.00
Pour enfants de moins de 15 ans.....	0.75
Barbe.....	0.40
Traitement au vibreur, sans massage.....	0.15
Teinture des cheveux.....	3.00
Flambage des cheveux.....	0.35
Shampooing.....	0.50
Massage.....	0.60
Lotion.....	0.40
Massage-lotion.....	0.40
Tonique.....	0.40
Aiguisage de rasoir.....	0.50"

3° A l'article IV, dans l'échelle de prix des services pour la zone III, les item "Barbe, Cou-

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour; THAT the said decree, number 1040, be amended as follows:

PART "A"

Barbers and men's and ladies' hairdressers

1. Subsection "a" and "b" of section III of said part "A" are replaced by the following:

"a) Barbers and men's hairdressers of zones I, II and III shall receive \$35.00 per week, plus 50% of that part of their weekly receipts exceeding \$45.00.

b) Every employee working less than five (5) days during a week shall be paid on the basis of \$35.00 per week; if he works five (5) days or more, he shall be paid for the whole week."

2. The paragraphs headed "Zone I" and "Zone II" appearing in subsection "a" of section IV are replaced by the following:

"Zone I"

Haircut, adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	\$0.70
Friday, Saturday and holiday eves...	0.75
Haircut, children under 15 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.40
Friday, Saturday and holiday eves...	0.50
Brushcut (every day).....	1.00
Shave.....	0.40
Vibrator treatment, without massage...	0.15
Dyeing of the hair.....	3.00
Singeing of the hair.....	0.35
Shampoo.....	0.50
Dry Shampoo.....	0.25
Massage.....	0.50
Lotion.....	0.35
Massage-lotion.....	0.40
Tonic.....	0.35
Razor setting.....	0.50

Zone II

Haircut, adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	\$0.70
Friday, Saturday and holiday eves...	0.75
Children under 15 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.40
Friday, Saturday and holiday eves...	0.50
Brushcut:	
Adults.....	1.00
Children under 15 years of age.....	0.75
Shave.....	0.40
Vibrator treatment, no massage.....	0.15
Dyeing of the hair.....	3.00
Singeing of the hair.....	0.35
Shampoo.....	0.50
Massage.....	0.60
Lotion.....	0.40
Massage-lotion.....	0.40
Tonic.....	0.40
Razor setting.....	0.50"

3. In section IV, in the table of prices for zone III, the following items: "Shave, Haircut

pe de cheveux pour adultes, Coupe de cheveux en brosse pour adultes, Coupe de cheveux pour enfants de moins de 15 ans, Coupe de cheveux en brosse pour enfants" sont remplacés par les suivants:

"Barbe, tous les jours.....	\$0.35
Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi.....	0.60
Vendredi, samedi et veille de fêtes chômées et les trois jours précédant Noël, le Premier de l'An et Pâques..	0.65
Coupe de cheveux en brosse pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi....	0.85
Vendredi, samedi et veille de fêtes chômées.....	0.90
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 15 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi....	\$0.35
Vendredi, samedi et veille de fêtes chômées.....	0.40
Coupe de cheveux en brosse pour enfants:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi....	0.50
Vendredi, samedi et veille de fêtes chômées.....	0.70"

4° Les alinéas intitulés "Zone I" et "Zone II" apparaissant au paragraphe "a" de l'article V sont remplacés par les suivants:

"Zone I: Barbiers et coiffeurs pour hommes:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi; le mardi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.; le mercredi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.; le jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.; le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.; le samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

La veille du jour de Pâques et du jour de Noël: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Les deux jours ouvrables précédant la veille du jour de Noël: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Si une fête chômée tombe un mardi, les heures de travail du lundi sont de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Note: Toutes opérations demandées par le client avant la fin des périodes de travail ci-haut stipulées peuvent être terminées."

Zone II: Barbiers et coiffeurs pour hommes:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi; les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.; le vendredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.; le samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Les deux jours précédant la veille du jour de Pâques et du jour de Noël: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

La veille du jour de Pâques et du jour de Noël: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le lendemain de Noël, du Premier de l'An et du jour de Pâques, tous les salons de barbiers et coiffeurs sont fermés.

Tout lundi qui est la veille d'une fête, excepté celles mentionnées ci-dessus: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Note: Il est permis toutefois de servir les clients entrés dans l'établissement avant l'expiration des périodes ci-haut mentionnées."

5° Le dernier alinéa du paragraphe "a" de l'article V, Section "A", commençant par les mots "Cependant, dans la ville de Louiseville," est remplacé par le suivant:

"Cependant, dans la zone III, la coupe de cheveux est permise toute la journée du lundi au Collège de Louiseville, à l'Hospice de Louiseville et à l'Hôpital."

6° L'alinéa suivant est ajouté à la fin de l'article VII, Section "A":

for adults, Brushcut for adults, Haircut for children under 15 years of age, Brushcut for children" are replaced by the following:

"Shave (every day).....	\$0.35
Haircut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.60
Friday, Saturday and holiday eves and the three days preceding Christmas, New Year's Day and Easter Sunday.	0.65
Brushcut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.85
Friday, Saturday and holiday eves...	0.90
Haircut for children under 15 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.35
Friday, Saturday and holiday eves...	0.40
Brushcut for children:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.50
Friday, Saturday and holiday eves...	0.70"

4. The paragraphs headed "Zone I" and "Zone II" appearing in subsection "a" of section V are replaced by the following:

"Zone I: Barbiers and men's and ladies' hair-dressers:

On Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon); Tuesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.; Wednesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.; Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.; Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.; Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

On the eve of Easter Sunday as well as on Christmas Eve: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

On the working days preceding Christmas Eve: 8.00 a.m. to 9.00 p.m. Should a holiday fall on a Tuesday, the working hours on Monday shall be from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Note: All services requested by customers before the expiration of the periods of work above mentioned may be completed."

Zone II: Barbiers and men's and ladies' hair-dressers:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon); Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.; Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.; Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

On the two days preceding the eve of Easter Sunday and of Christmas Day: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

On the eve of Easter Sunday as well as on Christmas Eve: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

On the day after New Year's Day, Easter Sunday and Christmas, all barber and hair-dressing parlors shall be closed.

Every Monday preceding a holiday, excepting the holidays above mentioned: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Note: It is permitted, however, to serve the customers who entered the establishment before the expiration of the periods above mentioned."

5. The last paragraph of subsection "a" of section V, Part "A", beginning with the words "However, in the town of Louiseville" is replaced by the following:

"However, in zone III, it shall be permissible to cut the hair all day Monday at the College of Louiseville, at the "Hospice" of Louiseville and at the Hospital."

6. The following paragraph is added to section VII, Part "A":

"A Louiseville, les vacances doivent être prises la première semaine du mois d'août de chaque année."

SECTION "B"

Coiffeurs et coiffeuses pour dames

7° L'alinéa intitulé "Zone III" apparaissant au paragraphe "b" de l'article II de ladite section "B" est remplacé par le suivant:

"Zone III: La ville de Louiseville, le village de Maskinongé, les paroisses de Sainte-Ursule et de Saint-Paulin, comté de Maskinongé et la municipalité de Sainte-Angèle-de-Laval et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites."

8° L'article III de ladite section "B" est remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires*: Le salaire minimum pour le temps régulier est le suivant:

a) Les coiffeurs pour dames des zones I, II et III doivent recevoir trente (\$30.00) dollars par semaine, plus 25% de toutes recettes au-dessus de quarante (\$40.00) dollars faites par eux au cours de la semaine.

Les téléphonistes, réceptionnistes, commis ou employés des zones I, II et III doivent recevoir vingt-cinq (\$25.00) dollars par semaine. Toutefois, ces téléphonistes, réceptionnistes, commis ou employés ne peuvent exécuter aucune opération de coiffure à moins d'avoir satisfait aux exigences de l'apprentissage.

b) Tout salarié dont les services sont requis pour moins de cinq (5) jours durant une même semaine doit recevoir une rémunération basée sur le taux hebdomadaire de \$30.00.

c) S'il travaille cinq (5) jours ou plus, il doit être rémunéré pour toute la semaine."

9° Les mots suivants sont ajoutés à la liste des prix minima de la zone III, apparaissant au paragraphe "a" de l'article IV:

"A Louiseville:
Coupe de cheveux..... \$0.75
Shampooing régulier..... 0.50"

10° Les mots suivants sont ajoutés à la suite de l'énumération des heures de travail pour la zone III, paragraphe "a" de l'article V:

"A Louiseville, il n'y a pas de travail le lundi excepté lorsqu'il y a une fête chômée pendant la semaine."

11° Les taux de salaires des apprentis mentionnés au paragraphe "j" de l'article VI de ladite section "B" sont remplacés par les suivants:

"j) *Salaires des apprentis*: Le salaire hebdomadaire des apprentis est le suivant:

	Zones I, II, III
1ère année.....	\$14.00
2ème année.....	17.00
3ème année.....	20.00"

(Document "B" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,

40163-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 665

Québec, le 15 juin 1955.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Hull.

"In Louiseville, vacations shall be taken each year in the first week of August."

PART "B"

Ladies' male and female hairdressers

7. The paragraph headed "Zone III", appearing in subsection "b" of section II of said part "B" is replaced by the following:

"Zone III: The town of Louiseville, the village of Maskinongé, the parishes of Sainte-Ursule and Saint-Paulin, county of Maskinongé and the municipality of Sainte-Angèle-de-Laval and the territory comprised in a radius of two (2) miles from their limits."

8. Section III of said part "B" is replaced by the following:

"III. *Rates of wages*: The minimum wages for regular hours shall be as follows:

a) Ladies' hairdressers of zones I, II and III shall receive thirty dollars (\$30.00) per week plus 25% of all receipts exceeding forty dollars (\$40.00) made by them in the course of the week.

Telephone operators, receptionists, clerks or employees of zones I, II and III shall receive twenty-five dollars (\$25.00) per week. However, such telephone operators, receptionists, clerks or employees shall do no hairdressing work unless they have complied with apprenticeship requirements.

b) Every employee working less than five (5) days during a same week shall be paid on the weekly basis of \$30.00.

c) If such employee works five (5) days or more, he shall be paid for the whole week."

9. The following words are added to the list of minimum prices for zone III, appearing in subsection "a" of section IV:

"In Louiseville:
Haircut..... \$0.75
Regular shampoo..... 0.50"

10. The following words are added after the enumeration of working hours for zone III, subsection "a" of section V:

"In Louiseville, there is no work on Monday, except when an observed holiday falls in the week."

11. The wage rates of apprentices mentioned in subsection "j" of section VI of said part "B" are replaced by the following:

"j) *Wages of apprentices*: The weekly wages for apprentices shall be the following:

	Zones I, II and III
1st year.....	\$14.00
2nd year.....	17.00
3rd year.....	20.00"

(Document "B" annexed to the order)

L. DÉSILETS,

40163-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 665

Quebec, June 15, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the region of Hull.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail, relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Hull, rendue obligatoire par le décret numéro 2246 du 27 août 1941, amendé par les arrêtés en conseil numéros 2918 du 3 novembre 1941, 1576 et 1754 des 2 et 24 juillet 1942, 441 et 3019 des 19 février et 21 octobre 1943, 2549 du 6 juillet 1945, 2850, 4466 et 4791 des 17 juillet, 31 octobre et 21 novembre 1946, 493-E du 21 mars 1947, 245-A, 422-F et 912-E des 26 février, 30 mars et 16 juin 1948, 625-C du 31 mai 1950, 541-E du 30 mai 1951, 556-C du 14 mai 1952, 1085-B du 24 septembre 1953 et 325-D du 1er avril 1954, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 février 1955;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2246, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"a) Dans la zone I, les barbiers doivent recevoir \$35.00 par semaine plus 65% des recettes de leur travail excédant \$46.00 au cours de la semaine."

2° A l'article V, les prix minima pour la coupe des cheveux des adultes dans la zone I (cité de Hull et rayon de 10 milles), sont remplacés par les suivants:

"Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes :

Lundi, mardi, mercredi, jeudi.....	\$0.70
Vendredi, samedi et veille de fêtes chômées.....	0.75"

(Document "C" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,

40163-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 665

Québec, le 15 juin 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "E"

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la ville de Magog et un rayon de huit (8) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs du comté de Stanstead a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil une modification au décret numéro 254 du 5 mars 1953, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la ville de Magog et un rayon de huit (8) milles de ses limites;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the region of Hull, rendered obligatory by the decree number 2246 of August 27, 1941, and amended by Orders 2918 of November 3, 1941, 1576 and 1754 of July 2 and 24, 1942, 441 and 3019 of February 19 and October 21, 1943, 2549 of July 6, 1945, 2850, 4466 and 4791 of July October 31 and November 21, 1946, 493-E of March 21, 1947, 245-A, 422-F and 912-E of February 26, March, 30 and June 16, 1948, 625-C of May 31, 1950, 541-E of May 30, 1951, 556-C of May 14, 1952, 1085-B of September 24, 1953 and 325-D of April 1st 1954, have petitioned the Minister of Labour to submit the following amendments to the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 19, 1955;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2246, be amended as follows:

1° Subsection "a" of section IV is replaced by the following:

"a) In zone I, barbers shall receive \$35.00 per week plus 65% of the receipts of their work exceeding \$46.00 in the course of the week."

2. In section V, the minimum prices for adults' haircuts in zone I (city of Hull and a radius of 10 miles) are replaced by the following:

"Haircut — male and female adults:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday.....	\$0.70
Friday, Saturday and holiday eves....	0.75"

(Document "C" annexed to the order)

L. DÉSILETS,

40163-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 665

Quebec, June 15th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the town of Magog and a radius of eight (8) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Barbers and Hairdressers Parity Committee for the county of Stanstead has petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the decree No. 254 of March 5th, 1953, relating to the barber and hairdressing trades in the town of Magog and a radius of eight (8) miles from its limits;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 mars 1955;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 254, soit modifié comme suit:

Au paragraphe "a" de l'article VII, les prix minima ci-après mentionnés sont substitués à ceux qui apparaissent actuellement dans le décret pour chacun des services concernés:

"Coupe de cheveux pour adultes:
Lundi, mardi, mercredi et jeudi... \$0.65

Vendredi, samedi et veilles des fêtes
chômées ainsi que les 2 jours pré-
cédant Noël et le Premier de l'An. 0.70"

(Document "E" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,

40163-0

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 665

Québec, le 15 juin 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "F"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les villes de Rouyn et Noranda et le canton de Rouyn.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les villes de Rouyn et Noranda et le canton de Rouyn, rendue obligatoire par le décret numéro 560 du 11 mars 1942, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1458 du 17 juin 1942, 1655 et 2804 des 17 mai et 19 juillet 1944, 3870 et 4890 des 25 septembre et 28 novembre 1946, 689-A du 30 avril 1947, 702-A du 19 mai 1948, 1056-D du 20 septembre 1950, 1295-G du 15 décembre 1952, 1020-A du 10 septembre 1953 et 499-D du 13 mai 1954, à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 mars 1955;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 560, soit modifié comme suit:

1° L'article III-A suivant est ajouté:

"III-A. A la fin de chaque année, l'employeur doit payer à chacun de ses employés, à titre de rémunération de vacances, une somme équivalente à 2% du salaire minimum (\$35.00 par semaine.)"

2° L'item "Coupe de Cheveux" apparaissant à l'article V est remplacé par le suivant:

"Coupe de cheveux:

Hommes et femmes:

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 19th, 1955;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

THAT the said decree, number 254, be amended as follows:

In subsection "a" of section VII, the minimum prices hereafter mentioned are substituted for those actually mentioned in the decree for each one of the services concerned:

"Haircut for adults:

Monday, Tuesday, Wednesday and
Thursday... \$0.65

Friday, Saturday and holiday eves,
including the two days preceding

Christmas and New Year's Day... 0.70"

(Document "E" annexed to the order).

L. DÉSILETS,

40163-0

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 665

Quebec, June 15th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the towns of Rouyn and Noranda and the township of Rouyn.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a petition was submitted to the Minister of Labour by the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the towns of Rouyn and Noranda and the township of Rouyn, rendered obligatory by the decree No. 560 of March 11, 1942, and amended by Orders in Council Nos. 1458 of June 17, 1942, 1655 and 2804 of May 17 and July 19, 1944, 3870 and 4890 of September 25 and November 28, 1946, 689-A of April 30, 1947, 702-A of May 19, 1948, 1056-D of September 20, 1950 and 1295-G of December 15, 1952, 1020-A of September 10, 1953 and 499-D of May 13, 1954, for the purpose of amending the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 12, 1955;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 560, be amended as follows:

1. The following section III-A is added:

"III-A. At the end of each year, employers shall pay to every one of their employees a vacation pay equivalent to 2% of the minimum wages (\$35.00 per week)."

2. The item beginning with the word "Haircut", appearing in section V, is replaced by the following:

"Haircut:

Adults, male and female:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi..... \$0.70
 Les samedi et veilles de fêtes chômées ainsi que les trois jours précédant la fête de Noël..... 0.75
 Enfants de moins de 14 ans:
 Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi..... 0.45
 Les samedi et veilles de fêtes chômées ainsi que les trois jours précédant la fête de Noël..... 0.60"
 3° Les alinéas "i" et "ii" du paragraphe "b" de l'article VI sont remplacés par les suivants:
 "b) *Exceptions*: i. Les semaines où il y a une fête chômée ne tombant pas le jeudi, le travail le mercredi se continue jusqu'à 6.00 p.m.
 ii. La veille des jours de fêtes chômées, le travail se continue jusqu'à 8.00 p.m."
 4° Le paragraphe "b" de l'article VIII est remplacé par le suivant:
 "b) Aucun apprenti ne peut être accepté avant d'avoir atteint l'âge de seize ans révolus. Il doit avoir terminé sa septième année du cours élémentaire."

(Document "F" annexé à l'arrêté).

40163-o L. DÉSILETS,
 Greffier du Conseil Exécutif.

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday..... 0.70
 Saturday and holiday eves and on the three days preceding Christmas..... 0.75
 Children under 14 years of age:
 Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday..... 0.45
 Saturday and holiday eves, including the three days preceding Christmas..... 0.60"
 4. Paragraphs "i" and "ii" of subsection "b" of section VI are replaced by the following:
 "b) *Exceptions*: i. When a holiday occurs in a week, but not on a Thursday, work shall continue until 6.00 p.m. on Wednesday.
 ii. On holiday eves, work shall continue until 8.00 p.m."
 4. Subsection "b" of section VIII is replaced by the following:
 "b) No apprentice may be accepted before the age of sixteen. Also, he must have completed the seventh year of the Elementary Course."

(Document "F" annexed to the order).

40163-o L. DÉSILETS,
 Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est donné que "Lakeside Heights Baptist Church," 93 avenue St-Louis, Lakeside Heights, Québec, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour obtenir sa constitution en corporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311 des statuts refondus de la province de Québec 1941 et amendements.

Montréal, P. Q., 9 juin 1955.

Les Procureurs de la requérante,
 CERINI & JAMIESON.

132 ouest, rue St-Jacques,
 Montréal, P. Q. 40110-24-4

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "C. N. R. Senneterre Credit Union", en date du 25 mai 1955, dont le siège social est situé à Senneterre, dans le comté d'Abitibi-Est, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le dix juin 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
 40167-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Gyro Employees Credit Union", en date du 20 mai 1955, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le six juin 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
 40168-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the "Lakeside Heights Baptist Church," 93 St. Louis Avenue, Lakeside Heights, Quebec, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and Amendments.

Montreal, P. Q. June 9th, 1955.

CERINI & JAMIESON,
 Solicitors for the petitioner.

132 St. James St. West,
 Montreal, P. Q. 40110-24-4-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "C. N. R. Senneterre Credit Union", under date May 25th, 1955, whereof the head office is at Senneterre, in the county of Abitibi-East and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary this tenth day of June, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
 40167 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Gyro Employees Credit Union", under date of May 20th, 1955, whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of June 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
 40168 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Philibert", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le six juin 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Philibert, dans le comté de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40169-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Philibert", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June sixth, 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Philibert, in the county of Beauce.

JEAN BRUCHÉSI,
40169 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Producteurs-Fournisseurs de Lait à la Laiterie Leclerc (Sherbrooke) Limitée (U.C.C.)", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le seize juin 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sherbrooke, dans le district judiciaire de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40170-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Producteurs-Fournisseurs de Lait à la Laiterie Leclerc (Sherbrooke) Limitée (U.C.C.)", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on the sixteenth day of June, 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sherbrooke, in the judicial district of St. Francis.

JEAN BRUCHÉSI,
40170 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Forestier de Saint-Narcisse", en date du 9 juin 1955, dont le siège social est situé à Saint-Narcisse, dans le comté de Rimouski, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le seize juin 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40171-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Forestier de Saint-Narcisse", under date of June 9th, 1955, whereof the head office is at Saint-Narcisse, in the county of Rimouski, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of June, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
40171 Under Secretary of the Province.

(P.G. 11414-55)

DUPUIS FRÈRES, LIMITÉE
DUPUIS FRÈRES, LIMITED

Règlement N° 67

Règlement aux fins d'augmenter le nombre des directeurs de la Compagnie de six à neuf:

"Attendu qu'il est avantageux d'augmenter le nombre des directeurs de la Compagnie,

Il est par les présentes décrété comme suit:

1° Le nombre des directeurs de la Compagnie est porté à neuf;

2° L'article "1" du Règlement Trois de la Compagnie, tel qu'amendé, est révoqué et remplacé par le suivant:

Article 1, Nombre des directeurs:

"Le bureau de direction de la Compagnie sera composé de neuf directeurs".

Copie conforme.

(Seeau) La Secrétaire,
40183-o JEANNETTE PERRAS.

(A.G. 11414-55)

DUPUIS FRÈRES, LIMITÉE
DUPUIS FRÈRES, LIMITED

By-Law No. 67

"Whereas it is advisable to increase the number of the Company's directors from six to nine:

It is hereby enacted as follows:

1. The number of directors of the Company is increased to nine;

2. Article "1" of Company's By-law 3, as amended, is repealed and replaced by the following:

Article 1, Number of Directors:

The Company's Board of Directors shall be composed of nine directors"

True copy.

(Seal) JEANNETTE PERRAS,
40183 Secretary.

Chartes — Abandon de

STEELGRIT OF CANADA LTD.

Avis d'abandon de charte

La compagnie "Steelgrit of Canada Ltd.", par ses procureurs soussignés, donne avis qu'elle s'adressera à l'honorable Procureur général de la province de Québec et présentera conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec une requête pour être autorisée à abandonner sa charte.

Montréal, le 17 juin 1955.

Les Procureurs de la compagnie

STEELGRIT OF CANADA LTD.,

40172-o

THERRIEN & CODERRE.

AVIS

Prenez avis que la compagnie "Eskimo Slipper Limited" demandera au procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,

40179-o

Me FRANÇOIS NOBERT.

Charters — Surrender of

STEELGRIT OF CANADA LTD.

Notice of surrender of charter

The company "Steelgrit of Canada Ltd.", by its undersigned attorneys, gives notice that application will be made to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec, requesting leave to surrender the company's charter and such pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, June 17th, 1955.

THERRIEN & CODERRE,

Attorneys for the company

STEELGRIT OF CANADA LTD.

40172-o

NOTICE

Take notice that the company "Eskimo Slipper Limited" will apply to the Attorney General for permission to surrender its charter.

Me FRANÇOIS NOBERT,

Attorney for the company.

40179

Département des Affaires municipales

ANNEXION À LA CITÉ DE DRUMMONDVILLE

A qui les présentes peuvent concerner:

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté ministériel n° 669, du 15 juin 1955, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de donner au règlement n° 421 du conseil municipal de la cité de Drummondville, l'approbation prévue par la Loi, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous, est annexé à la cité de Drummondville.

Ce territoire est le suivant:

Le territoire actuel de la municipalité de Saint-Jean-Baptiste, situé dans le rang III du canton de Grantham, comprenant en référence au cadastre officiel dudit canton:

Premièrement: les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer ou partie d'iceux renfermés, dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle sud du lot N° 153; de là, passant successivement par la ligne sud-est du lot N° 153, le prolongement à travers le lot N° 152 (droit de voie du chemin de fer Canadien National); de la ligne nord-est du lot N° 151; ladite ligne nord-est du lot N° 151; la ligne séparant le lot N° 149 du lot N° 150 et son prolongement dans les lots Nos 149 et 146 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot N° 142-B (droit de voie du chemin de fer Pacifique Canadien); une ligne traversant le lot N° 142-B jusqu'au sommet de l'angle nord du lot No. 147-164; la ligne sud-est du lot N° 142-B (droit de voie du chemin de fer Pacifique Canadien) limitant vers le nord-ouest les lots Nos 147-154, 145-528, 144-409, 141-471; la ligne sud-ouest du lot N° 141-471; une ligne brisée séparant le lot N° 140-296 de la partie non-subdivisée du lot N° 140; la ligne sud-est de la partie non-subdivisée du lot N° 140; la ligne nord-est du

Department of Municipal Affairs

ANNEXATION TO THE CITY OF DRUMMONDVILLE

To whom these presents may concern:

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 669, dated June 15th, 1955, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, chapter 233) His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve By-Law No. 421 of the Municipal Council of the City of Drummondville in accordance with the law, and enact that as from the date of publication of this notice, the territory mentioned in said By-law and described hereinunder, is annexed to the City of Drummondville.

The said territory is the following:

The actual territory of the Municipality of Saint Jean-Baptiste, situated in range III; township of Grantham, including with reference to the official cadastre of said township:

Firstly: lots and part of lots and the present and future subdivisions thereof as well as roads, streets, lanes, railroad rights-of-way or parts thereof included within the following boundaries, to wit: commencing at the vertex of the south angle of lot No. 152; thence, passing successively by the south-east line of lot No. 153, extending across lot No. 153 (right-of-way of the Canadian National Railroad); the northeasterly line of lot No. 151; the said northeasterly line of lot No. 151; the line dividing lot No. 149 from lot No. 150 and the extension thereof within lots Nos. 149 and 146 as far as the northwesterly line of lot No. 142-B (right-of-way of Canadian Pacific Railroad); a line crossing lot No. 142-B as far as the vertex of the north angle of lot 147-164; the southeasterly line of lot 142-B (right-of-way of Canadian Pacific Railroad); limiting to the north-east lots No. 147-154, 145-528, 144-409, 141-471; the southwesterly line of lot No. 141-471; a broken line dividing lot No. 140-296 of the non-subdivided part of lot No. 140; the southeasterly line of the non-subdivided part of lot No. 140; the northeasterly line of the front

chemin de front entre les rangs III et IV limitant au sud-ouest les lots Nos 140, 141, 142-B (droit de voie du chemin de fer Pacifique Canadien), 143, 145, 146, 149, 151 et son prolongement à travers le lot N° 152 (droit de voie du chemin de fer Canadien National) jusqu'au point de départ;

Deuxièmement: les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprise de chemin de fer ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne nord-ouest du lot N° 141 (partie non subdivisée) avec la ligne sud-ouest du lot N° 141-87-A; de là, passant successivement par la ligne séparant le lot N° 141-87-A d'avec la partie non subdivisée du lot N° 141 du lot N° 141-92-A; la ligne sud-est du lot N° 141-92-A; la ligne est du lot N° 142-A (droit de voie du chemin de fer Pacifique Canadien) jusqu'à la ligne sud-est du lot N° 139 (partie non subdivisée); le prolongement de ladite ligne sud-est du lot N° 139 à travers le lot N° 142-A (droit de voie du chemin de fer Pacifique Canadien); la ligne ouest du lot N° 142-A (droit de voie du chemin de fer Pacifique Canadien) jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot N° 141 (partie non subdivisée) et enfin, ledit prolongement de ladite ligne nord-ouest du lot N° 141 (partie non subdivisée) jusqu'au point de départ;

à être annexé à la cité de Drummondville en vertu du règlement N° 421 de la cité, conformément à la loi des cités et villes; la municipalité de Saint-Jean-Baptiste devant cesser d'exister.

Québec, le 25 juin 1955.

Le Ministre des Affaires Municipales,
40164-o YVES PRÉVOST, C.R.

road between ranges III and IV limiting to the southwest, lots No. 140, 141, 142-B (right-of-way of the Canadian Pacific Railroad), 143, 145, 146, 149, 151 and the extension thereof across lot No. 152 (right-of-way of Canadian National Railroad) as far as the point of commencement;

Secondly: lots and parts of lots with the present and future subdivisions thereof as well as roads, streets, lanes, railroad rights-of-way or parts thereof included within the following boundaries, to wit: commencing at a point of intersection of the northwesterly line of lot No. 141 (non-subdivided part) with the southwesterly line of lot No. 141-87-A; thence, passing successively by the line dividing lot No. 141-87-A from the non-subdivided part of lot No. 141 of lot No. 141-92-A; the southeasterly line of lot No. 141-92-A; the easterly line of lot No. 142-A (right-of-way of Canadian Pacific Railroad) as far as the southeasterly line of lot No. 139 (non-subdivided part); the extension of said southeasterly line of lot No. 139 across lot No. 142-A (right-of-way of Canadian Pacific Railroad) as far as the extension of the northwesterly part of lot No. 141 (non-subdivided part) and finally, the said extension of said northwesterly line of lot No. 141 (non-subdivided part) as far as the point of commencement;

to be annexed to the City of Drummondville in accordance with City By-law No. 421, pursuant to the Cities and Towns Act, and the Municipality of Saint Jean-Baptiste shall cease to exist.

Québec, June 25th, 1955.

YVES PRÉVOST, Q.C.,
40164 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

N° 582-55.

Québec, le 9 juin 1955.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Anne-du-Saguenay, dans le comté de Chicoutimi, en celui de "Paroisse de Ste-Anne", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
40111-24-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 254-55.

Québec, le 16 juin 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-André-Avellin, dans le comté de Papineau, les lots 489 à 492 inclusivement du cadastre officiel de St-André-Avellin, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ripon, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
40153-24-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 516-55.

Québec, le 15 juin 1955.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables protestants seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Bourlamaque, dans le comté d'Abitibi-est, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Bourlamaque, dans le comté d'Abitibi-est".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
40160-24-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 582-55.

Québec, June 9th, 1955.

Application is made to change the name of the School Municipality of St. Anne-du-Saguenay, in the county of Chicoutimi, to that of "Parish of St. Anne", same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
40111-24-2 Superintendent of Education.

No. 254-55.

Québec, June 16th, 1955.

Application is made to detach from the School Municipality of St-André-Avellin, in the county of Papineau, lots 489 to 492 inclusively from the official cadastre of St-André-Avellin, to annex them to the school municipality of Ripon, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
40153-24-2 Superintendent of Education.

No. 516-55.

Québec, June 15th, 1955.

Application is made to erect into a separate school municipality for the Protestant rate-payers only, the present territory of the school municipality of Bourlamaque, in the county of Abitibi-east, under the name of "The Protestant School Municipality of Bourlamaque, in the county of Abitibi-east".

O. J. DÉSAULNIERS,
40160-24-2 Superintendent of Education.

N° 468-55.

Quebec, le 15 juin 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Ignace-de-Stanbridge, dans le comté de Missisquoi, les lots 2694 et 2697 inclusivement du cadastre officiel de St-Ignace-de-Stanbridge, pour les annexer à la municipalité scolaire de Ste-Marie-Médiatrice, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
40161-24-2-o

O. J. DÉSAULNIERS.

No. 468-55.

Quebec, June 15, 1955.

Application is made to detach from the school municipality of St-Ignace-de-Stanbridge, in the county of Missisquoi, lots 2694 and 2697 inclusively from the official cadastre of St-Ignace-de-Stanbridge, to annex them to the school municipality of Ste-Marie-Médiatrice, in the same county.

40161-24-2

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1295-54.

Québec, le 21 juin 1955.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Pointe du Lac N° 2, dans le comté de St-Maurice, les lots 56 et 57 du cadastre officiel de Pointe du Lac, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de Pointe du Lac, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
40184-25-2-o

O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1295-54.

Québec, June 21, 1955.

Application is made to detach from the school municipality of Pointe du Lac No. 2, in the county of St-Maurice, lots 56 and 57 of the official cadastre of Pointe du Lac, to annex them to the school municipality of the village of Pointe du Lac, in the same county.

40184-25-2

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Adèle (Maintenant partie de la paroisse de Val-Morin) Division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que le lot 12B-2 et une partie du lot 12B-1 Rang XI, canton Morin sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 mars 1955.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,

Le Sous-ministre,

AVILA BÉDARD.

40165-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville (Paroisse de Rosemère) division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que le lot 56-2 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 juin 1955.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,

Le Sous-ministre,

AVILA BÉDARD.

40165-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph-de-Chambly, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 271-17 et 271-18 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 juin 1955.

Le Département des Terres et Forêts,

Service du Cadastre,

Le Sous-ministre,

AVILA BÉDARD.

40165-o

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste. Adèle (Now part of the parish of Val-Morin) Registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lot 12B-2 and part of lot 12B-1 Range XI, Township of Morin, are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, March the 28th, 1955.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,

AVILA BÉDARD,

Deputy Minister.

40165-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste Thérèse-de-Blainville (parish of Rosemère) registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lot 56-2 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, June the 15th, 1955.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,

AVILA BÉDARD,

Deputy Minister.

40165-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Joseph de Chambly, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 271-17 and 271-18 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, June the 14th, 1955.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,

AVILA BÉDARD,

Deputy Minister.

40165-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) que le Comité paritaire de l'Alimentation en Détail de Sherbrooke et Région, établi en exécution du décret numéro 20 du 5 janvier 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 664-B du 15 juin 1955, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 30 juin 1955 au 30 juin 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 20 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 20 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen fixé par le Comité à \$20.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 20 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le droit d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), as amended, that the Parity Committee of the Retail Food Trade of Sherbrooke and Vicinity, formed under decree number 20 of January 5th, 1955, has been authorized by a by-laws approved by Order in Council number 664-B of June 15th, 1955, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. *Assessments*

The period of levy extends from June 30th, 1955, to June 30th, 1956, such levy shall be applied as follows:

a) All professional employers governed by the said decree, number 20, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards employees governed by the said decree.

b) All artisans governed by the said decree, number 20, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average wage rate fixed at \$30.00 per week by the Committee.

c) All employees governed by the said decree, number 20, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be mentioned.

The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given five day's notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report

trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Alimentation en détail de Sherbrooke et Région pour la période comprise entre le 30 juin 1955 et le 30 juin 1956.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'ALIMENTATION
EN DÉTAIL DE SHERBROOKE ET RÉGION

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1955 et le 30 juin 1956.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$2,400.00
Artisans	500.00
Salariés	2,400.00
Recettes diverses	200.00
	\$5,500.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires: Secrétaire	\$1,600.00
Frais de déplacement:	
Inspections	1,110.00
Administration	500.00
Loyer de bureau	600.00
Frais légaux	100.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone	200.00
Ameublement et accessoires de bureau	100.00
Vérification des livres	100.00
Assurances et frais de cautionnement	5.00
Frais de déplacement du président et des membres	50.00
Jetons de présence aux membres du comité	200.00
Taxes d'affaires et autres	25.00
Publicité	310.00
Dépenses diverses et imprévues	600.00
	\$5,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 juin 1955. 40163-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons de la province de Québec établi en exécution du décret numéro 513, du 30 avril 1953 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 664-E du 15 juin 1955, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1955 au 30 juin 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 513 et amendements, doivent

of its financial operations and file it with the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Retail Food Trade of Sherbrooke and Vicinity, for the period comprised between June 30th, 1955 and June 30th, 1956.

THE PARITY COMMITTEE OF THE RETAIL
FOOD TRADE OF SHERBROOKE AND VICINITY

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between June 30th, 1955 and June 30th, 1956.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$2,400.00
Artisans	500.00
Employees	2,400.00
Miscellaneous	200.00
	\$5,500.00

<i>Disbursements:</i>	
Wages: Secretary	\$1,600.00
Travelling Expenses:	
Inspection	1,110.00
Administration	500.00
Office Rent	600.00
Legal Fees	100.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	200.00
Furniture and Fixtures	100.00
Auditing	100.00
Insurance and fidelity bond	5.00
Travelling expenses of president and members	50.00
Committee members attendance fees	200.00
Business and other taxes	25.00
Publicity	310.00
Miscellaneous and unforeseen expenses	600.00
	\$5,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 25th, 1955. 40163-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec, formed under decree number 513 of April 30, 1953, has been authorized by a by-law approved by the Order in Council number 664-E of June 15, 1955, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to collect levies from the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from July 1, 1955 to June 30, 1956; and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree number 513, and amendments, shall

verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 513 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leurs salaires fixes et de leurs pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé et adressé au Comité paritaire avec les cotisations le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'Industrie des Vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1955 et le 30 juin 1956.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES VÊTEMENTS D'HOMMES ET DE GARÇONS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1955 et le 30 juin 1956.

Disponibilités au 1er juillet 1955...	\$ 29,373.89
Obligations du Gouvernement fédéral (3%)	2,000.00
Avance re: Bons d'épargne des employés	915.00
	<u>\$ 32,288.89</u>

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{4}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 57,500.00
Salariés	57,500.00
Dommages-intérêts liquidés:	
Employeurs	25.00
Salariés	25.00
Revenu des loyers	1,500.00
Intérêt — Compte d'épargne	200.00
Intérêt — Obligations du Gouvernement fédéral	60.00
	<u>\$116,810.00</u>

Disponibilités prévues pour déboursés	149,098.89
---------------------------------------	------------

pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the fixed wages and commissions paid to their employees subject to the said decree.

b) The employees governed by the said decree, number 513 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their fixed wages and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have these reports made and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer must be signed and sent to the Parity Committee, together with levies, on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec, for the period comprised between July 1st, 1955, and June 30, 1956, is annexed hereto.

THE JOINT COMMITTEE OF THE MEN'S AND BOY'S CLOTHING INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimated receipts and disbursements for the period comprised between July 1st, 1955 to June 30th, 1956.

Estimated cash on hand as at July 1st, 1955	\$ 29,373.89
3% Bonds — Dominion of Canada	2,000.00
Advance — Re: Employees' Savings Bonds	915.00
	<u>\$ 32,288.89</u>

Estimated Receipts:

Assessments ($\frac{1}{4}$ of 1%):	
Professional employers	\$57,500.00
Employees	57,500.00
Liquidated damages:	
Employers	25.00
Employees	25.00
Rent	1,500.00
Interest — Savings Account	200.00
Interest — Dominion of Canada Bonds	60.00
	<u>\$116,810.00</u>

Estimated amount available for disbursements	149,098.89
--	------------

<i>Déboursés:</i>		<i>Estimated Disbursements:</i>	
Salaires:		Salaries:	
Directeur-gérant.....	\$ 7,560.00	Executive director.....	\$ 7,560.00
Secrétaire.....	4,050.00	Secretary.....	4,050.00
Inspecteurs.....	24,140.00	Inspectors.....	24,140.00
Employés de bureau.....	27,000.00	Office.....	27,000.00
Frais généraux, déplacement, allocations pour voitures et dépenses.	9,500.00	General Travel, Auto and Expense Allowances.....	9,500.00
Assemblées — Jetons de présence (24 membres).....	2,300.00	Meetings: Members' Fees (24 members).....	2,300.00
Assemblées — Frais de déplacement (24 membres).....	7,000.00	Meetings: Members' Expenses (24 members).....	7,000.00
Entretien de l'immeuble (combustible, taxes, électricité, etc.).....	4,000.00	Maintenance of Property (Fuel, taxes, lights, etc.).....	4,000.00
Assurances.....	500.00	Insurance.....	500.00
Améliorations et réparations à l'immeuble.....	1,500.00	Improvements and Repairs to property.....	1,500.00
Dépenses et frais légaux.....	5,500.00	Legal fees and expenses.....	5,500.00
Impressions.....	2,000.00	Printing.....	2,000.00
Vérification des livres.....	1,000.00	Audit fees.....	1,000.00
Papeterie et dépenses de bureau.....	1,000.00	Stationery and Office expenses.....	1,000.00
Frais de poste.....	1,000.00	Postage.....	1,000.00
Ameublement et accessoires de bureau.....	1,000.00	Furniture and office equipment.....	1,000.00
Téléphone et télégraphie.....	2,000.00	Telephone and telegraph.....	2,000.00
Dépenses diverses.....	2,000.00	Miscellaneous expenses.....	2,000.00
Assurance-chômage.....	450.00	Unemployment Insurance.....	450.00
Assurance-groupe des employés.....	1,700.00	Employees' Group Insurance.....	1,700.00
Fonds de pension des employés.....	2,200.00	Employees' Pension and Retirement Fund.....	2,200.00
Réserve pour dépenses imprévues.....	7,500.00	Provision for Contingencies.....	7,500.00
	\$114,900.00		\$114,900.00

Disponibilités en fonds au 30 juin 1956..... \$ 34,198.89

Estimated available funds — June 30th, 1956..... \$ 34,198.89

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 juin 1955. 40163-o

Department of Labour,
Quebec, June 25th, 1955. 40163-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret 1040, du 4 août 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 664 du 15 juin 1955, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of the district of Trois-Rivières, formed under decree number 1040 of August 4, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 664 of June 15, 1955, part "D" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163) to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1955 au 1er juillet 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from July 1, 1955, to July 1, 1956, such levy is laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1040 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonus, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the decree number 1040, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the pay-roll, commissions, bonuses, allocations which they pay to their employees of the trades covered by the said decree.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 1040 et amendements doivent verser au Comité paritaire une cotisation de $\frac{1}{2}$ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire moyenne de \$50.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 1040, est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

b) The artisans governed by the said decree No. 1040, and amendments, shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of an average weekly wage rate of \$50.00. Every employer or professional employer plying himself any one of the trades governed by the decree No. 1040 is also considered, for the purposes of the present by-law, as an artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1040 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

Les artisans doivent également transmettre mensuellement au Comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit Comité.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district, pour la période comprise entre le 1er juillet 1955 et le 1er juillet 1956.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DES TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1955 et le 1er juillet 1956.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 275.60
Salariés.....	391.20
Artisans.....	795.60
Honoraires d'examens.....	75.00
	\$1,537.40

<i>Déboursés:</i>	
Salairé du secrétaire.....	\$ 300.00
Salairé de l'inspecteur.....	200.00

e) All employees governed by the said decree, No. 1040 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% their wages, commissions, bonuses or allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

Artisans shall also forward their assessments to the Parity Committee, every month.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is exigible. The report shall be sent together with the assessments of the professional employer and of the employees. The Committee has the right to have the reports signed under oath when deemed advisable.

The assessments owed under the present by-law payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without previous notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information: a notice of five days will be given within which he shall fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of the District of Trois-Rivières, for the period between July 1, 1955 and June 1, 1956.

PARITY COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF THE DISTRICT OF TROIS-RIVIÈRES

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 1, 1955, and July 1, 1956.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 275.60
Employees.....	391.20
Artisans.....	795.60
Examination fees.....	75.00
	\$1,537.40

<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Secretary.....	\$ 300.00
Inspector.....	200.00

Salaire employés de bureau.....	100.00	Office employees.....	100.00
Frais de déplacement.....	662.40	Traveling expenses.....	662.40
Bureau des examinateurs.....	40.00	Board of examiners.....	40.00
Loyer et éclairage.....	30.00	Rent and lighting.....	30.00
Frais judiciaires et professionnels.....	10.00	Judicial and professional fees.....	10.00
Impression et papeterie.....	50.00	Printing and stationery.....	50.00
Poste, téléphone et télégrammes.....	55.00	Postage, telephone and telegraph.....	55.00
Dépréciation, ameublement et agencement.....	5.00	Depreciation, furniture and fixtures.....	5.00
Frais des délégués.....	60.00	Expenses of delegates.....	60.00
Vérification des livres.....	20.00	Auditing.....	20.00
Assurance fidéjussion.....	5.00	Guarantee bond.....	5.00
	\$1,537.40		\$1,537.40

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 juin 1955. 40163-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 25, 1955. 40163-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, établi en exécution du décret numéro 706 du 7 juillet 1954 a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 664 du 15 juin 1955 section "C" le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 30 juin 1955 au 30 juin 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 706 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 706 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le plus rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 706, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité paritaire, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, formed under decree number 706 of July 7th, 1954, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 664 of June 15th, 1955, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from June 30th, 1955 to June 30th, 1956; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 706, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 706 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the highest wages established in the decree for employees.

c) The employees governed by the said decree number 706 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given.

The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, on behalf of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee

a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, pour la période comprise entre le 30 juin 1955 et le 30 juin 1956.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DU DISTRICT DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1955 et le 30 juin 1956.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 9,900.00
Salariés.....	9,900.00
Artisans.....	1,600.00
	\$21,400.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire et employés de bureau.....	\$ 7,000.00
Salaires des inspecteurs.....	5,300.00
Frais de déplacements:	
Inspecteurs.....	425.00
Administration.....	600.00
Loyer et entretien de bureau.....	1,480.00
Frais légaux.....	1,500.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone, etc.....	760.00
Ameublement et accessoires de bureau.....	450.00
Frais de vérification et banque.....	175.00
Assurances, publicité et assurance chômage.....	200.00
Déplacements du président et des membres, jetons de présence.....	1,250.00
Dépréciation.....	400.00
Divers.....	1,860.00
	\$21,400.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 juin 1955. 40163-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante au décret N° 390 du 14 avril, 1954, relatif à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec:

by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisans and the employees, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following date: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, for the period between June 30th, 1955 and June 30th, 1956.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DU DISTRICT DE QUÉBEC

Estimate of receipts and disbursements for the period between June 30th, 1955 and June 30th, 1956.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 9,900.00
Employees.....	9,900.00
Artisans.....	1,600.00
	\$21,400.00

<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Secretary and office employees.....	\$ 7,000.00
Inspectors.....	5,300.00
Travelling expenses:	
Inspectors.....	425.00
Management.....	600.00
Rent and office upkeep.....	1,480.00
Legal fees.....	1,500.00
Stationery, Printing, Postage, Telephone, etc.....	760.00
Office furniture and equipment.....	450.00
Audition and bank charges.....	175.00
Insurance, publicity and unemployment insurance.....	200.00
Travelling expenses of president and members, attendance fees.....	1,250.00
Depreciation.....	400.00
Miscellaneous.....	1,860.00
	\$21,400.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 25th, 1955. 40163-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree No. 390 of April 14, 1954, relating to the wood-working industry in the district of Quebec:

Les mots "Toutefois, le présent décret ne régit pas la préparation du bois en transit" mentionnés à l'article II seront radiés et l'alinéa suivant sera ajouté:

"Toutefois, le présent décret ne régit pas la préparation du bois en transit; il ne s'applique pas non plus aux scieries lorsque celles-ci s'abstiennent d'ouvrir le bois tel que déterminé ci-dessus."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 25 juin 1955.

40163-o

The words "However, the decree does not apply to the preparation of wood in transit" mentioned in section II will be deleted and the following paragraph will be added:

"However, the decree does not apply to the preparation of wood in transit nor does it apply to sawmills which do not engage in woodworking operations, as above described."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, June 25, 1955.

40163-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du comté de Roberval, à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante au décret numéro 1283 du 15 novembre 1951, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le comté de Roberval, savoir:

1° L'article VI sera remplacé par le suivant:

"VI. Salaires minima: Les taux de salaires minima sont les suivants pour les salariés réguliers:

a) *Compagnon barbier*: \$40.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail excédant \$50.00 au cours de la semaine.

b) *Compagnon coiffeur ou coiffeuse*: \$40.00 par semaine.

Aucun employeur n'a le droit de réduire le salaire d'un salarié recevant plus que le minimum ci-haut mentionné lors de l'entrée en vigueur du présent décret."

2° Le paragraphe "a" de l'article VIII sera remplacé par le suivant:

"VIII. Apprentissage: a) Aucun apprenti ne peut être accepté avant seize (16) ans révolus, et avant d'avoir terminé sa 8ème année scolaire, ou l'équivalent."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 25 juin 1955.

40163-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat Patronal et Catholique de la construction de St-Hyacinthe;

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du comté de Roberval has petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree number 1283, of November 15th, 1951, relating to the barber and hairdresser trades in the county of Roberval, to wit:

1. Section VI will be replaced by the following:

"VI. Minimum wage: The minimum wage rates shall be as follows for regular employees:

a) *Journeyman barber*: \$40.00 per week plus 50% of the receipts of his work exceeding \$50.00 during the week.

b) *Journeyman hairdresser (male or female)*: \$40.00 per week.

No employer has the right to reduce the wages of an employee receiving more than the minimum rates above mentioned at the time of the coming into force of the present decree."

2. Subsection "a" of section VIII will be replaced by the following:

"VIII. Apprenticeship: a) No apprentice may be accepted before 16 years of age; he must have completed the 8th year of the elementary course, or the equivalent thereof."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, June 25th, 1955.

40163-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat Patronal et Catholique de la construction de St-Hyacinthe;"

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat National et Catholique des métiers de la Construction de St-Hyacinthe; pour les employeurs et les employés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

CHAPITRE I

Définitions — Jurisdiction

1. *Définitions:* Aux fins d'application, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée;

a) le mot "apprenti" désigne le salarié qui apprend l'un ou l'autre des métiers visés par le décret.

b) Les mots "briqueur" et "maçon" désignent tout salarié qui pose la brique, les blocs de verre, de terra-cotta, de gypse et de ciment, la pierre artificielle, naturelle, le granit et qui tire les joints.

c) Le terme "charpentier-menuisier" désigne tout salarié qui fait l'assemblage de pièces de bois, de planches murales en composition et de toute latte en composition, travaille la charpente, s'occupe de la réparation des objets en bois, pose le papier bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudronné, tout papier en composition, les portes, châssis, et fenêtres, divisions en acier et bandes métalliques ou de caoutchouc pour galfutrage de portes et châssis, les paravants (bois et métal), fait le posage de planchers et exécute tous les autres travaux en bois et autres travaux connexes, sur un chantier de construction.

d) Le mot "compagnon" désigne, dans chacun des métiers décrits, tout salarié qui a terminé son apprentissage, qui peut exécuter les travaux courants de son métier et qui détient un certificat de qualification émis par le Bureau d'examineurs créé en vertu de l'article 27 de la Loi de la convention collective ou une licence émise sous l'empire d'une loi provinciale.

Le terme "compagnon-électricien" désigne tout salarié qui détient une licence "C" en exécution de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques.

e) Le mot "entrepreneur" désigne toute personne, physique ou morale, compagnie, association ou corporation qui travaille seule ou qui emploie des salariés, qui surveille ou entreprend pour le compte d'autrui, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, un ou plusieurs travaux visés par le décret.

f) Le terme "ferblantier-couvreur" désigne tout salarié qui fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en cuivre, en tôle, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné, qui fabrique toutes sortes d'objets en fer blanc, tôle ou cuivre, tels que corniches, ornements, ventilateurs, gouttières, etc., qui fait le tracé, la coupe et le posage de tout métal en feuille et exécute tout autre travail connexe.

g) Le terme "finisseur de ciment" désigne tout salarié qui pose et finit le ciment pour parquets et revêtements en ciment, uni ou d'ornementation, fait les trottoirs et pavages en ciment, répare les fondations et exécute tout autre travail connexe.

h) Les mots "installations électriques" désignent toutes les installations pour fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice électrique, les installations de paratonnerre, y compris dans tous les cas, les fils, les câbles, les conduits, les accessoires, les dispositifs et les appareils électriques formant partie de l'installation elle-même, y étant reliés ou servant au raccordement de l'ins-

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat National et Catholique des métiers de la construction de St-Hyacinthe": for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

CHAPTER I

Definitions — Jurisdiction

1. *Definitions:* For the purposes of enforcement, the following words have the meaning hereafter given to them:

a) The word "apprentice" means an employee who learns anyone of the trades governed by the decree.

b) The words "bricklayer" and "mason" mean any employee who lays bricks, glass blocks, terra-cotta, gypsum and cement blocks, natural or artificial stone, granite and who does joint pointing.

c) The words "carpenter-joiner" mean an employee who assembles wood pieces wall board (composition) and lathing (composition), does frame work, repairs wooden objects, lays or erects paper or asbestos shingles and tarred-paper, all composition paper, doors, frames, windows, steel partitions and metal or rubber strips for the lining of doors and windows, puts up draught-screens (wood and metal), lays floors and performs any other woodwork or does any other work connected therewith, on a construction job.

d) The word "journeyman" means, in each one of the trades described, any employee who has terminated his apprenticeship, who can perform the usual operations of his trade and who has obtained a competency certificate from the Board of Examiners formed under section 27 of the Collective Agreement Act or a license under a provincial law.

The term "electrical journeyman" means any employee holding a license "C" under the Electricians and Electrical Installations Act.

e) The word "contractor" means any person, company, association or corporation working alone, or hiring workmen, or who supervises or contracts for, on an hourly, daily or job basis, by verbal or written agreement or otherwise, one or more of the operations governed by the decree.

f) The words "tinsmith-roofer" mean any employee who performs tile, slate, copper, sheet metal, gravel, asphalt or tarred paper roofing operations, who makes all kinds of articles with sheet iron, tinplate, sheet metal or copper, such as cornices, ornaments, ventilators, roofgutters, spouts etc., who traces, cuts and lays sheet metal and performs all other related operations.

g) The words "cement finisher" mean any employee who lays and finishes cement for plain or ornamental floors and coverings, makes cement sidewalks and pavements, repairs foundations and performs all other related work.

h) The words "electrical installations" mean all installations for electrical lighting, heating and power as well as lightning rod installations, including in all cases, electric wires, cables, conduits, accessories, appliances and apparatus contained in the installation itself, connected therewith or used for the connection of the installation with the public or municipal system

tallation au réseau du service public ou du service municipal l'alimentant, lequel point de raccordement est au mur de l'édifice public ou de la construction la plus rapprochée de la ligne de service.

i) Le mot "manœuvre" ou le terme "aide briqueteur", "aide plâtrier et maçon" désigne tout salarié préposé à la préparation manuelle ou au transport à la brouette du mortier, célanite ou toute substance similaire servant à la construction, les porteurs d'oiseau ainsi que les hommes préposés spécialement au service des briqueteurs, des maçons et des plâtriers.

j) Le mot "journalier" ou le terme "ouvrier non-qualifié" désigne tout salarié qui exécute un travail ne requérant aucune qualification spéciale.

k) Le terme "monteur de ligne" désigne les salariés préposés à la construction et à l'entretien des lignes électriques et téléphoniques.

l) Le terme "mécanicien de machines fixes" désigne les mécaniciens et les chauffeurs préposés à la surveillance d'une installation de force motrice à vapeur ou au fonctionnement de celle-ci, au sens de l'article 2 de la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 178 et amendements).

m) Le mot "peintre" désigne tout salarié qui exécute au pinceau, par vaporisation ou de toute autre manière, des travaux de peinture, de teinture, de vernissage, etc. servant à protéger, à embellir les surfaces de bois, plâtre, ciment, métal ou composition. Il désigne aussi celui qui exécute des travaux de posage de papier tenture ou de papier peint, de vitrage au mastic ou à la baguette, fait des décorations proprement dites au moyen de peinture, imitation de bois, de marbre, dorure, pochoir, etc., tire les joints au plastique, et qui exécute tout autres travaux connexes.

n) Le mot "plâtrier" désigne tout salarié qui exécute des travaux d'enduit, de plâtre, de ciment, de mortier. Il désigne aussi celui qui fait du stucco, des moulures de plâtre, le posage et le coulage des ornements, pose les règles pour faire le poussage de la moulure et exécute tout autre travail connexe.

o) Le terme "plombier", "poseur d'appareils de chauffage", "mécanicien en tuyauterie", désigne tout salarié qui peut, sous direction, installer des appareils sanitaires et les réparer; poser des tuyaux à vapeur, à eau, à gaz, ou à air; qui peut installer et faire les travaux d'entretien des brûleurs automatiques (stokers), brûleurs à l'huile et des pompes à essence et exécuter tout autre travail connexe.

p) Le terme "poseur de terrazzo" désigne tout salarié qui nivelle la surface propre à recevoir le terrazzo, mesure, divise cette surface et y trace les lignes, prépare les échantillons et le mélange, procède ou surveille le roulage et le polissage du terrazzo et exécute tout autre travail connexe.

q) Le terme "poseur de tuile" désigne tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir les tuiles, les pose et exécute tout autre travail connexe.

r) Le terme "poseur de marbre" désigne tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir le marbre, le taille et le pose, et exécute tout autre travail connexe.

s) Le mot "vitrier" désigne tout salarié qui pose, répare, remplace des vitres, vitrines; pose, répare, remplace des ouvrages permanents ou non de décoration ou ornementation ou de structure en verre.

supplying the said installation, such connection being attached to a wall of the public building or construction nearest to the service line.

i) The word "labourer" or the words "brick-layer's helper", "plasterer's and mason's helper" mean employees who prepares by hand or carries with a wheelbarrow, mortar, celanite or any other similar substance used in construction work, hod carriers and also those men whose work is to assist bricklayers, masons and plasterers.

j) The words "common worker" or "unskilled worker" mean any employee who performs work that does not require any special qualification.

k) The words "lineman" means all employees making the installation and the maintenance of electric service wires and telephone lines.

l) The words "stationary enginemen" mean enginemen and firemen in charge of the supervision or operation of a steam power plant, as described in section 2 of the Act relating to stationary enginemen (Chapter 178 and amendments, Revised Statutes of Quebec 1941).

m) The word "painter" means any employee who performs, with brush or sprayer or in any other manner, painting, dyeing, varnishing, or other similar operations, for the purpose of protecting improving wood, plaster, cement, metal or composition surfaces. It also means an employer who performs paper-hanging, putty or rod glazing work, does decorating work proper with paint, imitation of wood or marble, gilding, stencilling, etc., who does joint pointing with plastic and any other work connected therewith.

n) The word "plasterer" means any employee who performs plaster, cement or mortar coating work. It also means the employee who does stucco and plaster mouldings work, the setting and casting of ornaments, sets the rulers for the laying of the moulding and does any other work connected therewith.

o) The words "plumber", "steamfitter", "pipe mechanic" mean any employee who can, under direction, install and repair sanitary equipment; who can lay steam, water, gas or air pipes; who can install and keep in good condition stokers, oil burners and gasoline pumps, and who can perform all other work connected therewith.

p) The words "terrazzo layer" mean any employee who levels surfaces to be covered with terrazzo, measures, divides such surfaces and draws the lines thereon, prepares the samples and the mixture, performs or supervises the rolling and the polishing of terrazzo and performs any other work connected therewith.

q) The words "tile setter" mean any employee who measures surfaces to be covered with tiles, who lays tiles and performs any other work connected therewith.

r) The words "marble setter" mean any employee who measures surfaces to be covered with marble, cuts and lays same, and performs any other work connected therewith.

s) The word "glazier" means any employee who sets, repairs, replaces window glasses, show cases; sets, repairs, replaces decorating or ornamental work or glass structure, whether permanent or not.

II. Particularités dans l'exercice de certains métiers: a) Quand les soliveaux de bois sont remplacés par des poutrelles d'acier avec ou sans

II. Characteristics of some trades: a) When wooden small joists are replaced by small steel beams with or without metallic laths, the latter

lattes métalliques, ces derniers peuvent être posés indifféremment par des charpentiers-menuisiers ou des monteurs de charpente métallique.

b) Le travail sur les murs, faisant suite au travail de parquets, se limite pour les finisseurs de ciment, à la hauteur de la plinthe.

c) Les "entrepreneurs" travaillant de leurs propres mains sont considérés comme des salariés et leur salaire horaire est fixé suivant la cédule mentionnée ci-après, pourvu toutefois, qu'ils aient obtenu le certificat de qualification, tel que prescrit par la Loi.

d) L'"entrepreneur" doit fournir les pinceaux pour l'exécution des travaux de peinture sur des surfaces brutes, tel que briques, pierre, ciment roulé et autres surfaces similaires.

III. *Jurisdiction industrielle:* a) Le décret s'applique à tous les travaux de construction du bâtiment, et de génie civil, y compris les travaux d'installation, réfection, réparation, entretien, démolition et transport des immeubles, exécutés par les salariés qu'il régit. Il s'applique entr'autres à tous les travaux se rapportant aux aqueducs, égouts, quais, canaux, voirie, excavations, tunnels, ponts, ponceaux, murs de soutènement, aéroports, terrains d'atterrissage, nivellement et terrassement, installations électriques et de radar, installation et entretien des lignes téléphoniques, système de plomberie, système de chauffage, structures métalliques, plantation de pieux, bois ou ciment, trottoirs en ciment, rues en ciment, routes, barrages, viaducs, puits, écluses, parcs, terrains de jeux, clôtures et tout travail de semblable nature.

b) Les travaux d'isolation de tuyauterie, de fournaies, réservoirs, etc., sont assujettis au décret.

c) Les travaux de vitrage, de posage, réparation et remplacement des vitres, vitrines, d'ouvrages permanents ou non, de décoration ou ornementation ou de structure en verre sont assujettis au décret.

d) Les "compagnies de Chemins de Fer" ne sont pas assujetties au décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemin de fer.

e) Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du Gouvernement provincial, déjà assujettis en fait à la Cédule des Justes Salaires, en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du décret.

f) Nonobstant toute autre disposition les cités et villes et les corporations municipales de la Zone II seulement ne sont pas assujetties aux dispositions du décret, pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent, pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égout, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas cependant aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

IV. *Jurisdiction territoriale:* La Jurisdiction territoriale du décret comprend les comtés de St-Hyacinthe, de Bagot et de Rouville.

La dite juridiction territoriale est divisée en deux zones, comme suit:

Zone I: La Cité de St-Hyacinthe, les municipalités de La Providence, de St-Joseph, de Notre-Dame-de-St-Hyacinthe, de St-Hyacinthe-le-Confesseur, de Douville.

may be put up either by carpenter-joiners or by metallic framework erectors.

b) Work on walls being done after flooring work is limited, for cement finishers, to the height of the plinth.

c) Contractors, doing actual trade work, shall be considered as "employees" and their hourly rates of wages shall be as hereinafter determined, providing they hold the certificate of competency required under the Act.

d) The contractor shall supply the brushes used to paint rough surfaces, such as brick, stone, rolled cement and other similar surfaces.

III. *Industrial jurisdiction:* a) The decree shall apply to all construction, building and engineering operations, including the installation, rebuilding, repair, maintenance, moving or demolishing of buildings performed by the employees it governs. It shall apply, among others, to all operations pertaining to aqueducts, drainages, wharves, canals, road work, excavations, tunnels, bridges, culverts, retaining walls, airports, landing fields, levelling, embankment, radar and electrical installations, installation and maintenance of telephone lines, plumbing systems, heating systems, metallic structures, pile driving, wood or cement, sidewalks, streets, roads, dams, viaducts, wells, locks, parks, playgrounds fences and all identical work.

b) Pipe, furnaces, tanks, etc., insulation work is governed by the decree.

c) Glazing work, the setting, repairing and replacing of window glasses, show cases, whether of a permanent nature or not, decorating or ornamental or glass structure work is governed by the decree.

d) Railroad companies are not governed by the decree in the case of work ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

e) Road operations carried out on behalf of any Department of the Provincial Government, already governed by the Fair Wage Schedule under Order-in-Council number 800 of April 24th, 1929 and its amendments, are not governed by the provisions of the decree.

f) Notwithstanding any other provisions, the cities and towns and the municipal corporations of zone II only are not governed by the provisions of the decree inasmuch as repair or maintenance work on their own buildings are concerned; inasmuch also, as construction, rebuilding or maintenance work on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other similar operations performed under their immediate control are concerned. The exemption does not apply, however, to contractors or sub-contractors carrying on the same operations on their behalf, or by the job for the said cities, towns or municipal corporations.

IV. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville.

The said territorial jurisdiction is divided into two (2) zones, as follows:

Zone I: The city of St. Hyacinthe, the municipalities of La Providence, St. Joseph, Notre-Dame-de-St-Hyacinthe, St. Hyacinthe-le-Confesseur and Douville.

Zone II. Les comtés de Bagot et de Rouville et dans le comté de St-Hyacinthe, tout le territoire non compris dans la zone I.

Zone Spéciale: La ville de Marieville, les Municipalité de St-Hilaire, village de Mont St-Hilaire et de Parc Otterburn.

V. Taux de salaires minima: a) Les taux de salaires suivants doivent être payés à partir du 1er janvier, 1956. D'ici là les taux de salaires seront inférieurs de 10 cents (\$0.10) l'heure à ceux stipulés plus bas.

Zone II: The counties of Bagot and Rouville and, in the county of St. Hyacinthe, all the territory not included in zone I.

Special zone: The town of Marieville, the municipalities of St. Hilaire, the village of Mount St. Hilaire and of Otterburn Park.

V. Minimum wage rates: a) The following rates of wages shall be paid from January 1st, 1956. Until then, the wage rates shall be 0.10 cents per hour lower than those hereinafter stipulated.

Métiers:	Salaires horaires Zones		Trades:	Hourly rates Zones	
	I	II		I	II
Briqueleur, plâtrier, et maçon	\$1.65	\$1.45	Bricklayer, plasterer and mason	\$1.65	\$1.45
Blanchisseur à la chaux	1.20	1.05	Whitewasher	1.20	1.05
Calfat et jointoyeur	1.45	1.25	Caulker and joint pointer	1.45	1.25
Charpentier-menuisier	1.45	1.25	Carpenter-joiner	1.45	1.25
Chauffeur de camion et de tracteur	1.10	1.00	Truck and tractor driver	1.10	1.00
Chauffeur (sur les lieux du chantier)	1.20	1.10	Fireman (on the job)	1.20	1.10
Conducteur d'attelage	1.15	1.05	Horse driver	1.15	1.05
Creuseur de caissons	1.60	1.60	Caisson digger	1.60	1.60
Démolisseur (toute catégorie)	1.20	1.05	Demolisher (all categories)	1.20	1.05
Electricien:			Electrician:		
Entrepreneur, (services personnels)	2.00	1.75	Contractor (personal services)	2.00	1.75
Compagnon	1.45	1.30	Journeyman	1.45	1.30
Compagnon Junior	1.35	1.20	Junior journeyman	1.35	1.20
Ferblantier-couvreur	1.45	1.20	Tinsmith-roofer	1.45	1.20
Finisseur de ciment	1.45	1.25	Cement finisher	1.45	1.25
Finisseur de plancher en mastic	1.45	1.45	Mastic floor finisher	1.45	1.45
Foreur	1.30	1.15	Driller	1.30	1.15
Forgeron	1.35	1.20	Blacksmith (construction)	1.35	1.20
Gardien	0.85	0.80	Watchman	0.85	0.80
Journalier	1.10	0.95	Common worker	1.10	0.95
Lettreur pour fins commerciales	1.45	1.35	Commercial letterer	1.45	1.35
Limeur de scie sur le chantier	1.45	1.25	Saw filer (on the job)	1.45	1.25
Manœuvre	1.25	1.15	Labourer	1.25	1.15
Mécanicien en tuyauterie, plombier et poseur d'appareils de chauffage:			Pipe mechanic, plumber and steam-fitter:		
Entrepreneur (service personnels)	2.25	2.05	Contractor (personal services)	2.25	2.05
Compagnon	1.45	1.30	Journeyman	1.45	1.30
Compagnon senior en plomberie et junior en chauffage ou vice versa	1.40	1.30	Journeyman, senior rating in plumbing and junior rating in steamfitting or vice versa	1.40	1.30
Compagnon Junior	1.35	1.25	Junior journeyman	1.35	1.25
Mécanicien (millwright)	1.30	1.15	Millwright	1.30	1.15
Mécanicien de machines fixes ou portatives sur les lieux du chantier	1.30	1.15	Engineman, stationary or portable, on the job	1.30	1.15
Monteur de lignes (travail aérien)	1.30	1.20	Lineman (overhead work)	1.30	1.20
Monteur de lignes (travail terrestre)	1.20	1.10	Lineman (ground work)	1.20	1.10
Monteur, soudeur, brûleur et gréeur de fer structural	1.90	1.90	Structural steel erector, welder, burner and rigger	1.90	1.90
Peintre	1.35	1.25	Painter	1.35	1.25
Poseur de marbre	1.65	1.45	Marble layer	1.65	1.45
Poseur de terrazzo	1.65	1.45	Terrazzo layer	1.65	1.45
Poseur de tuiles	1.65	1.45	Tile layer	1.65	1.45
Poseur de linoléum, de caoutchouc, de tuiles etc.	1.45	1.35	Linoleum, rubber, tile etc. layer	1.45	1.35
Poseur de lattes (bois et métal)	1.45	1.25	Lather (wood and metal)	1.45	1.25
Poseur d'armature de fer (Spécialisé)	1.45	1.45	Iron reinforcement erector (specialized)	1.45	1.45
Poseur de gicleurs	1.65	1.65	Sprinkler fitter	1.65	1.65
Préposé aux compresseurs	1.30	1.15	Compressor operator	1.30	1.15
Préposé aux grues	1.45	1.25	Crane operator	1.45	1.25
Préposé aux monte-charges	1.30	1.20	Freight Elevator operator	1.30	1.20
Préposé aux malaxeurs de ciment et mortier	1.20	1.10	Cement and mortar mixer operator	1.20	1.10
Préposé aux pelles à vapeur, à gazoline, à l'électricité et aux niveleuses	1.45	1.25	Steam, gasoline, electric shovel and grader operator	1.45	1.25
Sableur, cirer et polisseur de plancher	1.35	1.20	Floor sander, waxer and polisher	1.35	1.20

Métiers:	Salaires horaïres Zones		Trades:	Hourly rates Zones	
	I	II		I	II
Taillleur de pierre naturelle ou artificielle (sur le plancher).....	1.65	1.40	Natural or artificial stone cutter (on the job).....	1.65	1.40
Aide tailleur de pierre.....	1.25	1.15	Stone cutter's helper.....	1.25	1.15
Travailleur en fer ornemental.....	1.40	1.30	Ornamental iron worker.....	1.40	1.30
Aide travailleur en fer ornemental.....	1.25	1.15	Ornamental iron worker's helper ..	1.25	1.15
Vérificateur de matériel et pointeur (à la semaine).....	53.60	49.60	Material checker and time keeper (per week).....	53.60	49.60
Vitrier.....	1.35	1.25	Glazier.....	1.35	1.25

b) *Salaires minima des apprentis:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux apprentis pour les apprentissages de quatre (4) ans.

b) *Minimum wages of apprentices:* The following rates of wages shall be paid to apprentices. For trades requiring a four-year apprenticeship:

Année:	Salaires horaïres Zones		Year:	Hourly rates Zones	
	I	II		I	II
1ère année.....	\$0.90	\$0.80	1st year.....	\$0.90	\$0.80
2ème année.....	0.95	0.85	2nd year.....	0.95	0.85
3ème année.....	1.00	0.90	3rd year.....	1.00	0.90
4ème année.....	1.10	1.00	4th year.....	1.10	1.00

Pour les apprentissages de 2 ans.

1ère année.....	\$0.95	\$0.85
2ème année.....	1.10	1.00

Apprentis-fer structural: Les taux de salaires doivent être basés sur les pourcentages suivants des taux minima payables des travailleurs en fer structural qualifiés:

1ère année.....	70%
2ème année.....	85%

c) *Zone spéciale:* Dans la ville de Marieville et les municipalités de St-Hilaire Village, de Mont St-Hilaire, de Parc Otterburn, les taux de salaires minima sont de cinq (.05) cents de moins l'heure que ceux de la zone I.

d) *Salaires minima des contremaîtres:* Les contremaîtres préposés à la surveillance d'une équipe d'au moins dix (10) hommes doivent recevoir \$0.10 l'heure de plus que le salaire établi pour leur métier respectif.

e) *Salaires des travailleurs en hauteur:* Tout travail exécuté à cinquante-cinq (55) pieds ou plus au-dessus de la surface du sol, à l'extérieur des clochers, tours, réservoirs à eau ou élévateurs à grain, doit être payé quinze (.15) cents l'heure de plus que le taux régulier.

f) *Salaires des ouvriers d'aptitudes restreintes:* Le Comité paritaire chargé de l'application du décret peut, par résolution accorder d'après la preuve jugée suffisante à tout salarié d'aptitudes physiques ou mentales restreintes un certificat l'autorisant à travailler à un taux inférieur de dix (.10) cents l'heure aux taux minima.

Toutefois, la proportion des ouvriers de cette catégorie ne doit pas dépasser un (1) par dix (10) salariés ou fraction de ce nombre employés sur un chantier déterminé. Les corporations municipales de la zone I ne sont pas astreintes au pourcentage d'emploi des ouvriers invalides.

g) *Salaires payés par certaines municipalités:* Les corporations municipales de la zone I, peuvent payer à leurs salariés cinq (.05) cents de moins l'heure que les taux minima de la zone I et \$3.00 de moins par semaine que les taux minima des employés permanents de la zone I.

h) *Salaires pour le travail à l'extérieur:* Les salariés ayant domicile dans la zone I et appelés par leur employeur à exécuter des travaux dans la zone II, doivent bénéficier des taux de salaire de la zone I.

i) *Transport et pension:* Pour les travaux exécutés en dehors du lieu de résidence du salarié, le transport et la pension sont à la charge de

For trades requiring a two-year apprenticeship:

1st year.....	\$0.95	\$0.85
2nd year.....	1.10	1.00

Structural steel apprentices: The rates of wages paid to apprentices shall comply with the following percentage of legal minimum wages paid to qualified structural steel workers.

1st year.....	70%
2nd year.....	85%

c) *Special zone:* In the town of Marieville and the municipalities of St. Hilaire Village, Mount St. Hilaire, Otterburn Park, the minimum rates of wages shall be \$0.05 less per hour than those of zone I.

d) *Minimum wages of foremen:* Foremen in charge of a gang of at least ten (10) men shall receive \$0.10 per hour more than the wage rate established for their respective trade.

e) *Wages of steeplejacks:* All work done at fifty-five (55) feet or more above ground, outside steeples, towers, water reservoirs or grain elevators shall be paid fifteen cents (\$0.15) per hour more than the regular rate.

f) *Wages of handicapped workers:* The Parity Committee entrusted with the enforcement of the decree may, by resolution, grant, upon proof deemed sufficient, to an employee of limited physical or mental fitness, a certificate authorizing him to work at a rate ten cents (\$0.10) per hour lower than the minimum rate.

However, the number of such employees shall not exceed one to each ten (10) employees or fraction thereof, on any job. Municipal corporations of zone I are not subject to the percentage of employment of handicapped workers.

g) *Wages paid by various municipalities:* The municipal corporations of zone I may pay their employees five cents (\$0.05) per hour less than the hourly rates of zone I and \$3.00 per week less than the wage rates of maintenance men of zone I.

h) *Wages for outside work:* Employees living in zone I and required by their employer to work in zone II shall be paid the wages established for zone I.

i) *Travelling and board expenses:* In the case of work performed outside the place of residence of the employee, if the employee is not taken

l'employeur en plus du taux régulier de salaire, s'il n'y a pas retour quotidien.

j) *Chambre et pension:* La valeur des repas ou du logement ou des deux, fournis par l'employeur à un salarié travaillant en dehors du lieu de résidence de l'employeur, doit s'établir et être payé par l'employeur d'après les taux minima suivants;

par semaine

Repas et chambre..... \$15.00
Repas seulement..... 10.00

h) *Transport quotidien, repas isolé:* La période de temps requise pour le transport quotidien du salarié du lieu de la place d'affaires de l'employeur au lieu où les travaux sont exécutés doit être payée par l'employeur au taux régulier.

De plus, si le salarié n'a pas fait huit (8) heures d'ouvrage pendant la journée, la période de temps requise pour le retour doit également lui être payée au taux régulier.

Le repas isolé est payable par l'employeur à un taux n'excédant pas \$1.00 si le salarié n'a pas été averti la veille.

l) *Période et détails de la paye:* Les salariés doivent être payés chaque semaine, sauf pour la Southern Canada Power où la paie est bimensuelle, en monnaie ayant cours légal ou par chèque; si le paiement est fait par chèque, les frais d'échange doivent être ajoutés au montant dû en salaire.

L'employeur doit indiquer sur une feuille accompagnant le salaire, les nom et prénoms du salarié, le nombre des heures de travail au taux régulier et supplémentaire, le taux horaire payé, le salaire total gagné pendant la période et toutes les déductions faites.

m) *Matériel différent:* Dans tous les métiers où un matériel autre que le produit régulier et reconnu est utilisé, le taux de salaire du métier approprié continue de s'appliquer.

n) *Salaires supérieurs:* Les salaires actuellement payés ne doivent pas être réduits à l'occasion de l'entrée en vigueur du décret.

o) Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs salariés sur une base de travail à la pièce ou pour un prix fixe est de nul effet et défendu.

VI. *Durée du Travail: Heures de travail:* a) Les heures de travail sont de quarante-huit (48) heures par semaine réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi et entre 7.00 a.m. et 4.00 p.m. le vendredi. Toutefois, le salarié qui n'a pas complété ses quarante-huit (48) heures dans la période décrite, peut être appelé à travailler le vendredi de 4.00 à 6.00 p.m. et le samedi de 7.00 a.m. à midi, au taux régulier.

b) Les chauffeurs de camion et de tracteur sont employés sur une base hebdomadaire de soixante (60) heures; les gardiens sur une base hebdomadaire de soixante-et-douze (72) heures, sans heure spécifiée pour le commencement et la fin de leur travail.

c) Les employés sur la construction et la réparation des rues, des égouts, des installations d'utilités publiques (électricité téléphone et aqueduc) sont employés sur une base maximum hebdomadaire de quarante-huit (48) heures sans limitation quotidienne de la durée du travail.

d) *Travail d'équipe:* Le système de la double et de la triple équipe n'est pas sujet aux limites horaires quotidiennes pour le commencement et la fin du travail. Toutefois, les heures de la journée de travail ne peuvent excéder neuf (9) heures par journée de vingt-quatre (24) heures et les heures hebdomadaires, quarante-huit (48) par semaine, pour toutes les catégories.

back every day, the employer must pay the travelling and board expenses in excess of the regular rate of wages.

j) *Room and board:* The cost of meals and/or lodging furnished by the employer to an employee working outside the place of residence of the employer is established as follows and shall be paid by the employer:

Room and board..... \$15.00 per week
Meals only..... 10.00 per week

k) *Daily travelling, single meal:* Time required daily outside the place of business of the employer to travel to the site of the job shall be paid by the employer at regular rates.

Moreover, when the employee has not worked eight (8) hours during the day, travelling time from the job shall also be paid to him at the regular rate.

Single meals shall be paid by the employer (not more than \$1.00) if the employee has not been notified the day before.

l) *Pay period and details:* Employees shall be paid each week, except for the Southern Canada Power employees where the pay is made twice a month, in cash or by cheque; if payment is made by cheque, exchange charges shall be added to the wages.

The employer shall mention on the pay slip, the name in full of the employee, the number of hours worked at regular and overtime rates, the hourly rate paid, the total wages earned during the period and all deductions made.

m) *Different material:* In all trades where a material other than the regular and recognized product is used, the wage rate of the trade concerned shall continue to apply.

n) *Higher wages:* Higher wages actually paid shall not be reduced at the time of the coming into force of the decree.

o) All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work basis or for a fixed price are null and are forbidden.

VI. *Duration of labour: Hours of work:* a) There shall be forty-eight (48) hours of work per week distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, and between 7.00 a.m. and 4.00 p.m. on Friday. However, if an employee has not worked his forty-eight (48) hours during the above period, he may be called to work on Friday from 4.00 to 6.00 p.m. and on Saturday from 7.00 a.m. to noon, at the regular rate.

b) Truck and tractor drivers are employed on a sixty-hour (60) weekly basis; watchmen on a seventy-two hour (72) weekly basis, without specified hours of starting and finishing.

c) Workers employed at construction and repair operations on roads, sewers, public utilities installations (electricity, telephone and aqueducts) are employed on a weekly maximum basis of forty-eight (48) hours without daily limitation of the duration of work.

d) *Work by shifts:* In the case of a two or three-shift system, there shall be no specified starting and finishing times. However, hours of work shall not exceed nine (9) during a 24-hour day and forty-eight (48) hours per week, for all categories of workmen.

e) *Travail urgent*: Le travail urgent, c'est-à-dire celui qui doit être exécuté pour éviter des dommages à la personne et ou à la propriété, peut être continué pendant une demi-heure après la durée quotidienne du travail au taux régulier pour tous les employés de la construction. Quant aux employés sur la construction et la réparation des rues, des égouts, des installations d'utilités publiques (électricité, téléphone et aqueduc) la semaine régulière peut se prolonger jusqu'à cinquante-cinq (55) heures. Mais dans tous les cas, la justification de cette urgence incombe à l'employeur.

f) Le temps alloué pour le dîner comporte une heure complète.

g) Les horaires suivent l'heure normale ou l'heure avancée en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

VII. Rémunération du temps supplémentaire:

a) Le travail exécuté en plus des heures et en dehors des limites horaires quotidiennes et/ou hebdomadaires spécifiées à l'article précédent sera rémunéré au taux de salaire et demi, par rapport au taux de salaire soit horaire, soit hebdomadaire effectivement payé.

b) Le travail exécuté les dimanches, le 1er de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le Jour de Noël sera rémunéré au taux de salaire double, par rapport au taux de salaire effectivement payé.

Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un ouvrier catholique qui s'absente du chantier un jour de fête religieuse d'obligation catholique ou un dimanche.

VIII. *Congés annuels payés*: a) *Définitions*: Les termes ci-après mentionnés ont, à moins d'incompatibilité le sens qui leur est ci-après donné.

Employeur: Une personne employant un salarié régi par le présent décret.

Commission: La Commission du Salaire Minimum.

Livret de congé: Un livret émis par la Commission, aux fins d'y apposer durant une période de prestations, des timbres de congés payés;

Timbre: La marque imprimée ou vignette émise par la Commission pour représenter les prestations de congés dus par un employeur.

Période de prestations: La période s'étendant du premier mai d'une année au trente avril de l'année suivante.

b) *Droits du salarié*: 1° *Aux congés payés*: Tout salarié, régi par le présent décret, ayant été au service continu d'un employeur durant une période de prestations, a droit, à la fin de telle période, à un congé d'une durée minimum de sept jours consécutifs et à la rémunération pour congés ci-après fixée.

Toutefois, les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux employés des corporations municipales ou des Commissions scolaires.

Elles ne s'appliquent pas non plus aux hommes préposés à la construction et à l'entretien des lignes électriques et téléphoniques qui, en vertu d'un contrat particulier avec leur employeur, bénéficient d'un système de congés payés prévoyant pour les salariés des avantages supérieurs à ceux prévus au présent décret.

2° *À rémunération pour congés*: Tout salarié régi par le présent décret, n'ayant pas été au service continu d'un employeur durant une période de prestations, a droit, à la fin de telle période

e) *Urgent work*: Urgent work, meaning work which must be performed to avoid injury or damages to persons and/or properties, may be continued for half an hour after the daily duration of labour, at the regular rate by any of the building industry employees.

In the case of employees working on construction and repair operations on roads, sewers, public utilities installations (electricity, telephone and aqueducts), the weekly duration may be extended to fifty-five (55) hours, but in all cases justification of the urgency shall lie with the employer.

f) One full hour is allowed for dinner.

g) Hours of work are based on Standard or Daylight Saving Time, depending on the time in force in the locality where the operations are carried out.

VII.— *Overtime remuneration*: a) All time worked in excess of regular hours or beyond the daily or weekly limits of hours determined in the preceding section shall be remunerated at the rate of time and one half on the basis of the wage rate actually paid, whether by the hour or by the week.

b) Work done on Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, St-John the Baptist Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day shall be paid at the rate of double time based on the wage rate actually paid.

c) No employer shall have the right to punish, or threaten to punish, by discharge or suspension, directly or indirectly, a catholic worker absents himself from work on a catholic Feast of Obligation or a Sunday.

VIII.— *Annual Vacations with pay*: a) *Definitions*: Barring incompatibility, the following words have the meaning hereinafter given to them:

Employer: Any person hiring an employee governed by the decree.

Commission: The Minimum Wage Commission.

Vacation-with-Pay Stamp Book: A book issued by the Commission for the purpose of affixing therein, during a Vacation-with-Pay credit period, vacation-with-pay credit stamps;

Vacation-with-Pay Credit Period: The period extending from the 1st of May of one year to the 30th of April of the next year;

Vacation-with-pay credit stamps: The printed mark or stamp issued by the Commission representing the vacation-with-pay credit payable by an employer;

b) *Rights of the Employee*: 1. *To a vacation-with-pay*: Every employee governed by the decree, whose work has been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the end of such period, to a vacation having a minimum duration of seven consecutive days and to the vacation credit hereinafter determined:

However, the provisions of the present section do not apply to the employees of municipal corporations or school commissions.

They do not apply also to employees working at the construction or maintenance of electric or telephone lines, who, in virtue of a private agreement with their employer, benefit by a vacation-with-pay plan providing for them more favourable conditions than those of the present decree.

2. *To a vacation credit*: Every employee governed by the decree whose work has not been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the

seulement à la rémunération pour congés ci-après fixé.

c) *Prise de congés*: L'employeur doit donner à son salarié y ayant droit, le congé prévu par le présent article, dans la première semaine complète du mois d'août de chaque année.

d) *Rémunération pour congés*: La rémunération pour congés à laquelle a droit un salarié régi par le présent décret, représente une période de prestations, la valeur des timbres apposés, pour telle période, dans son livret de congés.

e) *Apposition de timbres*: Tout employeur doit apposer à l'échéance de chaque paie de son salarié, dans le livret de congés de ce dernier, des timbres pour une valeur égale à deux pour cent (2%) du montant brut de telle paie.

f) *Obligations de l'employeur*: Tout employeur doit: 1° se procurer de la Commission avant le commencement d'une période de prestations, un livret de congés pour chacun de ses salariés;

2° exiger de tout salarié embauché au cours d'une période de prestations, la remise de son livret de congé et, s'il n'en possède pas, lui en procurer un.

3° conserver jusqu'à la fin d'une période de prestations ou, s'il y a résiliation antérieure du contrat de travail, durant le temps d'emploi, les livrets de congés de chacun de ses salariés.

4° remettre à chacun de ses salariés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail, son livret de congés.

L'employeur qui fournit à un salarié un livret de congés payés peut en déduire le coût du salaire de ce dernier.

g) *Obligations du salarié*: Tout salarié doit:

1° remettre sans délai son livret de congés à l'employeur qui l'engage au cours d'une période de prestations.

2° réclamer de l'employeur qui l'emploie, son livret de congés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail.

h) *Remboursement de la rémunération*: Tout salarié a le droit de réclamer de la Commission à la fin d'une période de prestations, le remboursement des timbres apposés dans son livret de congés pour telle période.

i) *Propriété du livret de congés payés*: Le livret de congés payés, bien qu'il puisse être en la possession de l'employeur, est la propriété du salarié; la créance qu'il constate est incessible.

j) *Convention interdite*: Est expressément interdite toute stipulation d'un contrat accordant à un salarié régi par le présent décret, des conditions moins avantageuses que celles fixées au présent article.

end of such period, only to the vacation credit hereinafter determined.

c) *Period during which vacation is to be given*: The employer must give the vacation to which an employee is entitled according to the present section during the first complete week of the month of August each year.

d) *Vacation credit*: The vacation credit to which an employee governed by the decree is entitled represents, for a vacation-with-pay credit period, a sum of money equivalent to the face value of the stamps affixed in his vacation-with-pay stamp book, for the said credit period.

e) *Affixing of Stamps*: Every employer, at the end of each regular pay period, must affix in his employee's vacation-with-pay stamp book, vacation-with-pay credit stamps in an amount equivalent to two per centum (2%) of the gross amount of such pay.

f) *Employer's obligations*: Every employer must:

1. obtain from the Commission a vacation-with-pay stamp book for each of his employees, before the beginning of a vacation-with-pay credit period;

2. require from every employee hired during a vacation-with-pay credit period, the remittance of his vacation-with-pay stamp book and, should he not possess such book, provide him with one;

3. keep each employee's vacation-with-pay stamp book till the end of the vacation-with-pay credit period or, during the time of employment, should the employee's labour contract be previously cancelled;

4. give back his vacation-with-pay stamp book to each one of his employees at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract.

The employer who provides his employee with a vacation-with-pay stamp book may deduct from the employee's wages the cost of such book.

g) *Employee's obligations*: Every employee must:

1. without delay, give back his vacation-with-pay stamp book to the employer who hires him during a vacation with pay period;

2. at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract claim his vacation-with-pay stamp book from the employer who hires him.

h) *Redemption of stamps*: Every employee at the end of a vacation-with-pay credit period, has the right to claim from the Commission the redemption of the stamps affixed for such period in his vacation-with-pay stamp book.

i) *Ownership of the vacation-with-pay, stamp book*: Though in the employer's hands, the vacation-with-pay stamp book belongs to the employee, and the credit shown therein is untransferable.

j) *Forbidden Agreement*: Any stipulation of a Labour Contract for the purpose of granting to an employee governed by the decree conditions less advantageous than those fixed in the present section is strictly forbidden.

CHAPITRE III

CHAPTER III

IX. *Dispositions particulières relatives au travail d'entretien*: Définitions: a) Le terme "salarié permanent" ou "préposé" à l'entretien désigne tout salarié qualifié ou non qualifié de l'industrie de la construction qui est engagé pour une période d'au moins six (6) mois pour l'entretien des hôtels, maisons de rapport, édifice à bureaux, immeubles

IX. *Special provisions concerning maintenance work*: Definition: a) The words "permanent employee" (maintenance man) mean any skilled tradesman or common worker of the construction industry employed for a minimum period of six (6) months for the maintenance of hotels, apartment houses, office buildings, buildings

ou ensemble de constructions utilisés comme établissements manufacturiers ou industriels, religieux, services publics, etc.

Le terme "entretien" désigne les réparations mineures assimilées aux réparations locatives prévues par le Code civil de la province de Québec, à tout ou partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble de constructions utilisées comme établissement manufacturier, industriel, religieux, édifices publics etc., pour maintenir l'édifice ou immeuble en bon état de conservation, réparations dont le coût, salaires et matériaux compris n'exède pas \$250.00. Ne sont pas considérés comme travail d'entretien: la nouvelle construction, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble de construction utilisées comme établissement manufacturier ou industriel etc. Les grosses réparations comme celles des gros murs, les poutres, les fondations, les murs de soutènement ainsi que tous les travaux à un édifice ou à un immeuble dus à la vétusté et qui ne sont pas des réparations mineures, telles que ci-haut décrites.

b) *Taux de salaires minima*: Les taux de salaires suivants doivent être payés:

	<i>Salaires hebdomadaires</i>	
	<i>Zones</i>	
	<i>I</i>	<i>II</i>
Ouvrier qualifié ou homme de métier.....	\$52.00	\$49.00
Ouvrier non qualifié ou journalier.....	47.00	44.00

c) La durée maximum hebdomadaire est de 48 heures sans limitation quotidienne.

d) Tout travail supplémentaire exécuté par des salariés permanents est rénuméré selon le tarif horaire déterminé pour chacun des métiers à l'article 5.

e) Les salariés permanents ne sont pas assujettis aux dispositions du présent décret pourvu qu'ils soient régis par une convention collective particulière ou par un autre décret déterminant leurs taux minima de salaires et autres conditions de travail.

f) Pour pouvoir se prévaloir des présentes dispositions, tout employeur et tout salarié doit être lié par une convention particulière de travail écrite pour une période d'au moins 6 mois, dont copie doit être transmise au Comité paritaire.

CHAPITRE IV

Apprentissage

X. a) Aucun apprenti ne peut commencer son apprentissage avant d'avoir au moins seize ans révolus ou après avoir dépassé trente ans. Le comité paritaire a le droit de déterminer la preuve d'âge de l'apprenti.

Cependant, il est permis à tout apprenti de terminer son apprentissage même s'il a dépassé l'âge de trente ans, pourvu que cet apprentissage ait été commencé avant sa trentième année, et terminé avant sa quarante-cinquième année.

b) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisée doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et au résultat de leurs examens.

c) Le nom de tout apprenti doit être inscrit dans un registre tenu par le comité paritaire.

d) Ledit registre doit mentionner le nom, prénom, l'âge et l'adresse de l'apprenti, il doit contenir aussi la date du commencement de l'apprentissage et la preuve de continuité de l'entraînement de l'apprenti, le nom et l'adresse de son

used as manufacturing or industrial establishments, religious, public services, etc.

The word "maintenance" means minor repairs such as tenant repairs stipulated in the Civil Code of the Province of Québec, made to any building or part thereof or group of buildings used as a manufacturing or industrial establishment, religious, public services, etc., for the upkeep or maintenance of such building, repairs the cost of which does not exceed \$250, including wages and materials.

However, the following are not considered as maintenance work: new construction, reconstruction or re-installation of part of a building or group of buildings used as manufacturing or industrial establishments, etc. Important repairs, such as those made to big walls, joists, foundations, sustaining walls and all operations performed on a building because of decay and which are not minor repairs, as above described.

b) *Minimum wage rates*: The following shall be the minimum wage rates:

	<i>Weekly wages</i>	
	<i>Zones</i>	
	<i>I</i>	<i>II</i>
Skilled worker.....	\$52.00	\$49.00
Common worker.....	47.00	44.00

c) The maximum duration of labour shall be of forty-eight (48) hours without any daily limitation.

d) Overtime work performed by maintenance men is paid according to the hourly rate specified for each one of the trades mentioned in section 5.

e) Permanent employees (maintenance men) are not governed by the decree so long as they are governed by another decree or by a private collective labour agreement that determines their minimum rates of wages and other working conditions.

f) To avail himself of the present provisions, every employer and employee must be bound by a private labour agreement, in writing, for a period of at least six (6) months, copy of which to be filed with the Parity Committee.

CHAPTER IV

Apprenticeship

X. a) No apprentice shall begin his apprenticeship before sixteen (16) years or after thirty (30) years of age. The Parity Committee shall have the right to require the proof of the age of the apprentice.

However, any apprentice is allowed to complete his apprenticeship, even if he is over thirty (30) years of age, provided that such apprenticeship was begun before his thirtieth year and terminated before his forty-fifth year.

b) Apprentices who have attended a school governed by the Specialized Schools Act shall receive a credit in proportion to the duration of their studies and to the result of their examinations.

c) The name of every apprentice shall be entered in a register kept by the Parity Committee.

d) In such register shall be mentioned the name, age and address of the apprentice, Shall also be stated, the date on which the apprentice began his apprenticeship and the proof of continuity of the training of the apprentice, the

premier employeur et de tous les employeurs successifs jusqu'à la fin de la période d'apprentissage.

e) Le Comité paritaire fournit à chaque apprenti un carnet d'apprentissage dans lequel doivent être indiquées les dates de commencement et de cessation du service de l'apprenti pour chacun des employeurs où il fait son apprentissage.

f) Tous les apprentis doivent se présenter au bureau du Comité paritaire une fois par année pour fins de vérification de leur carnet d'apprentissage.

g) Aucun employeur ne peut employer plus d'un apprenti par cinq compagnons ou fraction de ce nombre, sur un chantier déterminé.

Toutefois, il peut y avoir un apprenti pour chaque compagnon électricien, plombier, ferblantier, mécanicien en tuyauterie et poseur de linoléum, de caoutchouc, de tuiles, et un apprenti pour trois compagnons ou fraction de ce nombre dans les métiers de briqueteurs, plâtrier, maçon, charpentier-menuisier, et peintre.

h) Aucun employeur ou employeur professionnel ne peut faire travailler un apprenti seul et un apprenti ne peut travailler à l'exécution de travaux de métier seul, il doit toujours être accompagné d'un ouvrier compagnon de son métier.

i) L'employeur doit aviser immédiatement le Comité Paritaire de l'entrée en apprentissage d'un salarié.

j) L'apprentissage comporte quatre années de travail du métier sous la surveillance d'un ouvrier qualifié. L'année de travail pour fins d'apprentissage est d'au moins dix mois par année à compter de la date du début de l'apprentissage. Dans le cas des poseurs de pré-lard-tuile, asphalte ou autres couvre-planchers et couvre-murs de même composition, la période d'apprentissage sera de 2 ans, ainsi que pour les métiers se rapportant au fer structural.

k) Aucun contrat d'apprentissage ne sera reconnu valide à moins qu'il ne soit conforme aux dispositions du décret.

l) Aucune disposition régissant l'apprentissage ne s'applique aux métiers dont l'apprentissage et la qualification sont réglementées par une Loi de la province.

name and address of his first employer and of every other employer until the end of the period of apprenticeship.

e) The Parity Committee shall furnish each apprentice with an apprenticeship booklet in which the dates of beginning and ceasing of employment of the apprentice shall be registered by each one of the employers where he makes his apprenticeship.

f) All apprentices must have their apprenticeship booklet revised once a year at the office of the Parity Committee.

g) No employer has the right to employ more than one (1) apprentice to each five (5) journeymen or fraction thereof, on any job.

However, there may be one apprentice for each journeyman in the trades of electrician, plumber, tinsmith, pipe mechanic and linoleum, rubber and tile layer; and one apprentice to each three (3) journeymen in the trades of bricklayer, plasterer, mason, carpenter-joiner and painter.

h) No employer or professional employer may put an apprentice to work alone and an apprentice shall not work alone at the execution of trade work; the apprentice must always be under the supervision of a journeyman in his trade.

i) The employer shall notify the Parity Committee as soon as he employs an apprentice who begins his apprenticeship.

j) The apprenticeship period consists of four (4) years of trade work under the supervision of a qualified tradesman. The year of work for apprenticeship purposes shall consist of at least ten (10) months per year, as and from the date of the beginning of the apprenticeship.

However, the apprenticeship period shall be of two (2) years in the case of structural steel trades and of linoleum, tile, asphalt, or other floor or wall coverings of the same composition, layers.

k) No apprenticeship contract shall be accepted as valid unless it be in conformity with the provisions of the decree.

l) No provisions governing apprenticeship shall apply to the trades whose apprenticeship and competency are subject to an Act of this Province.

CHAPITRE V

Dispositions générales

XI. Est expressément interdite toute stipulation d'un contrat accordant à un salarié régi par le décret, des conditions moins avantageuses que celles fixées par le décret.

XII. Les règles et dispositions du décret s'interprètent les unes par les autres et de manière à leur donner tout l'effet requis.

XIII. Le décret n'affecte aucunement les droits acquis par les salariés et les réclamations intentées par le Comité Paritaire en vertu de décrets antérieurs.

XIV. Le décret abroge le décret numéro 2678 du 11 juillet 1940 et tous ses amendements.

XV. Lors de la ratification de la présente convention, le comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par la présente convention, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du nouveau décret jusqu'à la formation d'un nouveau comité. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit Comité.

Il assume également toutes les dettes de l'ancien Comité, en vertu du décret antérieur.

CHAPTER V

General provisions

XI. Any stipulation of a labour contract for the purpose of granting to an employee governed by the decree conditions less advantageous than those hereby determined is forbidden.

XII. The rules and provisions of the decree are interpreted one by the other giving to each their entire meaning.

XIII. The decree does not affect in any way the rights acquired by the employees and the claims of the Parity Committee under the said previous decree.

XIV. The decree shall repeal Decree number 2678 of July 11, 1940 and all its amendments.

XV. At the time of the ratification of the present agreement, the existing Parity Committee formed to ensure the enforcement of the previous decree in the territorial jurisdiction determined by the decree, shall remain in office and administer the present decree until a new committee be formed.

Such new committee succeeds to the former committee and is vested with all the assets and rights of the said committee; it also assumes all the liabilities of the former committee, in virtue of the said previous decree.

XVI. *Durée du décret*: Le décret demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1957. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante jours ni de moins de trente jours avant le 30 avril de l'année 1957 ou de toute année subséquente.

Les amendements au décret doivent être présentés avant le premier janvier de chaque année et les négociations devront se compléter dans le mois de janvier, sauf s'il y a recours à la conciliation.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 25 juin 1955.

40163-0

XVI. *Duration of the decree*: The decree shall remain in force until April 30, 1957. It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) day to the thirtieth (30th) day before April 30th of the year 1957 or of any subsequent year.

All amendments to the decree shall be submitted before the 1st day of January of each year and negotiations should be completed in the month of January, except if conciliation becomes necessary.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, June 25, 1955.

40163-0

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDAT À L'ADMISSION À L'ÉTUDE — CANDIDATE TO THE ADMISSION FOR STUDY
Juin 1955 — June 1955

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Boyer de la Giroday	Jean	26	Pointe-Claire, P. Q.

Montréal, le 16 juin 1955. — Montreal, June 16th, 1955.

40180-0

Le Secrétaire.

GÉRARD LAGANIERE,
Secretary.

Ministère des Finances Assurances

Department of Finance Insurance

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION

Attendu que "Baloise Fire Insurance Company Limited", dont le siège social est situé à Bâle, Suisse, a réassuré toutes ses affaires au Canada auprès de "Baloise Fire Insurance Company of Canada", dont le siège social est situé à Toronto, Ontario, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre les deux corporations le 17 janvier 1955, et qui a pris effet rétroactivement au 1er janvier 1955;

Attendu que ladite "Baloise Fire Insurance Company Limited" s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et l'enregistrement de "Baloise Fire Insurance Company Limited", ont été annulés à compter du 6 juin 1955.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 9 juin 1955.

Pour le Ministre des finances
de la Province,

GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

40112-24-2-0

Whereas "Baloise Fire Insurance Company Limited", whose head office is situate in Basle, Switzerland, has reinsured all its business in Canada with "Baloise Fire Insurance Company of Canada", whose head office is situate in Toronto, Ontario pursuant to a reinsurance contract entered into by the two corporations on the 17th of January 1955, and which has taken effect retroactively on the 1st of January 1955;

Whereas the said "Baloise Fire Insurance Company Limited" has complied with all the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Therefore, notice is hereby given that the license and registration of "Baloise Fire Insurance Company Limited" have been cancelled as from the 6th of June 1955.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, this 9th of June 1955.

For the Minister of Finance
of this Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

40112-24-2-0

Nomination

Appointment

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

RETURNING-OFFICER

Il a plu à son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Roberval.....	Cimon, Thomas-Xavier (1).....	Notaire — Notary.....	Roberval.

(1) En remplacement de M. Antoine Tremblay.— In place of Mr. Antoine Tremblay.

Québec, le 17 juin 1955.

Quebec, June 17th, 1955.

40162-o Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.

40162-o FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

Sièges sociaux

Head Offices

(P.G. 50496-53)

(A.G. 50496-53)

EXTRAIT DES MINUTES DE
CHAMPEAU FRÈRES LTÉE.

EXTRACT OF MINUTES OF
CHAMPEAU FRÈRES LTÉE.

Sur motion dûment proposée et secondée, il a été décidé à l'unanimité de décréter le suivant comme un règlement de la compagnie:

On motion duly moved and seconded it was unanimously decided to enact as a by-law of the company the following:

Que le siège social de la compagnie soit, par les présentes, transporté de la cité de Verdun à la cité de Montréal.

That the head office of the company be hereby changed from the city of Verdun to the city of Montreal.

Vraie copie certifiée du règlement passé à l'assemblée des directeurs tenue le 30 mai 1955, et ratifié à l'unanimité par tous les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale tenue le 30 mai 1955.

Certified true copy of by-law passed at meeting the directors held May 30th, 1955 and unanimously ratified by all the shareholders of the company at a special general meeting held May 30th, 1955.

(Sceau) Le Président,
JACQUES CHAMPEAU.
Le Secrétaire,
ALEXANDER I. POPLIGER.

(Seal) JACQUES CHAMPEAU,
President.
ALEXANDER I. POPLIGER,
Secretary.

ARROW PLATING & MFG. LTD.

ARROW PLATING & MFG. LTD.

Avis de situation du siège social

Notice of address of head office

Avis est donné que la compagnie "Arrow Plating & Mfg. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du trois août 1953, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau au No 1451 rue Préfontaine.

Notice is hereby given that "Arrow Plating & Mfg. Ltd.", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies' Act on the third day of August, 1953, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at No. 1451 Préfontaine Street.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Daté à Montréal, ce 13e jour de juin 1955.

Dated at Montreal this 13th day of June, 1955.

40178 L'Officier autorisé,
JOSEPH CARRIÈRE.

40178-o JOSEPH CARRIÈRE,
Authorized Officer.

Canada, Province de Québec,
District de Québec

Canada — Province of Quebec,
District of Quebec

Avis de situation du siège social de "Culligan Soft Water Service (Quebec) Inc."

Notice of the situation of the head office of "Culligan Soft Water Service (Quebec) Inc."

Avis est donné que la compagnie "Culligan Soft Water Service (Quebec) Inc.", constituée

Notice is hereby given that "Culligan Soft Water Service (Quebec) Inc.", a company incor-

en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec 1941, et émises en date du 21^e jour de juin 1954, et ayant son siège social en la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 633 ouest, rue St-Vallier.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, ce 14^e jour de juin 1955.

Le Président,

40174 (S) JULES R. MARTINEAU.

porated by letters patent under the Quebec Companies' Act, 1941, and issued under date of the 21st day of June, 1954, and having its head office in the city of Québec, has established its office at number 633, St. Vallier Street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Québec, this 14th day of June, 1955.

(S) JULES R. MARTINEAU,

40174-0 President.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
POUR LA MUNICIPALITÉ DE
ST-AMBROISE-DE-LA-JEUNE-LORETTE
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par la soussignée, Mme Marie-Jeanne Gariépy, secrétaire-trésorière, 19 Blvd Bastien-Est, St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, (Québec) jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 12 juillet 1955, pour l'achat de \$77,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec, datées du 1^{er} juin 1955 et remboursables par séries du 1^{er} juin 1956 au 1^{er} juin 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1^{er} juin et 1^{er} décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 7 mai 1955, telle que modifiée — Construction d'une école dans l'arrondissement de l'Ormière et dépenses incidentes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1^{er} août 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$77,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1 ^{er} juin 1956.....	x \$15,500.00
1 ^{er} juin 1957.....	x 16,000.00
1 ^{er} juin 1958.....	1,500.00
1 ^{er} juin 1959.....	2,000.00
1 ^{er} juin 1960.....	2,000.00
1 ^{er} juin 1961.....	2,000.00
1 ^{er} juin 1962.....	2,000.00
1 ^{er} juin 1963.....	2,000.00
1 ^{er} juin 1964.....	2,000.00
1 ^{er} juin 1965.....	2,500.00
1 ^{er} juin 1966.....	2,500.00
1 ^{er} juin 1967.....	2,500.00
1 ^{er} juin 1968.....	2,500.00
1 ^{er} juin 1969.....	2,500.00
1 ^{er} juin 1970.....	3,000.00
1 ^{er} juin 1971.....	3,000.00
1 ^{er} juin 1972.....	3,000.00
1 ^{er} juin 1973.....	3,500.00
1 ^{er} juin 1974.....	3,500.00
1 ^{er} juin 1975.....	3,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$30,400, accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de \$15,200, chacun, en 1956 et en 1957, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY OF
ST. AMBROISE-DE-LA-JEUNE-LORETTE
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs. Marie-Jeanne Gariépy, Secretary-Treasurer, 19 Bastien Blvd., East, St. Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, (Quebec) until 8 o'clock p.m., Tuesday, July 12th, 1955, for the purchase of an issue of \$77,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of St. Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, county of Quebec, dated June 1st, 1955 and redeemable serially from June 1st, 1956 to June 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st, and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated May 7th, 1955, as modified — Erection of a school in l'Ormière ward and incidental expenditures.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from August 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$77,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1956.....	x \$15,500.00
June 1st, 1957.....	x 16,000.00
June 1st, 1958.....	1,500.00
June 1st, 1959.....	2,000.00
June 1st, 1960.....	2,000.00
June 1st, 1961.....	2,000.00
June 1st, 1962.....	2,000.00
June 1st, 1963.....	2,000.00
June 1st, 1964.....	2,000.00
June 1st, 1965.....	2,500.00
June 1st, 1966.....	2,500.00
June 1st, 1967.....	2,500.00
June 1st, 1968.....	2,500.00
June 1st, 1969.....	2,500.00
June 1st, 1970.....	3,000.00
June 1st, 1971.....	3,000.00
June 1st, 1972.....	3,000.00
June 1st, 1973.....	3,500.00
June 1st, 1974.....	3,500.00
June 1st, 1975.....	3,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$30,400 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$15,200 each, in 1956 and 1957 shall be received and applied to the service of the said loan.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville, comté de Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 12 juillet 1955, à 8 heures p.m., au bureau de la secrétaire-trésorière, rue Racine, en face de la Banque Canadienne Nationale, Loretteville, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, (Comté de Québec), ce 21 juin 1955.

La Secrétaire-trésorière,

Mme MARIE-JEANNE GARIÉPY.

19 Blvd Bastien-Est,

St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette,

(Comté de Québec), P. Q.

40187-0

Province of Quebec

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN DES ÉCOLES
PROTESTANTES DE MONTRÉAL

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, T. Sommerville, secrétaire-trésorier, 3460 rue McTavish, Montréal, P.Q., jusqu'à 4 heures p.m., mardi 12 juillet 1955, pour l'achat de \$3,200,000.00 d'obligations du Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal, datées du 2 juillet 1955 et remboursables par séries du 2 juillet 1956 au 2 juillet 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux de 3% de 1956 à 1965 et 4% de 1966 à 1985 inclusivement par année payable semi-annuellement les 2 janvier et 2 juillet de chaque année.

Résolution d'emprunt datée du 24 mai 1955 — Construction du nouveau "High School" d'Outremont, rachat et remboursement d'obligations, etc.

Aux fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera effectué à compter du 1er août 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$3,200,000.00 —
30 ans

Année	Capital
2 juillet 1956.....	\$ 59,000.00
2 juillet 1957.....	62,000.00
2 juillet 1958.....	64,000.00
2 juillet 1959.....	66,000.00
2 juillet 1960.....	69,000.00
2 juillet 1961.....	71,000.00
2 juillet 1962.....	74,000.00
2 juillet 1963.....	77,000.00
2 juillet 1964.....	80,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Loretteville, county of Quebec.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, July 12th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, Racine Street opposite the Canadian National Bank, Loretteville, county of Quebec.

The school commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, (County of Quebec), this June 21st, 1955.

Mrs. MARIE-JEANNE GARIÉPY,

Secretary-Treasurer.

19 Bastien Blvd., East,

St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette,

(Quebec of County), P. Q.

40187

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL BOARD
OF GREATER MONTREAL

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned T. Sommerville, secretary-treasurer, 3460 McTavish Street, Montreal, P.Q., until 4 o'clock p.m., Tuesday, July 12th, 1955, for the purchase of an issue of \$3,200,000.00 of bonds of the Protestant School Board of Greater Montreal, dated July 2nd, 1955 and redeemable serially from July 2nd, 1956 to July 2nd, 1985 inclusively, with interest at a rate of 3% from 1956 to 1965 and 4% from 1966 to 1985 inclusively per annum, payable semi-annually on January 2nd and July 2nd of each year.

Loan resolution dated May 24th, 1955 — Construction of the new Outremont High School, redemption and refunding of bonds, etc.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from August 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$3,200,000.00 —
30 years

Year	Capital
July 2nd, 1956.....	\$ 59,000.00
July 2nd, 1957.....	62,000.00
July 2nd, 1958.....	64,000.00
July 2nd, 1959.....	66,000.00
July 2nd, 1960.....	69,000.00
July 2nd, 1961.....	71,000.00
July 2nd, 1962.....	74,000.00
July 2nd, 1963.....	77,000.00
July 2nd, 1964.....	80,000.00

2 juillet 1965.....	83,000.00	July 2nd, 1965.....	83,000.00
2 juillet 1966.....	86,000.00	July 2nd, 1966.....	86,000.00
2 juillet 1967.....	89,000.00	July 2nd, 1967.....	89,000.00
2 juillet 1968.....	93,000.00	July 2nd, 1968.....	93,000.00
2 juillet 1969.....	96,000.00	July 2nd, 1969.....	96,000.00
2 juillet 1970.....	100,000.00	July 2nd, 1970.....	100,000.00
2 juillet 1971.....	103,000.00	July 2nd, 1971.....	103,000.00
2 juillet 1972.....	107,000.00	July 2nd, 1972.....	107,000.00
2 juillet 1973.....	111,000.00	July 2nd, 1973.....	111,000.00
2 juillet 1974.....	115,000.00	July 2nd, 1974.....	115,000.00
2 juillet 1975.....	120,000.00	July 2nd, 1975.....	120,000.00
2 juillet 1976.....	124,000.00	July 2nd, 1976.....	124,000.00
2 juillet 1977.....	129,000.00	July 2nd, 1977.....	129,000.00
2 juillet 1978.....	134,000.00	July 2nd, 1978.....	134,000.00
2 juillet 1979.....	139,000.00	July 2nd, 1979.....	139,000.00
2 juillet 1980.....	144,000.00	July 2nd, 1980.....	144,000.00
2 juillet 1981.....	149,000.00	July 2nd, 1981.....	149,000.00
2 juillet 1982.....	155,000.00	July 2nd, 1982.....	155,000.00
2 juillet 1983.....	161,000.00	July 2nd, 1983.....	161,000.00
2 juillet 1984.....	167,000.00	July 2nd, 1984.....	167,000.00
2 juillet 1985.....	173,000.00	July 2nd, 1985.....	173,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes succursales au Canada des deux banques à charte dont les noms sont mentionnés dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance de la Commission scolaire protestante qui sera tenue mardi 12 juillet 1955 à 4 heures p.m., 3460 rue McTavish, Montréal, P.Q.

La Commission scolaire protestante se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal, ce 20 juin 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
T. SOMMERVILLE.

3460, rue McTavish,
Montréal, P.Q.

40186

Province de Québec

CITÉ DE JOLIETTE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raoul Jetté, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Joliette, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 11 juillet 1955, pour l'achat de \$725,000.00 d'obligations de la cité de Joliette, datées du 1er août 1955 et remboursables par séries du 1er août 1956 au 1er août 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1955.

Règlement d'emprunt N° 584 — \$25,000.00 — confection de service d'aqueduc et collecteurs d'é-

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at any branch in Canada of the two chartered banks mentioned in the loan procedure.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Protestant School Board to be held on Tuesday, July 12th, 1955, at 4 o'clock p.m., at 3460 McTavish Street, Montreal, P.Q.

The Protestant School Board does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Montreal, this 20th of June, 1955.

T. SOMMERVILLE,
Secretary-Treasurer.

3460 McTavish Street,
Montreal, P.Q.

40186-0

Province of Quebec

CITY OF JOLIETTE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raoul Jetté, secretary-treasurer, Town Hall, Joliette, until 8 o'clock p.m., Monday, July 11, 1955 for the purchase of an issue of \$725,000.00 of bonds of the City of Joliette, dated August 1st, 1955 and redeemable serially from August 1st, 1956 to August 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from August 1st, 1955.

Loan by-law No. 584 — \$25,000.00 — installation of a waterworks service and sewer collec-

gouts; Règlement d'emprunt N° 587 — \$700,000.00 — travaux d'améliorations et de réparations à l'usine de filtration.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$725,000.00 — 15 ans

Année	Capital
1er août 1956	\$11,000.00
1er août 1957	11,500.00
1er août 1958	12,000.00
1er août 1959	12,500.00
1er août 1960	13,000.00
1er août 1961	14,000.00
1er août 1962	15,000.00
1er août 1963	16,000.00
1er août 1964	16,500.00
1er août 1965	17,500.00
1er août 1966	18,000.00
1er août 1967	19,000.00
1er août 1968	20,000.00
1er août 1969	21,000.00
1er août 1970	508,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Joliette.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau de cette même banque à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 11 juillet 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Joliette.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Joliette, ce 21 juin 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
RAOUL JETTÉ.

Hôtel de Ville,
Joliette, P.Q.

40185-0

tion system; Loan by-law No. 587 — \$700,000.00 — improvements made to, and the repair work done on filtration plant.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$725,000.00 — 15 years

Year	Capital
August 1st, 1956	\$11,000.00
August 1st, 1957	11,500.00
August 1st, 1958	12,000.00
August 1st, 1959	12,500.00
August 1st, 1960	13,000.00
August 1st, 1961	14,000.00
August 1st, 1962	15,000.00
August 1st, 1963	16,000.00
August 1st, 1964	16,500.00
August 1st, 1965	17,500.00
August 1st, 1966	18,000.00
August 1st, 1967	19,000.00
August 1st, 1968	20,000.00
August 1st, 1969	21,000.00
August 1st, 1970	508,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Joliette.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the office of the same bank at Toronto.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, July 11, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of Joliette.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Joliette, June 21, 1955.

RAOUL JETTÉ,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
Joliette, P.Q.

40185

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Québec, N° 5182F, Cour Supérieure (En matière de faillite).

Dans l'affaire de l'actif de Ludger Therriault, entrepreneur, 68 rue Puyjalon, Hauterive, Co. Saguenay, Qué., débiteur.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que mardi le 26 juillet 1955 à 11 heures a.m. sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la Ville de Hauterive, comté de Saguenay, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

"A" La subdivision quarante-cinq du lot originaire bloc sept (Bloc 7-45) aux plan et livre

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, No. 5182F, Superior Court (Sitting in Bankruptcy).

In the matter of the assets of Ludger Therriault, Contractor, 68 Puyjalon, Hauterive, Co. Saguenay, Quebec, Debtor.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that TUESDAY, the TWENTY-SIXTH day of JULY, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon shall be sold by public auction, at the church door of the town of Hauterive, County of Saguenay, the immoveable hereinafter described, to wit:

"A" Subdivision forty-five of the original block seven (Block 7-45) on the official plan and

de renvoi du cadastre officiel du canton Lafèche, comté de Saguenay, ville de Hauterive, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-haut décrit sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et répartition d'église qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux syndics soussignés, 111 Côte de la Montagne, Québec.

Cette vente est faite conformément aux Articles 716, 717 et 719 A du code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Sheriff et conformément à un jugement rendu par Me Robert Côté, C.R. Régistrare des faillites.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, le 17 juin 1955.

Les Syndics,
Bureaux: LEFAIVRE, MARMETTE &
111, Côte de la Montagne, LEFAIVRE.
Québec. 40176-25-2-o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 16 (1955). "En matière de faillite". Dans l'affaire de la faillite de: P. E. Authier Co. Ltée, Val d'Or, P.Q., débitrice, & Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Des lots de terre situés à Val d'Or, connus et désignés comme étant les lots numéros deux cent trente-six, deux cent trente-sept, deux cent trente-huit, deux cent trente-neuf, deux cent quarante et deux cent quarante et un, de la subdivision du lot originaire numéro quatorze (14-236, 237, 238, 239, 240 et 241) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Bourlamaque, avec bâtisses dessus érigées.

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, (En faillite) rendu le 10 juin 1955, à l'enchère publique suivant la loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret à la porte de l'Église paroissiale, Notre-Dame du Rosaire de Fatima, à Val d'Or, VENDREDI LE VINGT-NEUVIÈME jour du mois de JUILLET 1955, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée de l'est.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges d'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, le 16 Juin 1955.

Le Syndic,
Bureau de: CLAUDE PERRAS.
Perras & Perras, syndics,
4 Notre-Dame, est,
Montréal. 40175-25-2-o

Ventes par licitation

Avis est donné, qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Sherbrooke, dans le district de St-François, le 3ème jour de juin 1955, dans une cause dans laquelle Dame Juliette Leblanc, épouse de Samuel Aubé, et ledit Samuel Aubé, pour autoriser et assister son épouse à ester en justice aux fins des présentes, tous deux

in the book of reference of the township of Lafèche, county of Saguenay, town of Hauterive, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The above immovable shall be sold to the highest and last bidder, including rents and distribution of church assessments which may exist.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the undersigned trustees.

This sale is made in conformity with articles 716, 717 and 719 A of C.C.P., and also section 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale will have the effect of a sale by Sheriff and in conformity with a judgment rendered by Me Robert Côté, Q.C., Registrar for bankruptcies.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, June 17, 1955.

LEFAIVRE, MARMETTE &
Offices: LEFAIVRE,
111, Mountain Hill, Trustees.
Quebec. 40176-25-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 16 (1955). "Sitting in Bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: P. E. Authier Co. Ltée, Val d'Or, P.Q., debtor & Claude Perras trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

Désignation: Lots of land situate at Val d'Or, known and designated as being lots numbers two hundred and thirty-six, two hundred and thirty-seven, two hundred and thirty-eight, two hundred and thirty-nine, two hundred and forty and two hundred and forty-one, of the subdivision of the original lot number fourteen (14-236, 237, 238, 239, 240 and 241) on the official plan and in the book of reference for the township of Bourlamaque, with buildings thereon erected.

Shall be sold, in accordance with a judgment of the Superior Court for the District of Montreal, (Sitting in Bankruptcy) rendered June 10, 1955, by public auction according to law, the said sale to have the effect of a sale by Sheriff, at the parochial church door Notre-Dame du Rosaire de Fatima, at Val d'Or, FRIDAY, JULY TWENTY-NINTH, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon, Eastern Daylight Saving Time.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the buyer shall pay Government rights of 2½% according to the law.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, June 16, 1955.

CLAUDE PERRAS,
Office of: Trustee.
Perras & Perras, trustees,
4 Notre-Dame Street, East,
Montreal, P.Q. 40175-25-2

Sales by Licitiation

Notice is hereby given that according to a Judgment of the Superior Court sitting in Sherbrooke, in the district of St. Francis, on June 3rd 1955, in a case in which Dame Juliette LeBlanc, wife of Samuel Aubé and the said Samuel Aubé being party in the case to authorize and assist his wife "à ester en Justice" both of the city

de la cité de Sherbrooke, district de St-François et Dame Franciella Boisvert épouse de Ernest Boisvert et ledit Ernest Boisvert, pour assister et autoriser son épouse à ester en justice aux fins des présentes, tous deux de la cité de Sherbrooke, district de St-François, sont demandereses, ordonnant la licitation du certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Ce certain morceau de terre connu et désigné comme étant les soixante pieds ouest au sud-ouest du lot numéro quatre-vingt-onze (91) sur le plan de subdivision du lot numéro quinze cent trente-neuf (1539) sur les plan et livre de renvoi officiels pour le quartier sud de la cité de Sherbrooke, et borné comme suit: En front au sud-est par la rue Drummond, au sud-ouest par le lot numéro quatre-vingt-douze (92) de ladite subdivision, au nord par une partie du lot 1539, au nord-est par le résidu dudit lot numéro quatre-vingt-onze (91) avec bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGTIÈME jour de JUILLET 1955, à ONZE heures de l'avant-midi heure avancée (11 hrs a.m.) au bureau du Protonotaire au Palais de Justice, en la cité de Sherbrooke, sujet au charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier de charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour: et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposé dans les six jours après adjudication: et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Sherbrooke, 10 juin 1955.

Le Protonotaire de la Cour Supérieure,
40113-24-2-o ALBERT DÉSILETS.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 347,374, Dame Fernande Desmarchais et vir, demandeurs, vs David Desmarchais et al., défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'Honorable Juge Stuart B. Ralston, le 25 avril 1955, dans une cause dans laquelle Dame Fernande Desmarchais, épouse commune en biens de Romuald Dubuc, domicilié et résidant au numéro 4027 de la rue Mentana, dans les cité et district de Montréal, et ce dernier, partie aux présentes, tant personnellement que comme chef de la communauté, et pour autoriser sadite épouse et l'y assister, en autant que besoin est, sont demandeurs, et David Desmarchais, personnellement, des cité et district de Montréal, et David Desmarchais, susdit, en sa qualité d'exécuteur testamentaire; Berthe Desmarchais, épouse commune en biens de Zénon Nadon, et de ce dernier, partie aux présentes, tant personnellement que comme chef de la communauté, et pour autoriser sadite épouse et l'y assister, en autant que besoin est, des cité et district de Montréal, et Berthe Desmarchais, susdite, en sa qualité d'exécutrice testamentaire; Simonne Desmarchais, épouse commune en biens de Armand Meilleur

of Sherbrooke, district of St. Francis, and Dame Franciella Boisvert wife of Ernest Boisvert and the said Ernest Boisvert being party in the case to authorize his wife "à ester en justice" both of the city of Sherbrooke, said district, are plaintiffs, the licitation of a certain immoveable described as follows, has been ordered, to wit:

That certain piece of land known and designated as being the sixty feet west to the south-west of the lot number ninety-one (91) on the plan of subdivision N° fifteen hundred and thirty-nine (1539) on the official book of reference for the south ward of the city of Sherbrooke, with buildings thereon erected: bounded in front to the south-east by the Drummond Street, to the south-west by the lot No. 92 of the same subdivision to the north by a part of lot No. 1539, to the north-east by the "residue" of said lot No. 91.

The immoveable herein above described will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTIETH day of JULY 1955, at ELEVEN o'clock of the forenoon, advanced time, in the office of the Prothonotary of the superior Court, in Sherbrooke according to the charges, clauses and conditions specified in the list of charges filed at the Prothonotary's office of the said Court and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw made to the said licitation, shall be filed at the Prothonotary's office of the said Court, at least twelve days before the day fixed for the sale and adjudication and that any opposition for payment shall be filed within six days after the sale; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays prescribed by the present notice, the said parties shall be foreclosed as of right, so to do.

Sherbrooke, June 10th, 1955.

ALBERT DÉSILETS,
40113-24-2-o Prothonotary of the Superior Court.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 347,374, Dame Fernande Desmarchais et vir, Plaintiffs, vs David Desmarchais et al., defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a Judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, on April 25th 1955, in a case in which Dame Fernande Desmarchais, wife common as to property of Romuald Dubuc, and residing at 4027 Mentana Street, in the city and district of Montreal, and the latter, being party in the case, both personally and as head of the community, and to authorize his said wife and to assist her, as need be, are plaintiffs, and David Desmarchais, personally, of the city and district of Montreal, and David Desmarchais, above-named, in his capacity as executor; Berthe Desmarchais, wife common as to property of Zénon Nadon, and the latter, being party in the case, both personally and as head of the community, and to authorize his said wife and to assist her, as need be, of the city and district of Montreal, and Berthe Desmarchais, above-named, in her capacity as executrix; Simonne Desmarchais, wife common as to property of Armand Meilleur (alias Jos. Best) and the latter, being party in the case, both personally and as head of the community, and

(alias Jos. Best) et ce dernier, partie aux présentes, tant personnellement que comme chef de la communauté, et pour autoriser sadite épouse et l'y assister, en autant que besoin est, de Buffalo, État de New York, un des États-Unis d'Amérique; Antonine Desmarchais, épouse commune en biens de Hormidas Sinotte, et ce dernier, partie aux présentes, tant personnellement que comme chef de la communauté et pour autoriser sadite épouse et l'y assister, en autant que besoin est, des cité et district de Montréal; Clairette Desmarchais, épouse judiciairement séparée de biens de Alfred Hillman, et ce dernier, partie aux présentes, et pour autoriser sadite épouse et l'y assister, en autant que besoin est, des cité et district de Montréal; Marcel Desmarchais, des cité et district de Montréal; Jacqueline Desmarchais, épouse contractuellement séparée de biens de Albert Drolet, et ledit Albert Drolet, pour autoriser son épouse aux fins des présentes et l'y assister, en autant que besoin est, des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé en la ville de Notre-Dame des Neiges, faisant partie du terrain portant le numéro vingt-cinq (Pt. 25) sur le plan et au livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte des Neiges, contenant quarante-sept pieds de front par cent trente-quatre pieds de profondeur dans sa ligne sud-est et cent trente et un pieds et deux pouces de profondeur dans sa ligne nord-ouest, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et étant borné: au côté sud-ouest par une rue étant la subdivision numéro cinquante-deux dudit lot numéro vingt-cinq, sur ledit plan; au côté nord-est par une autre partie dudit lot numéro vingt-cinq sur ledit plan, appartenant à James Swail ou ses représentants; au nord-ouest par un emplacement faisant partie dudit numéro vingt-cinq, occupé par Napoléon Groulx ou ses représentants, et au côté sud-est par le lot numéro dix desdits plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte des Neiges et appartenant à l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame de Montréal, avec les bâtisses dessus construites portant le numéro civique 5105 avec Decelles.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SIX JUILLET 1955, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, dans la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice à Montréal, Cour tenante, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charges, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forecloses de droit de le faire.

Un dépôt de \$1,200.00 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 21 juin 1955.

Le Procureur des demandeurs,
40177-25-2-o YVAN MERCURE.

to authorize his said wife and to assist her, as need be, of Buffalo, in the State of New York, one of the United States of America; Antonine Desmarchais, wife common as to property of Hormidas Sinotte, and the latter, being party in the case, both personally and as head of the community, and to authorize his said wife and to assist her, as need be, of the city and district of Montreal; Clairette Desmarchais, wife judicially separated as to property of Alfred Hillman, and the latter, being party in the case, and to authorize his said wife and to assist her, as need be, of the city and district of Montreal; Marcel Desmarchais, of the city and district of Montreal; Jacqueline Desmarchais, wife separated as to property by marriage contract of Albert Drolet, and the said Albert Drolet, to authorize his said wife to these presents and to assist her, as need be, of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the immoveable described as follows:

An emplacement situated in the town of Notre-Dame des Neiges, forming part of a land known as number twenty-five (Pt. 25) on the official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte des Neiges, containing forty-seven feet in front by one hundred and thirty-four feet in depth in its south-east line and one hundred and thirty-one feet and two inches in depth in its north-west line, all English measure and more or less, and being bounded: on the south-west side by a street being sub-division number fifty-two of said lot number twenty-five, on the said plan; on the north-east side by another part of said lot number twenty-five on the said plan, belonging to James Swail or his representatives; on the north-west by an emplacement forming part of said number twenty-five, occupied by Napoléon Groulx or his representatives, and on the south-east side by lot number ten of said official plan and book of reference of the incorporated Village of Côte des Neiges and belonging to the Oeuvre et Fabrique of the Parish of Notre-Dame de Montreal, with the buildings thereon erected and bearing civic number 5105 of Decelles Avenue.

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-SIXTH of JULY 1955, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Court Room No. 31 in the Court House of Montreal, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of \$1,200.00 shall be exacted from each and every bidder.

Montreal, 21st June 1955.

YVAN MERCURE,
40177-25-2-o Attorney for Plaintiffs.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, N° 9428 { J. E. LAINESSE, commer-
cant de bois de La Sarre,
district d'Abitibi: demandeur,
vs NÉRÉ BOUTET, de Palmarolle, district d'A-
bitibi, défendeur.

AVIS DE VENTE

Le lot connu et désigné au cadastre officiel comme étant le numéro trois (3) du bloc quatre (4) du village de Palmarolle, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Palmarolle, le JEUDI SEPT JUILLET 1955, à DEUX heures de l'après-midi, (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos, 28 mai 1955. 40028-22-2-o

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, N° V-2849 { RAOUL RICHARD, mi-
neur de Sullivan, dis-
trict d'Abitibi; saisissant, ER-
NEST BOULERICE, mineur de Sullivan, dis-
trict d'Abitibi; saisi.

AVIS DE VENTE

Une maison située sur le côté nord est de la rue Vallière a environ 600 pieds de la route nationale de Val d'Or, Malartic et environ 1 mille à l'ouest de Val d'Or.

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame de Fatima de Val d'Or, le VENDREDI, HUIT JUILLET 1955 à ONZE heures de l'avant-midi, (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos, ce 30 mai 1955. 40029-22-2-o

BEAUHARNOIS

Province de Québec — District de Beauharnois

Cour Supérieure, N° 1313 { HÔPITAL STE-AGNÈS
ENREGISTRÉ, des cité
et district de Montréal, de-
mandeur, vs PAUL E. DESGROSSEILLIERS,
de rang Ste-Marguerite, Châteauguay, district
de Beauharnois, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Une partie du lot numéro 177, de St-Joachim de Châteauguay, mesurant 50 pieds de largeur, et 100 pieds de longueur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par le chemin public de la Côte Ste-Marguerite, en arrière par une autre partie dudit lot numéro 177, appartenant à Wilbrod Desgrosseilliers, au nord-est, par le numéro 176, au sud-ouest, par l'immeuble vendu à Gérard Desgrosseilliers, le tout avec les bâtisses y dessus érigées."

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, N° 9428 { J. E. LAINESSE, dealer in
wood of La Sarre, Dis-
trict of Abitibi: plaintiff, vs
NÉRÉ BOUTET, of Palmarolle, District of
Abitibi, defendant.

NOTICE OF SALE

Lot known and designated on the Official Cadastre as being number three (3) of block four (4) of the village of Palmarolle, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Palmarolle, on THURSDAY, JULY SEVENTH, 1955, at TWO o'clock in the afternoon, (Daylight Saving Time).

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, May 28th, 1955. 40028-22-2

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, N° V-2849 { RAOUL RICHARD, miner
of Sullivan, District of
Abitibi, seizing creditor, ER-
NEST BOULERICE, miner of Sullivan, Dis-
trict of Abitibi, seized.

NOTICE OF SALE

A house situate on the northeast side of Vallière Street, at about 600 feet from the national highway of Val d'Or Malartic, and about 1 mile west of Val d'Or.

To be sold at the church door of Notre-Dame of Fatima of Val d'Or, on FRIDAY, JULY EIGHTH, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, May 30th, 1955. 40029-22-2

BEAUHARNOIS

Province of Quebec — District of Beauharnois

Superior Court, N° 1313 { HÔPITAL STE-AGNÈS
ENREGISTRÉ, of the
city and district of Montreal,
plaintiff, vs PAUL E. DESGROSSEILLIERS,
of range Ste-Marguerite, Châteauguay, district
of Beauharnois, defendant.

As belonging to the defendant.

"A part of lot number 177, of St. Joachim of Châteauguay, measuring 50 feet in width and 100 feet in length, English measure, more or less, bounded in front by the public highway, by St. Margaret's Hill, in rear by another part of the said lot number 177, belonging to Wilbrod Desgrosseilliers, on the northeast by number 176, on the southwest, by the immoveable sold to Gérard Desgrosseilliers, the whole with buildings thereon erected."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Joachim de Châteauguay, le MERCREDI le SIXIÈME jour de JUILLET 1955, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, **ERNEST POIRIER**,
Salaberry de Valleyfield, P.Q.,
ce 30 mai 1955. 40020-22-2-o

CHICOUTIMI

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, N° 19,399. **LA CAISSE POPULAIRE DE BAGOTVILLE**, société coopérative régie par la Loi coopérative de Québec, corps légalement constitué ayant son siège social, rue Albert Bagotville, district de Chicoutimi, demandeur; vs JEAN-YVES JEAN, papetier, domicilié au rang Saint-Anicet, Bagotville, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur:

"Un terrain ou emplacement de forme irrégulière, mesurant quatre-vingt-six pieds de front, cent pieds de largeur, en arrière, quatre-vingt-six pieds de profondeur dans son côté est et soixante-sept pieds de profondeur dans son côté ouest, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent vingt-neuf (partie N° 529), au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alphonse, borné comme suit: En front à l'ancien chemin qui passait à cet endroit, en arrière ainsi que du côté ouest à la balance de ce lot restant à M. Riverin, et du côté est, au terrain de M. Louis-Joseph Jean, avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Tel que le tout est actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées. Avec droit pour le propriétaire dudit terrain de passer sur le terrain de M. Henri Riverin pour communiquer dudit terrain au chemin public."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse, de Bagotville, JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JUILLET 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, **RENÉ DELISLE**,
Chicoutimi, le 18 juin 1955. 40182-25-2-o

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, N° 19,398. **CAISSE POPULAIRE DE BAGOTVILLE**, société coopérative régie par la loi coopérative de Québec, corps légalement constitué ayant son siège social à rue Albert, Bagotville, district de Chicoutimi, demandeur; vs LOUIS JOSEPH JEAN, papetier, domicilié au rang St-Anicet Bagotville, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur:

"Un terrain ou emplacement mesurant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, faisant partie des lots de terre connus et désignés sous les numéros cinq cent vingt-neuf et cinq cent trente (Ptie Nos 529 & 530) au cadastre officiel de la paroisse de St-Alphonse, borné et compris dans les limites suivantes: En front vers le sud, au chemin public, en arrière, vers le nord, partie à la balance du lot cinq cent vingt-neuf et partie à la balance du lot cinq cent trente restant à Henrie Riverin, d'un côté vers l'est à la balance du lot numéro cinq cent trente, et de l'autre côté vers l'ouest à la balance du lot

To be sold at the church door of St. Joachim de Châteauguay, WEDNESDAY, the SIXTH day of JULY, 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **ERNEST POIRIER**,
Salaberry of Valleyfield, P.Q.,
this 30th day of May, 1955. 40020-22-2

CHICOUTIMI

District of Chicoutimi

Superior Court, No. 19,399. **LA CAISSE POPULAIRE DE BAGOTVILLE**, a cooperative association governed by the Quebec Cooperative Act, a body legally constituted having its head office on Albert Street, Bagotville, district of Chicoutimi, plaintiff; vs JEAN-YVES JEAN, paper maker, residing in range St. Anicet, Bagotville, district of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

"A piece of land or emplacement of irregular shape, measuring eighty-six feet in front, one hundred feet in width, in the rear, eighty-six feet in depth to the east side and sixty-seven feet in depth to the west side, forming part of lot of land known and designated under number five hundred and twenty-nine (part No. 529), on the official cadastre of the parish of St. Alphonse, bounded as follows: In front by the former road which passed at that place, in the rear as well as to the west side by the residue of said lot remaining with Mr. Riverin, and to the east side, by the land of Mr. Louis-Joseph Jean, together with all the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Such as the whole appears presently, with active and passive servitudes, apparent and unapparent attaching thereto. The proprietor of said land having the right to pass on the land of Mr. Henri Riverin in order to commute between said land and the public road."

To be sold at the parochial church door of St. Alphonse, of Bagotville, THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of the month of JULY, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, **RENÉ DELISLE**,
Chicoutimi, June 18th, 1955. 40182-25-2

District of Chicoutimi

Superior Court, No. 19,398. **CAISSE POPULAIRE DE BAGOTVILLE**, cooperative association governed by the Quebec Corporative Act, a body legally incorporated having its head office on Albert Street, Bagotville, district of Chicoutimi, plaintiff; vs LOUIS JOSEPH JEAN, papermaker, domiciled in Range St-Anicet, Bagotville, district of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

"A lot of land or emplacement measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, forming part of lots of land known and designated under numbers five hundred and twenty-nine and five hundred and thirty (Pt. Nos. 529 and 530) on the official cadastre of the parish of St-Alphonse, bounded and comprised within the following limits.— In front on the south, by the public highway, in rear, on the north, partly by the remainder of lot five hundred and twenty-nine and partly by the balance of lot five hundred and thirty remaining to Henrie Riverin, on one side towards the east, by the balance of lot five

numéro cinq cent vingt-neuf, ledit terrain étant localisé vingt-cinq pieds de largeur sur chacun desdits lots, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Tel que le tout est actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Alphonse, de Bagotville, JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JUILLET 1955, à DEUX heures TRENTE minutes de l'après-midi (2:30 hres p.m.).

Bureau du Shérif, Chicoutimi, le 18 juin 1955. Le Shérif, RENÉ DELISLE. 40181-25-2-o

hundred and thirty, and on the other side, on the west, by the remainder of lot number five hundred and twenty-nine, the said lot of land being situate twenty-five feet in width upon each of the said lots, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

As the whole is to be found presently, with the servitudes, active and passive, apparent and unapparent thereto attached."

To be sold at the parochial church door of St-Alphonse of Bagotville, THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of the month of JULY, 1955, at TWO THIRTY o'clock in the afternoon (2:30 o'clock p.m.).

Sheriff's office, Chicoutimi, June 18, 1955. RENÉ DELISLE, Sheriff. 40181-25-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Rimouski, P.Q.

Cour Supérieure, N° 16-178 { PROGRESSIVE INSURANCE CO., une corporation ayant son siège social dans la ville de Montréal, demanderesse, vs ADRIEN LAFONTAINE de Ste-Anne des Monts, comté de Gaspé, défendeur.

Partie de la subdivision N° six du lot N° vingt-et-un A (21-A-6) au premier rang du Fief de Ste-Anne des Monts Notre-Dame, étant un terrain d'une superficie d'environ 4,500 pieds carrés, borné vers le nord par partie du lot N° 21-A-6, propriété de Philias Marin, à l'est par une rue, au sud et à l'ouest par le lot N° 21-A-6, propriété d'Amélie Pelletier avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne des Monts, comté de Gaspé, MERCREDI le SIX JUILLET 1955, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Percé, P.Q., le 28 mai 1955. Le Shérif, J. F. MEAGHER. 40038-22-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 357979 { Me BERNARD LEFEBVRE demandeur vs GARFIELD CANNON défendeur.

"Un emplacement situé dans la municipalité de Ste-Catherine d'Alexandrie, connu comme le lot portant le N° 10 de la subdivision du lot partie 660 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie, et portant le N° civique 18 avenue Garnier, actuellement en la possession de Monsieur Garfield Cannon, de côte Ste-Catherine, Ste-Catherine d'Alexandrie, comté de Laprairie, comme lui appartenant."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le QUATORZE JUILLET 1955, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Montréal, 31 mai 1955. Le Shérif, CAISSE & HURTEAU. 40039-22-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour de Magistrat — District de Montréal
Montréal, à savoir: N° 331133 { OMER DESERRES LIMITEE, demandeur vs DAME ROLANDE BÉLANGER, épouse séparée de biens de Georges

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Rimouski, P.Q.

Superior Court, No. 16-178 { PROGRESSIVE INSURANCE CO., a corporation having its head office in the city of Montreal, plaintiff, vs ADRIEN LAFONTAINE of St. Anne des Monts, county of Gaspé, defendant.

A part of subdivision No. six of lot No. twenty-one A (21-A-6), range one, of the Fief of St. Anne des Monts Notre Dame, being a piece of land with an area of some 4,500 square feet, bounded northerly by part of lot No. 21-A-6, the property of Philias Marin, easterly by a street, southerly and westerly by lot No. 21-A-6, property of Amélie Pelletier with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Anne des Monts, county of Gaspé, WEDNESDAY the SIXTH day of JULY 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Percé, P.Q., May 28, 1955. J. F. MEAGHER, Sheriff. 40038-22-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: N° 357979 { Me BERNARD LEFEBVRE, plaintiff; vs GARFIELD CANNON, defendant.

"An emplacement situated in the municipality of St. Catherine d'Alexandrie, known as lot bearing number 10 of the subdivision of lot part 660 of the official plan and book of reference of the parish of Laprairie, and bearing civic number 18 Garnier Avenue, presently in the possession of Mr. Garfield Cannon, of Côte St. Catherine, St. Catherine d'Alexandrie, county of Laprairie, as belonging to him."

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprairie, the FOURTEENTH day of JULY 1955, at ELEVEN o'clock.

Sheriff's Office, Montreal, May 31st, 1955. CAISSE & HURTEAU, Sheriff. 40039-22-2

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court — District of Montreal
Montreal to wit: N° 331133 { OMER DESERRES LIMITEE, plaintiff, vs DAME ROLANDE BÉLANGER, wife separate as to property of Georges

Matte, ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes défenderesse.

"Un emplacement ayant front sur la rue Verville, Montréal, connu et désigné, comme étant les lots 275-155 et 275-156 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-Aux-Recollets avec la bâtisse portant le numéro municipal 10440 Verville, et aussi le garage."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZE JUILLET 1955, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU,
Montréal, 31 mai 1955. 40040-22-2-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal à savoir: { ROBERT, LAURENT &
N° 366 757 { NOËL BERTRAND,
faisant affaire en société
sous les noms et raisons sociales de "BER-
TRAND & FRÈRES" comme briqueteurs
tous trois domiciliés et résidents dans la cité et
district de Montréal, demandeurs vs GILLES
TAILLEFER, défendeur.

"Un emplacement situé dans le village de St-Martin, connu et désigné comme étant une partie du lot 478 de St-Martin, mesurant 57 pieds de largeur par 256 pieds de profondeur de sa ligne sud-ouest mesure anglaise. Ledit emplacement borné en front vers le nord par le chemin public, vers le sud-ouest par Wilfrid Lavoie, en arrière vers le sud par une partie du même lot appartenant à Moïse Trépanier fils, vers le nord-est, par la propriété de Dame R. Saintonge: le tout avec bâtisses dessus érigées. A distraire toutefois un emplacement appartenant à Dame Pamela Taillefer qui l'a acquis de Diana Gauthier, ledit emplacement tel que décrit dans une vente, consentie par Wilfrid Laurin à la dite Dame Gauthier enregistré sous N° 31554, mesurant 14 pieds de largeur en front 28 pieds en arrière par 65 pieds de profondeur.

"Un emplacement sur la rue Principale a St-Martin connu et désigné comme étant une partie des lots nos: 477 et 478 (P. 477-478) du cadastre de St-Martin, mesurant 45 pieds de largeur par toute la profondeur du chemin public au terrain de Moïse Trépanier qui le borne au sud. Borné en front vers le nord par le chemin public, vers le sud par la propriété de Moïse Trépanier, vers l'est par une partie appartenant à Dame Marie Clermont, et à la Fabrique de St-Martin, vers l'ouest par d'autres parties du même lot, le tout avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Martin, le QUATORZE JUILLET 1955, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU,
Montréal, 21 mai 1955. 40019-22-2-0

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LEBOEUF & GRENIER
N° 185,472 { LIMITÉE, corporation
légalement constituée, ayant
son siège social à 226 rue de la Couronne, cité
et district de Québec, contre J. A. SAVARD,
22 rue des Deux Rivières, Orsainville, district de
Québec.

ges Matte, the latter to authorize his wife for these present purposes, defendant.

"An emplacement having frontage on Verville Street, Montreal, known and designated as being lots 275-155 and 275-156 on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-Aux-Recollets, with the building bearing the municipal number 10440 Verville, and garage also."

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on JULY FOURTEENTH, 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office,
Montreal, May 31, 1955. 40040-22-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { ROBERT, LAURENT &
No. 366 757 { NOËL BERTRAND,
carrying on business in as-
sociation under the name and style of "BER-
TRAND & FRÈRES" as bricklayers, all three
domiciled and residents in the city and district
of Montreal, plaintiffs, vs GILLES TAILLE-
FER, defendant.

"An emplacement situate in the village of St-Martin, known and designated as being a part of lot 478 of St-Martin, measuring 57 feet in width by 256 feet in depth on its southwest line, English measure. The said emplacement bounded in front on the north, by the public highway, on the southwest by Wilfrid Lavoie, in rear, on the south, by a part of the same lot belonging to Moïse Trépanier, son, on the north-east, by the property of Dame R. Saintonge: the whole with buildings thereon erected, to withdraw however, an emplacement belonging to Dame Pamela Taillefer who purchased it from Diana Gauthier, the said emplacement as described in a sale, consented to by Wilfrid Laurin to the same Dame Gauthier registered under No. 31554, measuring 14 feet in width in front 28 feet in rear by 65 feet in depth.

"An emplacement on Principal Street at St-Martin, known and designated as being a part of lots Nos: 477 and 478 (P. 477-478) of the cadastre of St-Martin, measuring 45 feet in width by the whole depth from the public highway, bounded on the south, to the land of Moïse Trépanier. Bounded in front on the north by the public highway, on the south, by the property of Moïse Trépanier, on the east, by a part belonging to Dame Marie Clermont and to the church property of St-Martin, on the west by other parts of the same lot, the whole with the buildings erected thereon."

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Martin, on JULY FOURTEENTH 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office,
Montreal, May 21st, 1955. 40019-22-2-0

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { LEBOEUF & GRENIER
No. 185,472 { LIMITÉE, legally in-
corporated corporation,
having its head office at 226 Crown Street, city
and district of Quebec, against J. A. SAVARD,
22 des Deux Rivières Street, Orsainville, district
of Quebec.

Lot N° 416-26 (quatre cent seize-vingt-six) de Charlesbourg, en possession de J. A. Savard. De forme irrégulière, borné vers le nord-ouest par une rivière; vers le nord-est, par le lot 416-25 (quatre cent seize-vingt-cinq) vers le sud-est, par le lot 416-15 (quatre cent seize-quinze) (rue) et vers le sud-ouest par un lac, mesurant 85 pieds de largeur par 77 pieds et 5 pouces de profondeur moyenne, contenant en superficie 6,587 pieds et 5 pouces carrés, mesures anglaises avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale d'Orsainville, comté de Québec, le QUINZE JUILLET prochain à DIX heures du matin (heure avancée).

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, 8 juin 1955. 40097-23-2-o
[Première insertion: 11 juin 1955]
[Deuxième insertion: 25 juin 1955]

Lot No. 416-26 (four hundred and sixteen-twenty-six) of Charlesbourg, in possession of J. A. Savard. Of irregular form, bounded on the northwest by a river; on the northeast, by lot 416-25 (four hundred and sixteen-twenty-five) on the southeast, by lot 416-15 (four hundred and sixteen-fifteen) (street) and on the southwest by a lake, measuring 85 feet in width by 77 feet and 5 inches in average depth, containing in superficial area 6,587 feet and five square inches, English measure with house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Orsainville, county of Quebec, on JULY FIFTEENTH next at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Québec, June 8th, 1955. 40097-23-2-o
[First insertion: June 11th, 1955]
[Second insertion: June 25th, 1955]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LA BANQUE PROVIN-
N° 77-187 { CIALE DU CANADA,
corps politique et incorporé,
légalement constitué ayant le siège provincial
de ses affaires à Montréal et un bureau d'affaires
en la cité de Québec, district de Québec, contre
ALPHONSE & RONALD BÉDARD, de Char-
lesbourg, Québec, à savoir:

"La redivision un de la subdivision six du lot originaire trois cent vingt-quatre (324-6-1) au cadastre officiel de Charlesbourg, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, le QUINZE JUILLET prochain à DIX heures du matin (heure avancée).

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, 8 juin, 1955. 40090-23-2-o
(Première insertion: 11 juin 1955)
(Deuxième insertion: 25 juin 1955)

Fieri Facias

Quebec, to wit: { THE PROVINCIAL BANK
No. 77-187 { OF CANADA, a body
politic and corporate, legally
constituted, having its head office in Montreal
and a branch in the city of Quebec, district of
Quebec, vs ALPHONSE & RONALD BÉ-
DARD, of Charlesbourg, Quebec, to wit:

"Revision one of subdivision six of the original lot three hundred and twenty-four (324-6-1) of the official cadastre of Charlesbourg, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Charlesbourg, county of Quebec, the FIFTEENTH day of JULY next at TEN o'clock in the morning (daylight saving time).

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Québec, June 8, 1955. 40090-23-2
[First insertion, June 11, 1955]
[Second insertion, June 25, 1955]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 25

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Fiset vs Hunter..... 1971

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

665-B — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières..... 1971
665-C — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Hull..... 1974
665-E — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la ville de Magog..... 1975
665-F — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les villes de Rouyn et Noranda et le canton de Rouyn..... 1976

RÉCEPTION DES ANNONCES:

1855

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1943

AVIS DIVERS:

C.N.R. Senneterre Credit Union (Fon-
dation)..... 1977

Index of the Quebec Official Gazette, No. 25

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:

Fiset vs Hunter..... 1971

ORDERS IN COUNCIL:

665-B — Barber and hairdresser trades in the district of Trois-Rivières..... 1971
665-C — Barber and hairdressing trades in the region of Hull..... 1974
665-E — Barber and hairdressing trades in the town of Magog..... 1975
665-F — Barber and hairdressing trades in the towns of Rouyn and Noranda and the township of Rouyn..... 1976

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES:

1855

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1943

MISCELLANEOUS NOTICES:

C.N.R. Senneterre Credit Union (Foun-
dation)..... 1977

Dupuis Frères, Limitée — Dupuis Frères, Limited (Directeurs).....	1978	Dupuis Frères, Limitée — Dupuis Frères, Limited (Directors).....	1978
Gyro Employees Credit Union (Fondation).....	1977	Gyro Employees Credit Union (Foundation).....	1977
Lakeside Height Baptist Church (Demande d'incorporation).....	1977	Lakeside Heights Baptist Church (Application for incorporation).....	1977
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Philibert (Formation).....	1978	Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Philibert (Formation).....	1978
Syndicat des Producteurs-Fournisseurs de Lait à la Laiterie Leclerc (Sherbrooke) Limitée (U.C.C.) (Formation).....	1978	Syndicat des Producteurs-Fournisseurs de Lait à la Laiterie Leclerc (Sherbrooke) Limitée (U.C.C.) (Formation).....	1978
Syndicat Forestier de St-Narcisse (Fondation).....	1978	Syndicat Forestier de St-Narcisse (Foundation).....	1978
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Eskimo Slipper Limited.....	1979	Eskimo Slipper Limited.....	1979
Steelgrit of Canada Ltd.....	1979	Steelgrit of Canada Ltd.....	1979
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
Annexion à la cité de Drummondville.....	1979	Annexation to the City of Drummondville.....	1979
INSTRUCTION PUBLIQUE: <i>Municipalité scolaire de:</i>		EDUCATION: <i>School Municipality of:</i>	
Bourlamaque.....	1980	Bourlamaque.....	1980
Pointe du Lac, village de.....	1981	Pointe du Lac, village of.....	1981
Ripon.....	1980	Ripon.....	1980
Ste-Anne, paroisse de.....	1980	Ste-Anne, parish of.....	1980
Ste-Marie-Médiatrice.....	1981	Ste-Marie-Médiatrice.....	1981
TERRES ET FORÊTS: <i>Service du Cadastre:</i>		LANDS AND FOREST: <i>Cadastral Branch:</i>	
Ste-Adèle, paroisse de.....	1981	Ste-Adèle, parish of.....	1981
Ste-Thérèse-de-Blainville, paroisse de.....	1981	Ste-Thérèse-de-Blainville, parish of.....	1981
St-Joseph-de-Chambly, paroisse de.....	1981	St-Joseph-de-Chambly, parish of.....	1981
TRAVAIL: <i>Industrie ou métiers de:</i>		LABOUR: <i>Industry or Trades of:</i>	
Alimentation en détail de Sherbrooke et région (Prélèvement).....	1982	Retail Food Trade of Sherbrooke and Vicinity (Levy).....	1982
Barbier, coiffeur et coiffeuse dans le comté de Roberval (Modification).....	1989	Barber and hairdresser in the county of Roberval (Amendment).....	1989
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières (Prélèvement).....	1985	Barbers and hairdresser of Trois-Rivières (Levy).....	1985
Bois ouvré dans la région de Québec (Modification).....	1988	Woodworking in the district of Quebec (Amendment).....	1988
Comité paritaire du camionnage du district de Québec (Prélèvement).....	1987	Comité paritaire du camionnage du district de Québec (Levy).....	1987
Le Syndicat National et Catholique des métiers de la construction de St-Hyacinthe (Convention de travail).....	1989	Le Syndicat National et Catholique des métiers de la construction de St-Hyacinthe (Labour agreement).....	1989
Vêtements d'hommes et de garçons dans la Province (Prélèvement).....	1983	Men's and boy's clothing in the Province (Levy).....	1983
EXAMEN DU BARREAU:		BAR EXAMINATION:	
Montréal: étude du droit.....	2000	Montreal: study of law.....	2000
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
A. A. Norris & Co. Ltd.....	1944	A. A. Norris & Co. Ltd.....	1944
Air Tools Limited.....	1945	Air Tools Limited.....	1945
Allied Beverages Inc.....	1945	Allied Beverages Inc.....	1945
Angbro Manufacturing Ltd.....	1945	Angbro Manufacturing Ltd.....	1945
Aqueduc Laurentien de Montcalm Inc.....	1946	Aqueduc Laurentien de Montcalm Inc.....	1946
Arena de Ferme-Neuve Inc.....	1946	Arena de Ferme-Neuve Inc.....	1946
Atlas Windows Co. Ltd.....	1946	Atlas Windows Co. Ltd.....	1946
Blumer Realities Inc.....	1947	Blumer Realities Inc.....	1947
Charles Gilbert Limitée.....	1947	Charles Gilbert Limitée.....	1947
Chiboug-Chibi Lodges & Cabins Inc.....	1947	Chiboug-Chibi Lodges & Cabins Inc.....	1947

Comité de Moralité Publique du Diocèse de St-Jean.....	1948
Commercial Dyers & Bleachers Ltd....	1948
Continental Iron & Titanium Mining Limited.....	1949
Danville Asbestos Mines Limited.....	1949
Dasec Inc.....	1950
Delville Asphalt Construction Co.....	1950
Drummond Ready Mix Ltd.....	1950
Dupuis Drive-Yourself Inc.....	1951
Entreprises Feu Victor Delamarre Ltée.....	1951
Fred W. Bean Insurance Ltd.....	1951
Gagnon & Gagnon, Nouveautés, Inc....	1952
Gamache Exploration & Mining Co. Ltd.....	1952
Georges Poirier Inc.....	1952
Greater Montreal Insulation Company Ltd.....	1953
Groton Investments Limited.....	1953
Hôpital St-Paul Inc.....	1953
Jacques Cartier Housing & Development Ltd.....	1954
Jepilo Investment Corporation Ltd.....	1954
Jonquière Construction Ltée — Jonquière Construction Ltd.....	1954
J. R. Jourdain Inc.....	1955
J. R. Trudel Limitée.....	1955
Kayson Inc.....	1955
Kitchen Magic of Canada Inc.....	1956
La Compagnie d'Esthétique "Paul" Limitée.....	1956
Lampions Électriques Culturels (corporation) — Electric Cultural Lampions (corporation).....	1956
Le Club Nautique de la Batture.....	1957
Leland Instruments of Canada Limited.....	1957
Les Entreprises La Tuque Incorporées — La Tuque Enterprises Incorporated.....	1957
Les Immeubles Artillerie Inc.....	1958
Marla Fashions Inc.....	1958
McKenzie Northern Mines Ltd.....	1958
Metalware Corporation.....	1959
Midlick & Son Ltd.....	1959
Nevan Investments Ltd.....	1959
Newman Avenue Holdings Inc.....	1960
New Yorker Restaurant Inc.....	1960
Noël Beauchamp Tailleur Limitée.....	1960
North American Investments Ltd.....	1961
Pad Interests Ltd.....	1961
Parkridge Realty Corporation.....	1961
Provincial Home Development Corp....	1962
Quebec Structure & Metal Inc.....	1962
Rassenti Construction Company.....	1962
Rayrow Realities Ltd.....	1963
René Deslauriers, Inc.....	1963
Robert A. Guay Construction Inc.....	1963
Sobar Ltd.....	1964
Squaw Lake Lodge Incorporated.....	1964
Star Glove Ltd.....	1964
Supreme Handbags Co. Ltd.....	1965
Texacan Uranium Corporation.....	1965
Topp Food Industries Ltd.....	1965
Trans Atlantic Investments Ltd.....	1966
Tremblay & Frères (Evain) Ltée.....	1966
Vaudreuil Inn Ltée.....	1966
Vokurko Construction Company.....	1967
Yamachiche Gas & Oil Company Ltd..	1967

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Apa Investments Ltd.....	1968
Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal — Veterans' Taxi Owners Association of Montreal.....	1968
Canadian Astoria Minerals Limited....	1968
Canapro Ltd.....	1969
Donalda Mines Limited.....	1969
Drummond Hosiery Co. Ltd.....	1969

Comité de Moralité Publique du Diocèse de St-Jean.....	1948
Commercial Dyers & Bleachers Ltd....	1948
Continental Iron & Titanium Mining Limited.....	1949
Danville Asbestos Mines Limited.....	1949
Dasec Inc.....	1950
Delville Asphalt Construction Co.....	1950
Drummond Ready Mix Ltd.....	1950
Dupuis Drive-Yourself Inc.....	1951
Entreprises Feu Victor Delamarre Ltée.....	1951
Fred W. Bean Insurance Ltd.....	1951
Gagnon & Gagnon, Nouveautés, Inc....	1952
Gamache Exploration & Mining Co. Ltd.....	1952
Georges Poirier Inc.....	1952
Greater Montreal Insulation Company Ltd.....	1953
Groton Investments Limited.....	1953
Hôpital St-Paul Inc.....	1953
Jacques Cartier Housing & Development Ltd.....	1954
Jepilo Investment Corporation Ltd.....	1954
Jonquière Construction Ltée — Jonquière Construction Ltd.....	1954
J. R. Jourdain Inc.....	1955
J. R. Trudel Limitée.....	1955
Kayson Inc.....	1955
Kitchen Magic of Canada Inc.....	1956
La Compagnie d'Esthétique "Paul" Limitée.....	1956
Lampions Électriques Culturels (corporation) — Electric Cultural Lampions (corporation).....	1956
Le Club Nautique de la Batture.....	1957
Leland Instruments of Canada Limited.....	1957
Les Entreprises La Tuque Incorporées — La Tuque Enterprises Incorporated.....	1957
Les Immeubles Artillerie Inc.....	1958
Marla Fashions Inc.....	1958
McKenzie Northern Mines Ltd.....	1958
Metalware Corporation.....	1959
Midlick & Son Ltd.....	1959
Nevan Investments Ltd.....	1959
Newman Avenue Holdings Inc.....	1960
New Yorker Restaurant Inc.....	1960
Noël Beauchamp Tailleur Limitée.....	1960
North American Investments Ltd.....	1961
Pad Interests Ltd.....	1961
Parkridge Realty Corporation.....	1961
Provincial Home Development Corp....	1962
Quebec Structure & Metal Inc.....	1962
Rassenti Construction Company.....	1962
Rayrow Realities Ltd.....	1963
René Deslauriers, Inc.....	1963
Robert A. Guay Construction Inc.....	1963
Sobar Ltd.....	1964
Squaw Lake Lodge Incorporated.....	1964
Star Glove Ltd.....	1964
Supreme Handbags Co. Ltd.....	1965
Texacan Uranium Corporation.....	1965
Topp Food Industries Ltd.....	1965
Trans Atlantic Investments Ltd.....	1966
Tremblay & Frères (Evain) Ltée.....	1966
Vaudreuil Inn Ltée.....	1966
Vokurko Construction Company.....	1967
Yamachiche Gas & Oil Company Ltd..	1967

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Apa Investments Ltd.....	1968
Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal — Veterans' Taxi Owners Association of Montreal.....	1968
Canadian Astoria Minerals Limited....	1968
Canapro Ltd.....	1969
Donalda Mines Limited.....	1969
Drummond Hosiery Co. Ltd.....	1969

Holland America Line (Canada) Limited.....	1969	Holland America Line (Canada) Limited.....	1969
Hôtel Jonquière Limitée.....	1969	Hôtel Jonquière Limitée.....	1969
Irving Korny Ltd.....	1970	Irving Korny Ltd.....	1970
La Cie Ernest Frappier & Fils Ltée....	1970	La Cie Ernest Frappier & Fils Ltée....	1970
Quebec Smelting & Refining Limited..	1970	Quebec Smelting & Refining Limited..	1970
Turntex Limited.....	1970	Turntex Limited.....	1970
MINISTÈRE DES FINANCES:		DEPARTMENT OF FINANCE:	
<i>Assurances:</i>		<i>Insurance:</i>	
Baloise Fire Insurance Company Limited.....	2000	Baloise Fire Insurance Company Limited.....	2000
NOMINATION:		APPOINTMENT:	
Président d'élection.....	2001	Returning-Officer.....	2001
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Arrow Plating & Mfg. Ltd.....	2001	Arrow Plating & Mfg. Ltd.....	2001
Champeau Frères Ltée.....	2001	Champeau Frères Ltée.....	2001
Culligan Soft Water Service (Quebec) Inc.....	2001	Culligan Soft Water Service (Quebec) Inc.....	2001
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Joliette, cité de.....	2004	Joliette, city of.....	2004
Montréal, Le Bureau Métropolitain des écoles protestantes de.....	2003	Montreal, The Protestant School Board of Greater.....	2003
St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, commissaires d'écoles de.....	2002	St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, School Commissioners of.....	2002
VENTES, LOI DE FAILLITE:		SALES, BANKRUPTCY ACT:	
P. E. Authier Co. Ltée.....	2006	P. E. Authier Co. Ltée.....	2006
Therriault, Ludger.....	2005	Therriault, Ludger.....	2005
VENTES PAR LICITATION:		SALES BY LICITATION:	
Desmarchais <i>et vir</i> vs Desmarchais <i>et al.</i>	2007	Desmarchais <i>et vir</i> vs Desmarchais <i>et al.</i>	2007
Leblanc <i>et vir</i> vs Boisvert <i>et vir</i>	2006	Leblanc <i>et vir</i> vs Boisvert <i>et vir</i>	2006
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ABITIBI:		ABITIBI:	
Lainesse vs Boutet.....	2009	Lainesse vs Boutet.....	2009
Richard vs Boulerice.....	2009	Richard vs Boulerice.....	2009
BEAUHARNOIS:		BEAUHARNOIS:	
Hôpital Ste-Agnès Enregistré vs Desgrosseilliers.....	2009	Hôpital Ste-Agnès Enregistré vs Desgrosseilliers.....	2009
CHICOUTIMI:		CHICOUTIMI:	
Caisse Populaire de Bagotville vs Jean.	2010	Caisse Populaire de Bagotville vs Jean.	2010
La Caisse Populaire de Bagotville vs Jean.....	2010	La Caisse Populaire de Bagotville vs Jean.....	2010
GASPÉ:		GASPÉ:	
Progressive Insurance Co. vs Lafontaine	2011	Progressive Insurance Co. vs Lafontaine	2011
MONTREAL:		MONTREAL:	
Bertrand <i>et al</i> vs Taillefer.....	2012	Bertrand <i>et al</i> vs Taillefer.....	2012
Lefebvre vs Cannon.....	2011	Lefebvre vs Cannon.....	2011
Omer DeSerres Limitée vs Bélanger <i>et vir</i>	2011	Omer DeSerres Limitée vs Bélanger <i>et vir</i>	2011
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
La Banque Provinciale du Canada vs Bédard <i>et al.</i>	2013	The Provincial Bank of Canada vs Bédard <i>et al.</i>	2013
Lebœuf & Grenier Limitée vs Savard..	2012	Lebœuf & Grenier Limitée vs Savard..	2012
40162-0		40162-0	